JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

REPONSES DES MINISTRES

SOMMAIRE

I. Questions écrites (p. 2341).

QUESTIONS ECRITES

Chômage : indemnisation (allocations).

124. — 13 juillet 1981. — M. Pierre-Bernard Cousté appelle l'attention de M. le ministre du travail sur le problème du travail temporaire, qui ne cesse de se développer sous les formes les plus diverses, et qui touche donc de plus en plus de travailleurs. Or, ces salariés sont placés par les Assedic, en ce qui concerne les conditions d'ouverture des droits aux allocations de chômage, dans une situation anormale par rapport aux salariés sous contrat à durée déterminée ou indéterminée. En effet, dans le régime général, il est demandé d'avoir appartenu quatre-vingt-onze jours à une ou plusieurs entreprises entrant dans le champ du régime ou avoir effectué 520 heures de travail dans de telles entreprises, au cours des douze mois précédant la rupture du contrat de travail, alors qu'il est demandé au travailleur temporaire d'avoir accompli 1 000 heures de travail au cours de la même période. Par contre, en cas de première inser-

tion professionnelle, les intérimaires n'ont besoin de justifier que de 250 heures de travail, alors que les autres salariés doivent avoir accompli 520 heures de travail. Ce dispositif, dépourvu à la fois de justice et de cohérence, contribue à marginaliser ces travailleurs dans le domaine social par rapport aux autres salariés. Enfin il remarque que, malgré les engagements qui avaient été pris, les carnets d'intérimaires qui doivent permettre une prise en charge rapide des travailleurs temporaires, sont trop rarement mis à leur disposition. Il lui demande quelle mesure il envisage de prendre pour que les Assedic appliquent aux travailleurs temporaires les mêmes conditions d'ouverture des droits aux allocations de chômage qu'aux autres salariés ; ce qu'il compte faire pour que la mise à disposition des carnets d'intérimaires soit effective dans toutes les Assedic.

Professions et activités médicales (médecine scolaire : Somme.)

125. — 13 juillet 1981. — M. André Audinot appelle l'attention de M. le ministre de la santé, sur le problème des services de santé scolaire dans le département de la Somme. Pour une population globale d'environ 120 000 élèves, sont en poste actuellement : neuf médecins contractuels (huit équivalents temps plein) ; sept vacataires dont une seule exerçant à plein temps (soit quatre à cinq équivalents temps plein). Ce qui représente, pour l'ensemble des élèves du département un médecin pour 9 000 à 10 000 enfants. Le personnel para-médical est très insuffisant aussi. En pratique, médecins contractuels et vacataires à temps plein, se trouvent responsables de secteurs allant de 8 000 à 13 000 enfants, aidés la plupart du temps d'une

seule infirmière et d'une secrétaire. De ce fait, les tâches minimales ne peuvent pas toujours être réalisées, le service public n'est pas assuré comme il devrait. Les instructions générales du 12 juin 1969 relatives aux missions du service de santé scolaire prévoyaient : la limitation des secteurs de 5 000 à 6 000 élèves au maximum avec deux infirmières et une secrétaire médico-sociale ; des secteurs fixes : nécessité pour une pratique valable et des conditions de travail acceptables. Il lui demande quelles mesures il compte mettre en œuvre pour qu'à la rentrée 1981, des conditions de travail décentes soient offertes aux personnels de santé et quelles mesures il compte prendre pour le recrutement des médecins vacataires qui exercent déjà à temps plein et qui se trouvent dans des conditions professionnelles précaires.

Chômage : indemnisation (affectation de garantie de ressources).

125. — 13 juillet 1981. — **M. André Audinot** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur un vide juridique inclus dans le dispositif actuel d'indemnisation du chômage. Il existe une anomalie dans ce système, pour les personnes licenciées entre cinquante-cinq et cinquante-sept ans, qu'il s'agisse de licenciés économiques ou non économiques. Le travailleur à la recherche d'un emploi ne touche d'indemnités que jusqu'à l'âge de cinquante-huit ans et huit mois. De cinquante-huit ans et huit mois à soixante ans, où il peut prétendre à la garantie de ressources, il ne touche plus rien. Cette situation est injuste car des personnes licenciées en fin de carrière sont confrontées à des situations d'autant plus cruelles qu'elles ne s'y attendent pas. Travailler jusqu'à cinquante-cinq ans pour toucher 800 francs par mois à cinquante-neuf ans relève pour beaucoup de l'indécence et d'un mépris total pour ceux et celles qui s'attendent à une juste indemnisation de chômage, après une longue vie professionnelle. Il lui demande s'il a l'intention de proposer des mesures d'abaissement à cinquante-huit ans de l'âge de la garantie de ressources.

Fonctionnaires et agents publics (rémunérations).

127. — 13 juillet 1981. — **M. Adrien Zeller** expose à **M. le ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives** le problème de la liberté de résidence des fonctionnaires qui, si leur domicile est situé en dehors de leur résidence administrative, se voient dans l'obligation de solliciter chaque fois une autorisation de non-résidence afin d'être en règle par rapport au décret n° 81-383 du 21 avril 1981 et notamment d'être couverts en matière d'assurance en cas d'accident de trajet. Il lui demande quelles mesures pourraient être envisagées afin de remédier à cette procédure qui peut s'interpréter comme une atteinte à la liberté de résidence individuelle.

Assurance maladie maternité (prestations en espèces).

128. — 13 juillet 1981. — **M. Adrien Zeller** rappelle à **M. le ministre de la santé** les conclusions des recherches effectuées par le groupe de travail Santé dans le cadre de la préparation du VIII^e Plan, conclusions qui ont souligné la nécessité de supprimer les abattements de 7 à 20 p. 100 grevant actuellement les remboursements d'actes effectués par les centres de soins. Ces abattements, en effet, mettent en cause la survie même de ces centres car ils alourdissent leur budget et en rendent la gestion plus difficile, alors que leur implantation ainsi que la qualité des soins qui y sont dispensés leur permet de réaliser des actions sanitaires, sociales et de prévention proches des populations qui y trouvent là une aide efficace et commode pour leur maintien en bonne santé. Il lui demande donc quelles mesures rapides il compte prendre dans le cadre actuel de l'organisation de la santé, afin de mettre un terme aux abattements de tarif et permettre ainsi la sauvegarde de ces centres de soins aux prises avec des difficultés financières dans un moment où ils doivent plus que jamais rester performants tant au niveau du personnel que des équipements afin de répondre au service de santé de qualité qu'on attend d'eux.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : enseignement).

129. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Debré** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** l'erreur qui a consisté, depuis quelques années, à traiter les programmes de construction scolaire à la Réunion d'une manière identique à ceux envisagés pour les autres départements, alors que, pour des raisons démographiques bien connues, la croissance de la population scolaire est importante et impose des exigences, tant au niveau des écoles primaires que des collèges. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter l'aggravation du retard.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : communes).

130. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Debré** fait observer à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Départements et territoires d'outre-mer)**, que faute, semble-t-il, de définition des termes « agglomération » et « unité urbaine » par l'I. N. S. E. E. pour ce qui concerne les départements d'outre-mer, la ville de Saint-Denis-de-la-Réunion ne bénéficie pas des concours particuliers de la dotation globale de fonctionnement accordée aux communes centres d'une unité urbaine par l'article L. 234-17 du code des communes. Il lui demande s'il ne considère pas qu'il y a là une cause grave d'inégalité sans justification et souhaite dès lors savoir quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette lacune préjudiciable, d'une manière générale, aux départements d'outre-mer et, en particulier, à la ville de Saint-Denis-de-la-Réunion.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : cours d'eau).

131. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Debré** fait observer à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Départements et territoires d'outre-mer)**, que le précédent gouvernement s'était engagé, à la suite du cyclone Hyacinthe, à prendre à sa charge la totalité des dépenses relatives à la remise en état des ouvrages d'endiguement, notamment l'endiguement de la rivière Saint-Denis et l'endiguement au lieu-dit « Patates à Durand » ; qu'il résulte des premiers crédits affectés par l'Etat une grave insuffisance du montant des subventions par rapport au total des dépenses ; que cette situation demeure préoccupante, tant pour ce qui concerne les finances globales que les problèmes à venir de sécurité. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte envisager, et dans quels délais, pour remédier à cette situation.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : transports).

132. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Debré** fait remarquer à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Départements et territoires d'outre-mer)** qu'il a été promis, depuis maintenant huit ans, l'application au bénéfice de la ville de Saint-Denis-de-la-Réunion de la loi du 11 juillet 1973 relative à la taxe dite « versement-transport » par l'extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret d'application du 7 novembre 1974 ; que toutes les exigences de procédure imposées pour l'application de cette taxe à une grande ville située dans un département d'outre-mer ont été accomplies mais qu'aucune décision n'a été prise ; que depuis plusieurs années cet état de fait empêche la modernisation des transports à Saint-Denis. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à cette situation.

Enseignement secondaire (établissements : Aveyron).

133. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de bien vouloir réexaminer la décision prise de supprimer au L. E. P. de Millau, une classe C. E. P. qui permet d'obtenir en un an un diplôme d'employé de maison ou de collectivité accueillant des enfants (relevant parfois de cas sociaux) qui ne peuvent être admis dans un autre établissement. Le maintien de cette décision léserait gravement de nombreuses familles de conditions modestes habitant dans le Sud-Aveyron.

Enseignement secondaire (examens, concours et diplômes).

134. — 13 juillet 1981. — **Mme Florence d'Harcourt** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la position du syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges en ce qui concerne l'attribution du brevet des collèges (laquelle se fait au vu du dossier scolaire). Ce syndicat a donné pour consignes à ses adhérents de ne pas examiner, au sein des jurys du brevet, les dossiers des élèves des établissements privés sous contrat. Le motif avancé est que les appréciations portées sur les dossiers scolaires de ces écoliers n'émanent pas de fonctionnaires de l'Etat. Une telle attitude, qui instituerait une discrimination entre les élèves de l'enseignement privé et ceux de l'enseignement public, constituerait, de la part d'agents d'un service public, une grave atteinte au principe d'égalité devant le service public. D'autre part, remettant en cause l'édifice contractuel au terme duquel l'Etat s'assure de la compétence pédagogique des enseignants des établissements sous contrat, elle serait une atteinte directe à la liberté de l'enseignement. Elle lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour s'assurer que le service public de l'éducation agisse dans le respect de ce principe et de cette liberté fondamentale.

Agriculture (aides et prêts).

135. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** rappelle à **Mme le ministre de l'agriculture** que la commission du comité économique européen vient de débloquer, au titre de la première tranche 1980 du F. E. O. G. A. Orientation, un crédit de 107 millions d'unités de compte. La France a obtenu 43 424 350 francs pour l'amélioration des structures agricoles, 12 782 134 francs au titre des crédits spéciaux zone méditerranéenne et 49 300 000 francs pour l'action commune relative à l'amélioration de certaines zones rurales. Il lui demande quelle répartition des crédits en cause est envisagée par région.

Commerce et artisanat
(formation professionnelle et promotion sociale).

136. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** s'il est possible d'obtenir un bilan des actions entreprises dans le domaine de la formation continue en ce qui concerne les artisans, d'une part, et leurs salariés, d'autre part. Il lui demande par ailleurs de lui faire connaître les mesures actuellement à l'étude pour développer, au profit des artisans et de leurs salariés, cette formation continue.

Associations et mouvements (moyens financiers).

137. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la situation des associations gestionnaires de services d'intérêt public, associations nationales ou locales qui œuvrent dans tous les domaines de la vie associative : santé, action sociale, formation, culture, sports, entraide. Ces associations relevant de la loi de 1901 emploient près de 700 000 salariés et sont confrontés à des difficultés budgétaires. En effet, le budget 1980 n'a fait que reconduire en francs courants les subventions de l'année précédente et les dispositions annoncées pour le budget 1981 risquent de réduire encore leurs ressources. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour permettre une adaptation rapide de l'évolution des ressources à celles des charges afin d'éviter des mesures de licenciement et, par voie de conséquence, la dégradation des services rendus à la population.

Poissons et produits de la mer (pisciculture).

138. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le problème d'utilisation des surfaces en eau en France. Il apparaît en effet que les surfaces en eau, largement utilisées pour la fabrication de boissons, l'irrigation, la navigation, la fourniture d'énergie et les loisirs, ne sont que très peu pour la pisciculture. Or, les étangs sont générateurs de ressources renouvelables et se satisfont de technologies dites « douces ». Ainsi, leur utilisation permet de recycler de nombreux déchets agricoles (lisiers de porcherie), de lutter contre l'érosion et de valoriser des terres peu productives (conduisant à une meilleure utilisation de l'espace rural et à la survie d'exploitations en régions défavorisées). En conséquence, il lui demande quelles sont les mesures qu'elle envisage de prendre ou de mettre à l'étude afin de favoriser et d'accroître la pisciculture d'étang.

Déchets et produits de la récupération (bois : Alsace).

139. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur le contenu d'un article paru dans un récent bulletin d'information de l'agriculture et qui fait allusion à l'opération « Promobois » encouragée par l'agence pour les économies d'énergie visant à économiser 1 000 tep par an grâce à l'utilisation des déchets de bois. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une action nationale destinée à économiser 300 000 tep. Il lui demande de lui indiquer l'ensemble des projets prévus sur le plan national et de lui faire savoir si la région Alsace riche en forêts figure sur la liste pour un projet « Promobois ».

Sécurité sociale (cotisations).

140. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de lui préciser les mesures actuellement à l'étude pour obtenir un alignement des cotisations acquittées, au titre de l'assurance maladie, par les anciens commerçants, artisans et anciens salariés qui relèvent des caisses de retraites des non-salariés sur celles acquittées par les assurés du régime général de sécurité sociale pour être conformes à la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 portant financement de la sécurité sociale.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : successions et libéralités).

141. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** rappelle à **M. le ministre délégué chargé du budget** qu'en vertu de l'article 775 du code général des impôts et sur justification fournie par les autorités, les frais funéraires sont déduits de l'actif de la succession dans la limite d'un maximum de 3 000 francs. Toutefois, lorsque le montant n'excède pas 1 000 francs, aucune justification n'est exigée. Ce plafond de 3 000 francs a été fixé par l'article 58 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, c'est-à-dire il y a plus de vingt ans. Depuis, il n'a pas été modifié. Compte tenu de l'érosion monétaire, il lui demande de bien vouloir envisager une augmentation importante de la déduction prévue par l'article 775 précité.

Assurance vieillesse : généralités (majorations des pensions).

142. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre de la solidarité nationale** sur les dispositions du décret du 31 mars 1966 prévoyant que la majoration pour conjoint à charge n'est accordée qu'aux conjoints dont le mariage est intervenu au moins deux ans avant la date de prise d'effet de la retraite. Il lui expose à ce sujet le cas d'un retraité depuis 1961 qui a été marié une première fois de 1921 à 1961 et qui, à l'issue de son veuvage, s'est remarié en 1965. Une demande de majoration pour conjoint, présentée par ses soins en 1973, n'a pas été prise en considération du fait que cette condition de la durée du mariage avant la date de prise d'effet de la retraite n'était pas respectée. Il apparaît assez surprenant que tout droit à cette majoration pour conjoint soit refusé dans une telle situation. Il lui demande s'il ne lui paraît pas logique et équitable que le décret précité soit aménagé de façon que les retraités concernés puissent prétendre à cette majoration que leur situation familiale, ancienne et actuelle, justifie pleinement.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux
(Electricité et Gaz de France : majorations des pensions).

143. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur les dispositions d'une circulaire d'Electricité de France-Gaz de France datée de septembre 1980, apportant une modification aux conditions dans lesquelles la pension de retraite des agents d'E. D. F.-G. D. F. peut être majorée si ceux-ci ont élevé au moins trois enfants. Cette circulaire indique en effet que : « L'enfant légitime ou l'enfant naturel reconnu à la naissance sera pris en considération s'il a été élevé jusqu'à l'âge de neuf ans. Le bénéfice de la majoration sera accordé au premier jour du mois qui suivra le neuvième anniversaire. » Il est précisé par ailleurs que « ces mesures sont en cours d'application pour les retraités mis en inactivité après le 31 mai 1980 » et donne toutes indications pour que les agents dont la pension a été liquidée avant cette date et qui remplissent les nouvelles conditions fassent valoir leurs droits. Or, les dispositions applicables pour l'octroi de la majoration familiale aux assujettis d'autres régimes d'assurance vieillesse sont différentes. C'est ainsi que l'article L 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite stipule (§ IV) que le bénéfice de la majoration est accordé au moment où l'enfant atteint l'âge de seize ans. Une mesure analogue est mise en œuvre par l'article L 327 du code de la sécurité sociale pour les retraités du régime général. Les dispositions nouvelles appliquées au bénéfice des agents d'E. D. F.-G. D. F. sont particulièrement opportunes. Toutefois, la logique et l'équité commandant qu'elles soient étendues à l'ensemble des régimes de retraite. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître l'action qu'il envisage de promouvoir auprès des différents ministres intéressés afin que la mesure en cause soit rendue applicable à la totalité des régimes.

Emploi et activité (agence nationale pour l'emploi).

144. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir lui fournir, si possible, un état comparatif pour les années 1979-1980 des résultats obtenus par l'A. N. P. E., au plan national et par régions, dans la réalisation de placements et de visites à des employeurs. Cette activité apparaît d'ailleurs comme importante puisque, ainsi, l'A. N. P. E. du Haut-Rhin a placé en 1979 9 382 personnes et en 1980 9 732, soit 4 p. 100 de plus. Ses prospecteurs-placiers ont visité 9 483 employeurs en 1980 contre 5 276 en 1979. Elle aura questionné, en 1980, 428 établissements sur leurs besoins en personnels et leurs méthodes de recrutement. Il lui demande en outre quelles décisions ont été prises lors de refus d'offres d'emplois correspondant à la qualification du demandeur.

Energie (politique énergétique).

145. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur un récent rapport du conseil de l'Europe signalé dans le B. I. M. A. n° 926, dans lequel il est mentionné que l'assemblée parlementaire du conseil de l'Europe a invité les gouvernements de ses vingt et un Etats membres à prendre certaines mesures permettant à l'agriculture de participer plus complètement à nos besoins énergétiques. Pour ce faire, les gouvernements doivent tout mettre en œuvre pour promouvoir la production d'énergie à partir de déchets agricoles, paille et résidus forestiers. L'assemblée du conseil de l'Europe préconise, d'autre part, l'utilisation dans l'agriculture des sources d'énergie solaire, géothermique, éolienne et marémotrice. Il lui demande quelles sont les mesures déjà prises dans ce domaine dans notre pays et celles qui lui paraissent susceptibles de l'être pour mettre en œuvre le plus rapidement possible les sources d'énergie citées.

Impôts locaux (redevances des mines : Alsace).

146. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre délégué chargé du budget** sur les conséquences entraînées par la diminution de la redevance des mines dans le cadre de la réforme de la fiscalité directe locale. Jusqu'en 1980, les communes du bassin potassique d'Alsace ont pu bénéficier de l'imposition sur l'outillage fixe des mines situé sur leur territoire. La disparition de cet impôt constitue une perte de ressources non négligeable pour bon nombre d'entre elles. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il compte prendre pour compenser la perte de ressources des communes concernées.

Sécurité sociale (cotisations).

147. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre délégué chargé du budget**, sur la situation des fonctionnaires et des militaires en retraite résidant à l'étranger en ce qui concerne la sécurité sociale. Les possibilités d'exonération ou de reversement du précompte effectué sur leur retraite au titre du risque maladie ont été, semble-t-il, supprimées en application des dispositions de la loi n° 79-1129 du 29 décembre 1979. Il convient pourtant d'observer que ces retraités, du fait qu'ils sont domiciliés hors de France, ne peuvent prétendre au moins durant leur période de séjour à l'étranger au bénéfice de la sécurité sociale. Si, en application de la loi du 29 décembre 1979, on peut comprendre que les retraités en France soient soumis à une cotisation sur l'ensemble de leurs ressources lorsqu'ils bénéficient d'un régime de protection sociale, il n'en est pas de même pour les pensionnés résidant à l'étranger qui restent en dehors de toute protection. Il lui demande, dans ces conditions, s'il n'estime pas souhaitable que les retraités en cause puisse continuer à bénéficier de l'exonération ou du reversement du précompte. Si la réponse à cette question était négative, il apparaîtrait au moins souhaitable que, lors de la mise en place du régime volontaire créé par la loi du 27 juin 1980, soit envisagée l'imputation du précompte sur les cotisations à verser au titre de ce nouveau régime.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

148. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation d'un grand nombre de maîtres auxiliaires travaillant à mi-temps. Il semble que ces postes à mi-temps ne soient pas pris en compte pour la retraite. Si cela est exact et compte tenu de ce qui serait une injustice évidente, il lui demande de lui faire connaître les mesures à l'étude pour obtenir une validation de la durée des services accomplis sur ces postes à mi-temps, pour le calcul de la retraite.

Transports routiers (transports scolaires).

149. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les difficultés financières rencontrées à l'heure actuelle par de nombreux conseils généraux dont celui du Haut-Rhin en ce qui concerne le transport scolaire. La part de l'Etat va en régressant face à un relèvement régulier des tarifs des transporteurs. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les pourcentages de subventions de l'Etat par département pour les années 1978, 1979, 1980 et les mesures envisagées d'aide aux collectivités locales pour équilibrer les budgets par un accroissement de la participation de l'Etat.

Enseignement (programmes).

150. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de bien vouloir lui fournir le bilan de l'application du tiers temps pédagogique sur le plan régional en ce qui concerne la région Alsacc, et sur le plan national, ainsi que de lui indiquer les mesures envisagées pour obtenir un meilleur développement de ce tiers temps pédagogique appelé à assurer un meilleur équilibre de la formation ainsi qu'un épanouissement des aptitudes et des diverses formes d'intelligence de l'enfant.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

151. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les graves difficultés que connaissent les personnes âgées hospitalisées pour une durée dépassant deux mois. Il s'agit, en particulier, des frais importants d'hébergement (150 francs par jour) lors de l'admission en unité de long séjour qui resteraient à la charge des malades ou de la famille ou de l'aide sociale. Compte tenu des pensions souvent modestes que touchent ces personnes âgées, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour trouver une solution au problème posé.

Impôts locaux (taxes sur l'électricité).

152. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, dans la circulaire n° 80-120 du 28 mai 1980, **M. le ministre de l'intérieur** rappelait à tous les maires que la taxe municipale sur l'électricité, instituée sur le territoire d'une collectivité, « doit frapper obligatoirement l'ensemble des consommations électriques légalement taxables ». Le respect de l'équité entre contribuables conduit les municipalités à taxer les C.E.S. pour leur consommation d'électricité, lesquels étaient dispensés du paiement de la taxe d'électricité avant la parution de cette circulaire. Le recouvrement de la taxe s'effectuera pour l'année 1980 et les années ultérieures. Il attire son attention sur le fait que cette nouvelle dépense n'a pas été prise en compte dans les budgets pour 1980 et 1981 des collèges et lui demande, en conséquence, quelles mesures financières ont été prévues pour permettre aux établissements (C.E.S., etc.) de faire face à ces nouvelles dépenses.

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : enseignement supérieur et postbaccalauréat).

153. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que des faits particulièrement scandaleux se sont déroulés récemment à Pointe-à-Pitre. En effet, le samedi 11 avril, à 11 heures, heure locale, le président du centre universitaire des Antilles-Guyane a agressé en pleine rue et menacé de mort un professeur de philosophie, directeur du mensuel *Guadeloupe 2000*. Le fait que cette publication défende le maintien du statut départemental de la Guadeloupe a été le seul mobile de cette agression et de ces menaces. Compte tenu des activités antifrancophones notoires de ce président d'université, il lui demande s'il n'estime pas qu'il tombe sous le coup des dispositions de l'article 18 de la loi d'orientation.

Educations physique et sportive (enseignement supérieur et post-baccalauréat : Alsace).

154. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** rappelle à **Mme le ministre délégué chargé de la jeunesse et des sports** le rôle important que joue l'U.E.R.-E.P.S. de Strasbourg dans la région Alsace. Cet établissement a une importance particulière pour la sauvegarde du sport dans l'Est de la France et les restrictions d'effectifs qui lui sont imposées lui font courir de graves dangers. Une décision de réduction à deux cents du nombre des étudiants pour 1981-1982 fait suite à une autre réduction, l'année précédente, de vingt-cinq étudiants, ce qui amène cet établissement au contingent le plus faible des U.E.R.-E.P.S. de France. Ces restrictions successives entraînent d'évidentes iniquités. Le nombre des candidats aux épreuves d'entrée à l'U.E.R.-E.P.S. s'élevait l'an passé à trois cents. Afin de limiter le recrutement il a donc fallu éliminer deux cent cinquante jeunes sportifs, sans que les épreuves donnent l'assurance d'avoir sélectionné ceux qui ont le meilleur profil et donc des chances raisonnables de succès dans ce cycle d'études. Les restrictions à l'entrée qu'impose nécessairement le *numerus clausus* très sévère qui est imposé ne répondent donc pas au but recherché.

D'autre part, il faut constater que l'Alsace est devenue, depuis plusieurs années, l'une des régions de France où les jeunes sportifs sont, proportionnellement à la population, les plus nombreux. C'est sans doute ce qui explique le nombre élevé de candidats aux études dans cette discipline. En réduisant les effectifs à des proportions inférieures à celles des autres U.E.R.-E.P.S. de France, la région est privée d'un organisme sportif très puissant et l'établissement est mis dans l'obligation de résister à des sollicitations qui, parfois, sont parfaitement justifiées pour certains candidats dont les aptitudes sportives et la volonté de réussir n'ont pu être appréciées pleinement. Depuis au moins une dizaine d'années, les chiffres de réussite au concours du C.A.P.E.P.S. ont placé le C.R.E.P.S., puis l'U.E.R.-E.P.S. de Strasbourg en tête du palmarès. Autrement dit, un étudiant inscrit à Strasbourg a souvent deux fois plus de chances de succès qu'un autre. En limitant plus fortement qu'ailleurs le nombre de ces étudiants, le ministère se prive d'un capital pédagogique de fort rendement et laisse supposer aux enseignants de Strasbourg qu'il n'est pas tenu compte de leur dévouement pour l'établissement de la carte U.E.R.-E.P.S. en France. Il lui demande de bien vouloir faire réétudier la situation sur laquelle il vient d'appeler son attention, de telle sorte que l'U.E.R.-E.P.S. de Strasbourg puisse conserver l'effectif de deux cent vingt-cinq étudiants fixé l'an passé.

Plus-values : imposition (législation).

155. — 13 juillet 1981. — M. Georges Gorse expose à M. le ministre délégué chargé du budget le cas d'un contribuable titulaire d'une pension de vieillesse qui n'acquiesce pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques parce que ses revenus mobiliers lui ouvrent droit à un avoir fiscal dont le montant excède celui de l'impôt dû au titre de ses autres revenus. Il lui demande de bien vouloir préciser si ce contribuable peut bénéficier des dispositions de la loi sur les plus-values exonérant les titulaires de pension de vieillesse non assujettis à l'impôt sur le revenu.

Etudes, conseils et assistance (ingénierie).

156. — 13 juillet 1981. — A la suite d'informations publiées dans la presse, selon lesquelles le ministre de l'industrie aurait fait appel à un cabinet américain pour réaliser une étude sur l'ingénierie française, M. Georges Gorse demande à M. le ministre de l'industrie : 1° si ces informations sont exactes ; 2° dans cette hypothèse, s'il est bien nécessaire de faire appel à des cabinets étrangers alors qu'il existe en France des sociétés d'études capables d'effectuer ce genre de travail ; 3° si cette initiative ne tombe pas sous le coup de la loi n° 80-538 du 16 juillet 1980, « relative à la communication de documents et de renseignements d'ordre économique, commercial et technique à des personnes physiques ou morales étrangères ».

Arts et spectacles (propriété artistique et littéraire).

157. — 13 juillet 1981. — M. Marc Lauriol demande à M. le ministre de la culture quelles sommes ont été depuis dix ans dépensées à l'acquisition de films ou de droits d'utilisation d'émissions ou de chansons et musique en provenance respectivement des Etats-Unis d'Amérique, des pays membres de la Communauté européenne, des pays en voie de développement et des autres pays.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

158. — 13 juillet 1981. — M. Marc Lauriol attire l'attention de M. le ministre délégué chargé du budget sur un exemple d'inégalité devant l'impôt dont il a eu récemment connaissance : une femme, assistante sociale dans un ministère, a perçu de son administration, lors de deux congés de maternité, la totalité de son salaire, inférieur au plafond de la sécurité sociale. Ce salaire, diminué des retenues habituelles (supérieures à 10 p. 100), a été entièrement soumis à l'impôt sur le revenu. Au contraire, une femme affiliée au régime général de la sécurité sociale percevra, pendant ses congés de maternité, une somme correspondant à 90 p. 100 de son salaire réel, jusqu'à 90 p. 100 du plafond. Cette somme, versée par la sécurité sociale, ne sera pas soumise à l'impôt sur le revenu et ne fera l'objet d'aucune des retenues habituelles grevant le salaire. Le manquement à gagner, portant sur un revenu de seize semaines, ou de vingt-quatre semaines dans le cas d'un troisième enfant, est donc assez élevé. De plus, nombre de

prestations étant calculées en fonction du montant de l'impôt, celles-ci peuvent être refusées à une famille et octroyées à une autre famille qui a, en fait, des revenus plus importants. Il lui demande donc de lui indiquer les raisons de cette inégalité devant l'impôt et quelles mesures il compte prendre pour que cesse une telle iniquité.

Impôts et taxes (contrôle et contentieux).

159. — 13 juillet 1981. — M. Marc Lauriol expose à M. le ministre délégué chargé du budget que, se conformant à la réglementation en vigueur et en raison des lenteurs fréquentes dans les transmissions postales, il a payé de lui-même par envoi recommandé avec accusé de réception, le 6 février 1980, son premier acompte provisionnel de l'impôt sur le revenu à M. le percepteur de Maule (Yvelines). Le chèque a été encaissé par le percepteur le 3 mars 1980. L'avertissement correspondant n'est parvenu que le 8 février 1980, soit sept jours seulement avant l'expiration du délai réglementaire. Le 4 septembre 1980 il a reçu un rappel d'avoir à payer ledit acompte avec majoration pour retard du reste inférieure à 10 p. 100 pour une raison incompréhensible. Oralement, M. le percepteur de Maule a reconnu l'erreur due à une lacune de la programmation d'ordinateur. Mais il n'en reste pas moins, sur le plan général, que nombre de contribuables, incapables de se défendre dans une telle conjoncture, sont exposés à payer des sommes qu'ils ne doivent pas. Des faits analogues ont déjà été signalés à plusieurs reprises à M. le ministre du budget et encore par lettre du 2 mai 1978 sans, apparemment, aucun résultat. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire pour que ces lacunes de la mécanisation administrative disparaissent enfin, étant bien entendu que les avantages généraux et les exigences particulières de cette mécanisation ne sauraient en aucune façon justifier des irrégularités inadmissibles, les robots étant au service des citoyens et non l'inverse.

Travail (contrats de travail).

160. — 13 juillet 1981. — M. Marc Lauriol expose à M. le ministre du travail que l'article L. 122-12 du code du travail, qui prévoit le maintien des contrats de travail en cours, en cas de modification de la situation juridique de l'entreprise, n'envisage pas, ni aucun autre texte de loi, le cas de rupture d'accords entre deux sociétés employant du personnel commun. Si l'une ou l'autre des deux sociétés qui se séparent conteste d'avoir à maintenir un contrat de travail, le salarié se voit privé de son salaire. Mais, comme il n'est pas licencié en la forme, l'Assedic lui refuse tout versement. En conséquence, il lui demande quelle initiative il compte prendre pour remédier à cette situation injuste.

Impôt sur le revenu (bénéfices non commerciaux).

161. — 13 juillet 1981. — M. Marc Lauriol attire l'attention de M. le ministre délégué chargé du budget, sur la situation des médecins conventionnés qui adhèrent à une association agréée de professions libérales. Cette catégorie professionnelle bénéficie d'avantages spécifiques, telle la déduction des frais du groupe III qui ne peut se cumuler avec l'abattement de 20 p. 100 dont bénéficient les adhérents des associations agréées. Il lui demande si, en cas de redressement fiscal entraînant la perte de l'abattement de 20 p. 100 (redressement supérieur à 10 p. 100 du revenu professionnel ou à un montant de 5 000 francs), ces médecins peuvent prétendre récupérer la déduction des frais du groupe III et se trouver rétroactivement dans la même situation que ceux qui n'ont pas adhéré à une association agréée.

Impôts et taxes (centres de gestion et associations agréées).

162. — 13 juillet 1981. — M. Marc Lauriol attire l'attention de M. le ministre délégué chargé du budget, sur le fait que, a priori, aucune donnée statistique n'existe sur l'évasion fiscale réalisée par les membres des professions libérales et commerciales adhérentes d'associations ou de centres de gestion agréés. Il lui demande donc si une étude, plus approfondie que celles qui ont été réalisées jusque-là, ne lui paraît pas plus opportune.

Assurance vieillesse : généralités (montant des pensions).

163. — 13 juillet 1981. — M. Marc Lauriol demande à M. le ministre de la santé pour quelles raisons le montant des prestations versées aux retraités ne suit plus, à quelques exceptions près, l'évolution du coût de la vie. Ainsi, la retraite des travailleurs indépendants du textile, qui, en 1976, avait augmenté de 24,58 p. 100, n'a vu, en 1980, son taux augmenté que de 10,91 p. 100.

Plus-values : imposition (immeubles)

164. — 13 juillet 1981. — **M. Marc Lauriol** demande à **M. le ministre délégué chargé du budget** si la plus-value dégagée lors de la cession d'un immeuble, détenu depuis plus de deux ans, serait considérée comme spéculative et entrerait dans le champ d'application de l'article 35-A du code général des impôts lorsque cette cession serait motivée par les faits suivants : le contribuable utilise les fonds rendus disponibles par cette cession à la création d'une entreprise, ou bien à l'acquisition d'un fonds de commerce ou d'une clientèle de profession libérale ; le contribuable utilise les fonds rendus disponibles par cette cession pour compenser sa baisse de revenus liée à la création d'une entreprise artisanale, agricole, industrielle, commerciale ou libérale.

Assurance-vieillesse : régime général (pensions de réversion).

165. — 13 juillet 1981. — **M. Marc Lauriol** expose à **Mme le ministre de la solidarité nationale** que lorsqu'une pensionnée mariée titulaire d'une retraite personnelle du régime général de la sécurité sociale devient en cas de veuvage titulaire d'une pension de réversion, elle perd son droit à sa retraite personnelle lorsque cette dernière est inférieure à la pension de réversion. Ce régime très critiquable en soi n'est pas toujours connu des intéressées. Or, la plupart des caisses débitrices ne donnent aucune information aux personnes concernées. Souvent celles-ci ne s'en aperçoivent pas. Lorsqu'elles s'en aperçoivent, elles ne comprennent pas pourquoi elles perdent une retraite personnelle pour laquelle elles ont cotisé. A un moment où l'on prétend défendre les citoyens à l'encontre de pratiques dont les raisons sont loin d'être évidentes, il lui demande quelles instructions il compte donner pour que les intéressées soient informées des modifications apportées à leur pension.

Calamités et catastrophes (calamités agricoles : Insubs).

166. — 13 juillet 1981. — **M. Roland Vuillaume** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les ravages causés par les campagnols sur le territoire de sa circonscription où près de 150 communes sur 200 sont touchées par ce fléau. Les prairies ont subi de ce fait des dégâts considérables auxquels s'ajoutent des rigueurs climatiques exceptionnelles. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'elle envisage de prendre afin d'atténuer les dommages que vont subir les agriculteurs concernés et souhaite que puisse notamment intervenir à ce propos la mise en œuvre du fonds national de garantie des calamités agricoles. Une procédure accélérée d'indemnisation paraît normalement devoir être retenue, afin que les agriculteurs puissent disposer de moyens de trésorerie leur permettant de nourrir l'hiver prochain, dans des conditions acceptables, la plus grande partie de leur bétail avec les aliments de remplacement qu'ils seraient contraints d'acheter.

Enseignement secondaire (personnel).

167. — 13 juillet 1981. — **M. Vincent Porelli** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème suivant : 1° un directeur d'école, titulaire de son poste, possédant les diplômes requis (licence et maîtrise d'histoire-géographie obtenues en 1979 et 1980), peut-il être inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de principal ou de censeur ; 2° avec les mêmes titres, peut-il, dans le cadre de la promotion interne, accéder au grade de certifié.

Départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : handicapés).

168. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** expose à **M. le ministre de la santé** ce qui suit : le décret prévu par l'article 21 du décret n° 77-1544 relatif à l'allocation compensatrice, qui devait préciser les modalités de mise en vigueur de cet avantage dans les départements d'outre-mer, n'est toujours pas paru. De plus, la circulaire n° 61 A.S. du 18 décembre 1979 relative aux modalités d'attribution de cette allocation par les Cotorep ne vise que les seules Cotorep de la métropole. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître dans quel délai cette mesure pourra être enfin étendue aux départements d'outre-mer.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : cadastre).

169. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** attire de nouveau l'attention de **M. le ministre délégué chargé du budget** sur les erreurs persistantes dans les documents cadastraux du département de la Réunion. Certes, lors de sa question écrite n° 35288 du 8 septembre 1980, il a été reconnu l'existence de grossières erreurs matérielles dans lesdits documents et il a été décidé de reprendre les travaux de rénovation des zones incriminées. Il demande donc de lui faire connaître dans quel délai on peut compter voir les choses rentrer dans l'ordre.

Sécurité sociale (mutuelles).

170. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur les cotisations réclamées par la mutuelle générale des agents des collectivités locales. Cette mutuelle demande à ses adhérents, pour les frais de maternité, neuf mois de cotisations préalables avant de leur ouvrir un droit quelconque à un remboursement complémentaire des prestations de sécurité sociale. A une époque où la maternité est favorisée de toutes parts, cela ne semble pas être un encouragement. Déjà pour les risques de maladie le délai de trois mois est exorbitant par rapport aux prestations de sécurité sociale qui sont automatiques après trente jours d'activité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer cette situation.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : emploi et activité).

171. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** expose à **M. le ministre du travail** ce qui suit : une loi de 1931 remplacée par celle de 1946 protège la main-d'œuvre nationale. Tout emploi vacant doit être proposé à un Français. C'est seulement s'il n'y a aucun postulant qu'un appel peut être fait à un étranger. Or, à la Réunion, département français d'outre-mer, il est couramment constaté dans diverses branches d'activité, notamment l'hôtellerie et le secteur des services, l'emploi d'étrangers alors qu'un chômage angossant sévit dans l'île. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître les raisons pour lesquelles les dispositions législatives précitées n'y sont pas appliquées.

Politique extérieure (Afghanistan).

172. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** expose à **M. le ministre des relations extérieures** ce qui suit : à la suite de l'envahissement de l'Afghanistan par les armées soviétiques, la France a élevé une protestation que d'aucuns ont qualifié de tardive. Cette situation vient d'être évoquée et, si l'on en croit les commentaires officiels, une mise en garde aurait été faite qualifiant d'intolérable ce fait accompli. Plus récemment, un communiqué officiel émanant des plus hautes autorités européennes réunies à Bruxelles le stigmatise. C'est pourquoi il s'étonne d'apprendre qu'il est procédé présentement au recrutement de trois experts français pour assurer la maintenance des télécommunications de la République démocratique d'Afghanistan où la domination soviétique reste totale malgré toutes les mises en garde. Il demande donc, dans ces conditions, de lui faire connaître quel crédit doit-il accorder aux déclarations émanant des plus hautes autorités françaises.

Politique extérieure (Libye).

173. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** demande à **M. le ministre des relations extérieures** de lui faire connaître s'il est exact que la France continue d'assurer la formation des militaires libyens, et plus spécialement des aviateurs libyens, malgré les proclamations les plus officielles du Gouvernement français à l'occasion de la scandaleuse affaire Tchad-Libye.

Assurance vieillesse : généralités (allocations aux vieux travailleurs salariés).

174. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** expose à **M. le ministre de la solidarité nationale** ce qui suit : la retenue effectuée sur les arrérages d'un bénéficiaire de l'allocation aux vieux travailleurs salariés en remboursement du trop-perçu avait été fixée, d'accord entre les parties, à 110 francs par trimestre. Par application du décret du 15 octobre 1979, le montant de cette retenue a été majoré

et porté à 1 050 francs par trimestre sur un total trimestriel de 2 735 francs. Il lui demande de lui faire connaître s'il est ainsi fait une juste application de la loi surtout lorsqu'il s'agit d'un vieux qui n'a pour vivre que cette maigre ressource. Il serait intéressé de connaître les mesures qui seront prises pour humaniser une telle situation.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : recherche scientifique et technique).*

175. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** expose à **Mme le ministre de l'agriculture** ce qui suit : en France métropolitaine, les crédits d'origine nationale consacrés à la recherche agronomique représentent en moyenne 3 p. 100 du produit agricole intérieur brut. Ce taux étant par ailleurs considéré comme une limite inférieure au-dessous de laquelle la recherche n'est plus en mesure d'assurer à l'agriculture le progrès qui lui est indispensable. Or, à la Réunion, ce taux se situe aux environs de 1,5 p. 100, soit à la moitié du minimum jugé vital. Ce qui a pour conséquence qu'en fin de compte le département a un volume de crédit de recherche très inférieur à ce qui se pratique en moyenne sur le plan national, mais aussi par rapport aux autres départements d'outre-mer et à certains territoires d'outre-mer. C'est pourquoi il lui demande les dispositions qu'elle compte prendre pour développer et financer les actions de recherche à la Réunion indispensables non seulement au devenir agricole de l'île mais aussi pour l'efficacité des accords de coopération avec le tiers monde.

*Départements et territoires d'outre-mer
(recherche scientifique et technique).*

176. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** demande à **Mme le ministre de l'agriculture** de lui faire connaître la place qui sera faite aux départements d'outre-mer dans la réforme de la recherche agronomique connue sous le nom de « réforme Malassis ». Cette réforme qui est contenue dans une directive sur la formation, la recherche, l'expérimentation et la diffusion du progrès en agriculture prévoit, d'une part, la mise en place au niveau national de « filières de progrès » regroupant tous les organismes concernés par un secteur d'activité, la coordination entre les secteurs pouvant se faire à l'échelon régional, d'autre part, la création d'un réseau national d'expérimentation et la diffusion du progrès. Or, il semble bien que seules les cultures ou types de culture pris en compte dans une filière peuvent obtenir des financements nationaux. La question se pose donc de savoir si des filières sont prévues pour les cultures tropicales, faute de quoi celles-ci ne pourront plus avoir accès aux financements nationaux pour la recherche.

Handicapés (allocations et ressources).

177. — 13 juillet 1981. — **M. André Durr** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur les promesses faites par le Président de la République durant la campagne électorale en faveur des handicapés. Ce dernier avait notamment assuré que tout adulte handicapé bénéficiera d'une allocation de compensation d'un montant proportionnel à l'importance de son handicap. Il précisait en outre que le montant du minimum de ressources garanties ne saurait être inférieur au S.M.I.C. pour les handicapés exerçant une activité professionnelle quel que soit leur rendement, à 80 p. 100 du S.M.I.C. pour ceux qui ne peuvent exercer une telle activité. A ce minimum, devraient pouvoir s'ajouter deux catégories de majorations : majoration liée à l'importance des charges incombant à la personne handicapée du fait de la nature de son handicap et de ses conditions de vie ; majoration pour tierce personne dans le cas où l'intéressé est obligé de faire appel, de façon habituelle ou à temps partiel, au concours d'une tierce personne. En ce qui concerne les mineurs handicapés, l'aide consentie aux familles devrait l'être sous forme de majoration des avantages familiaux ordinaires. Le montant de cette majoration devrait être calculé en tenant compte de l'importance des charges incombant à la famille du fait de la présence au foyer du mineur handicapé, c'est-à-dire notamment de la nature du handicap et des solutions retenues pour assurer l'éducation du mineur et lui administrer les soins dont il a besoin. L'ensemble des avantages servis par la collectivité à une personne handicapée devrait être visé par un seul et même organisme payeur, à charge pour celui-ci de récupérer sur les autres organismes débiteurs le montant de leur contribution. Les handicapés devant bénéficier des efforts particuliers de la collectivité nationale, il lui demande quelles mesures il entend prendre dans un avenir immédiat en leur faveur.

Produits agricoles et alimentaires (sucre : Alsace).

178. — 13 juillet 1981. — **M. André Durr** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le problème de l'insuffisance de quota de production sucre attribué à la région Alsace. L'attribution supplémentaire de 2 500 tonnes envisagée par le précédent gouvernement ne répondait de loin pas au besoin des professionnels. Ces derniers estiment qu'une solution permettant aux unités de faible dimension et géographiquement excentrées de se développer davantage devrait être retenue afin de leur permettre de subsister. La répartition envisagée précédemment peut apparaître contestable car elle prévoyait dans la première catégorie des bénéficiaires des suppléments de quotas très importants pour des usines disposant déjà de droit de production considérablement supérieurs aux petites unités. En conséquence, il lui demande s'il ne lui apparaîtrait pas plus juste de réserver dans les 30 000 tonnes disponibles en provenance des D.O.M., aux usines excentrées de faible capacité, une quote-part plus élevée que celle envisagée jusqu'à présent qui n'était que de 10 000 tonnes.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

179. — 13 juillet 1981. — **M. Marc Lauriol** demande à **M. le ministre de la communication** pour quelles raisons et dans quelles conditions le présentateur du journal parlé de T.F. 1, à 20 h 15, le dimanche 5 juillet 1981, a été amené, sur deux interventions téléphonées, à interrompre inopinément et successivement deux informations qu'il avait commencé de donner, la première restée à un stade incompréhensible, la seconde sur la grève de la faim décidée par des prisonniers de la prison de Pontoise par solidarité avec des gardiens faisant eux-mêmes la grève de la faim.

*Anciens combattants et victimes de guerre
(politique en faveur des anciens combattants et victimes de guerre).*

180. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre Mauger** appelle l'attention de **M. le ministre des anciens combattants** sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent les évadés de la guerre 1939-1945. Il constate en effet avec regret que n'a toujours pas été mis en œuvre un statut de l'évadé qui permette aux intéressés fonctionnaires et salariés du secteur privé de bénéficier de la prise en compte — pour le calcul de leur pension de vieillesse — de la période qui s'est écoulée entre leur évasion et 1945. Par ailleurs, il serait hautement souhaitable que, dans un souci de justice, la forclusion opposée aux demandes d'évadés de la dernière guerre soit levée, afin que les retardataires se voient récompensés selon leur mérite. Il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles mesures il envisage de prendre, en vue de mettre fin aux préjudices que subissent ces hommes qui ont pourtant consenti de grands sacrifices et couru des risques au péril de leur vie.

Ventes (immeubles).

181. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Féricard** attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur les difficultés engendrées par l'application des notifications de la commission de sécurité compétente dans le cas d'un immeuble à usage d'établissement recevant du public. Les établissements recevant du public sont soumis, en matière de sécurité contre l'incendie, aux dispositions du décret n° 73-1007 du 31 octobre 1973 codifié sous les numéros R. 123-1 à R. 123-55 du code de la construction et de l'habitat. Au titre de l'article R. 123-49 il est notamment indiqué qu'à l'issue de chaque visite de la commission de sécurité compétente, il est dressé un procès-verbal et que le maire notifie le résultat de la visite aux exploitants. Or, il a souvent été constaté que ces procès-verbaux ou notification n'étaient ni communiqués ni transmis au moment de la cession d'un fonds ou d'un immeuble à usage d'établissement recevant du public par le vendeur à l'acquéreur. Ce dernier ne découvre ainsi, qu'après la signature de l'acte de vente, lors d'une nouvelle visite de la commission, les observations précédemment faites et notifiées et il peut s'ensuivre pour le nouvel exploitant l'obligation de procéder sans délai à des travaux ou aménagements souvent importants et coûteux. A la limite, l'acquéreur peut même se trouver mis dans l'impossibilité d'exploiter : le cas peut-être ainsi cité d'un hôtel-restaurant dont la partie hôtel est apparue, peu après la cession, comme impropre, du point de vue sécurité, à accueillir du public. Tout en admettant qu'il appartient évidemment surtout à l'acquéreur en puissance de rechercher les renseignements nécessaires sur l'état et les vices de l'établissement qu'il désire acheter, il lui demande s'il ne serait pas utile d'imposer aux officiers ministériels établissant les actes d'inclure à ceux-ci une mention, sinon la reproduction in extenso des dernières notifications reçues par le vendeur en application de l'article R. 123-49.

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(rythmes et vacances scolaires : Aveyron).*

182. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si la circulaire du 23 mai 1979 (parue au *Bulletin officiel* n° 23) qui rappelle que l'arrêté fixant le règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires dispose que les activités qui se déroulent dans ces écoles doivent être réparties sur neuf demi-journées par semaine — et l'arrêté du 12 mai 1972 fixant au mercredi la journée hebdomadaire libérée en application de la loi du 28 mars 1882 — ne peuvent être appliqués avec une certaine souplesse dans certains cas spécifiques en fonction des traditions de certaines communes. Tel devrait être le cas, en particulier, à Roquefort-Soulzon dont l'activité économique agro-alimentaire attire quotidiennement les populations des communes voisines, dont les horaires de travail pourraient ainsi correspondre aux horaires de l'école (les parents pouvant amener les enfants avec eux). Il lui demande que l'appréciation des spécificités locales soit faite par les inspections d'académie locales.

*Communautés européennes (législation communautaire
et législations nationales).*

183. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** a pris bonne note de l'interprétation donnée par **M. le ministre des relations extérieures** de la jurisprudence de la cour de justice des communautés, illustrée notamment par l'arrêt *Knooks*, étendant le bénéfice du libre établissement aux ressortissants d'un Etat membre désireux de s'établir dans son propre Etat national (rép. min. aff. étr. à **M. Jacques Godfrain**, n° 24200, *Journal officiel* Assemblée nationale 12 mai 1980). Il résulte notamment de cette interprétation que l'article 52 du traité relatif au libre établissement ne s'applique pas à des ressortissants désireux de s'établir dans leur Etat national, sauf le cas où une directive particulière du conseil contient des dispositions harmonisant entre les états membres les conditions d'établissement indépendamment de la nationalité des personnes intéressées. Parallèlement le Conseil d'Etat a eu l'occasion de confirmer, par un important arrêt d'assemblée du 27 juillet 1979 (syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau), éclairé par les conclusions du commissaire du gouvernement genevois, que « la prohibition des discriminations ne vaut qu'à l'égard des ressortissants des autres Etats membres », sauf le cas où il existe une politique commune, c'est-à-dire en matière agricole, en matière de transports et, dans les limites du traité C. E. C. A., en matière énergétique. A partir de ces solutions, il lui demande de confirmer que la compétence du Parlement français pour légiférer à l'égard de ressortissants français s'établissant en France est bien entière, sauf le cas — exceptionnel et qui doit être compris strictement — où cumulativement : on se trouve dans un domaine où le traité consacre l'existence d'une politique commune des Etats membres; des directives sont intervenues qui étendent expressément le droit de libre établissement aux personnes désireuses de s'établir dans leur propre état national.

Emploi et activité (politique de l'emploi).

184. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur** sur les activités d'une association représentant le ministère du commerce et de l'industrie mauricien, dont le siège est à Neuilly, qui fait un démarchage systématique auprès des entreprises de main-d'œuvre françaises pour leur proposer d'aménager leurs ateliers à l'île Maurice. Cette pratique met en avant les avantages de l'île, notamment : main-d'œuvre adaptable, habile, à des coûts horaires intéressants; productivité atteignant 90 p. 100 dans les entreprises déjà implantées; crédits bancaires locaux très larges et bon marché; exonération d'impôts; libre rapatriement des bénéfices et dividendes; zones industrielles viabilisées, bâtiments disponibles; exemption des droits de douane à l'entrée dans la Communauté économique européenne. Si le développement d'une telle pratique se produisait, le risque de voir s'accroître le chômage dans les régions aux structures d'emploi fragile, comme Millau, serait très grand. Il apparaît en outre particulièrement indécemment, à un moment où le Gouvernement essaye de mettre en œuvre une politique d'emploi pour les jeunes par le biais de pacte annuel et où le personnel des agences pour l'emploi fait des efforts soutenus, qu'un pays étranger tente ainsi de drainer les activités vitales pour les régions françaises. Il lui demande donc si l'action de cette association va être contrôlée par le Gouvernement.

Emploi et activité (politique de l'emploi).

185. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les activités d'une association représentant le ministère du commerce et de l'industrie mauricien, dont le siège est à Neuilly, qui fait un démarchage systématique auprès des entreprises de main-d'œuvre française pour leur proposer d'aménager leurs ateliers à l'île Maurice. Cette pratique met en avant les avantages de l'île, notamment : main-d'œuvre adaptable, habile, à des coûts horaires intéressants; productivité atteignant 90 p. 100 dans les entreprises déjà implantées; crédits bancaires locaux très larges et bon marché; exonération d'impôts; libre rapatriement des bénéfices et dividendes; zones industrielles viabilisées, bâtiments disponibles; exemption des droits de douane à l'entrée dans la Communauté économique européenne. Si le développement d'une telle pratique se produisait, le risque de voir s'accroître le chômage dans les régions aux structures d'emploi fragile, comme Millau, serait très grand. Il apparaît en outre particulièrement indécemment, à un moment où le Gouvernement essaye de mettre en œuvre une politique d'emploi pour les jeunes par le biais de pacte annuel et où le personnel des agences pour l'emploi fait des efforts soutenus, qu'un pays étranger tente ainsi de drainer les activités vitales pour les régions françaises. Il lui demande donc si l'action de cette association va être contrôlée par le Gouvernement.

Chambres consulaires (chambres de métiers).

186. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** les raisons pour lesquelles la profession de fleuriste n'est pas reconnue comme telle par la chambre des métiers. Le fleuriste, outre son rôle de vendeur, confectionne les bouquets, gerbes, couronnes qui l'apparentent aux métiers d'art. L'invention et le goût sont nécessaires à cette activité. Il serait souhaitable que les fleuristes puissent être membres de la chambre des métiers, ce qui faciliterait l'accès de la profession aux jeunes fleuristes munis d'un C.A.P. qui s'orienteraient vers l'apprentissage de ce métier d'art. Il lui demande donc s'il entend adopter de telles mesures.

Agriculture (commerce extérieur).

187. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il est exact que la quasi-totalité des substances utilisées en agriculture pour la prévention ou le traitement des maladies des végétaux et des animaux sont importées ou fabriquées sous licence. Quel est le coût annuel de ces importations ou redevances. Il lui demande si, dans le bilan des exportations des produits agricoles, il est tenu compte au passif des sommes versées aux pays étrangers pour les importations ou frais de licence de produits cités au premier alinéa.

Agriculture (commerce extérieur).

188. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il est exact que la quasi-totalité des substances utilisées en agriculture pour la prévention ou le traitement des maladies des végétaux et des animaux sont importées ou fabriquées sous licence. Quel est le coût annuel de ces importations ou redevances. Quelle part cela représente dans le montant global des importations ou frais de licence des produits pharmaceutiques au sens large du terme.

Objets d'art, de collection et antiquités (fossiles).

189. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre de l'environnement** de bien vouloir lui préciser quels textes réglementaires régissent la recherche et l'extraction de minéraux fossiles par des particuliers. Il lui demande au cas où ces textes seraient actuellement insuffisants pour protéger les gisements situés sur les propriétés privées, si des avis obligatoires de respect des clôtures, des parcelles et des champs pourraient être insérés au début de tous les guides qui signalent des fossiles dans une région. En effet, il est apparu que les dégradations commises par les chercheurs de fossiles ont causé une certaine émotion chez les agriculteurs exploitant des terres riches en minéraux fossiles.

Chômage : indemnisation (allocations).

190. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des handicapés qui accomplissent un stage de réadaptation professionnelle mais auxquels n'est pas reconnu le statut de travailleurs en formation. Les intéressés ne cotisent pas de ce fait à l'Assedic, ce qui a pour conséquence, lorsqu'ils ne trouvent pas d'emploi à l'issue du stage, de les priver de la totalité des droits auxquels peuvent prétendre les travailleurs contraints au chômage. Il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable que des dispositions interviennent rapidement afin que ces travailleurs handicapés puissent, avant de trouver une activité rémunérée, disposer du même montant de ressources que celui auquel ont droit tous les autres travailleurs sans emploi.

Commerce et artisanat (grandes surfaces).

191. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que la lutte contre le repeuplement des zones rurales figure à juste titre parmi les objectifs prioritaires de l'actuelle politique d'aménagement du territoire. Un tel objectif ne saurait à l'évidence être atteint si l'on ne favorise pas autant que possible le maintien et le développement du petit commerce dans ces zones. Dans cette perspective, l'implantation des grandes surfaces en milieu rural doit être entourée des plus grandes précautions comme le précise d'ailleurs une circulaire du 5 octobre 1978. Mais l'efficacité d'une simple circulaire paraît douteuse en la matière. Le problème résulte en fait de l'insuffisance des dispositions de l'article 29 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat : il résulte de ces dispositions qu'un magasin de 900 mètres carrés peut être créé dans une commune de moins de 40 000 habitants sans autorisation de la commission départementale d'urbanisme commercial (C.D.U.C.) alors que cette création peut avoir des répercussions aussi considérables que celles qu'entraîne la création d'un magasin de 1 000 mètres carrés sur un appareil commercial constitué de points de vente de 30 à 40 mètres carrés. De plus, la loi ne tient pas compte du nombre de projets d'implantation dans une même commune : deux magasins de 900 mètres carrés peuvent donc s'implanter simultanément dans une même commune sans autorisation de la C.D.U.C. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de déposer dans les meilleurs délais un projet de loi complétant l'article 29 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat : ce projet devrait notamment prévoir que les projets d'implantation dans une commune de moins de 40 000 habitants de magasins de commerce de détail d'une surface excédant 400 mètres carrés sont portés à la connaissance des chambres de métiers et des chambres de commerce et d'industrie et soumis à l'autorisation des C.D.U.C. dès lors qu'un tiers des membres de ces commissions en font la demande ; les mêmes garanties devraient naturellement entourer la réalisation d'un projet d'extension d'un magasin qui en porterait la superficie à plus de 400 mètres carrés.

Electricité et gaz (tarifs).

192. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre de l'industrie** si les tarifs d'abonnements et de consommation de l'électricité ne devraient pas retenir pour principes certains critères admis pour le transport ferroviaire en faveur des personnes âgées. En effet, les cartes « vermeil » et autres facilités de tarification pour le troisième âge ont permis à de nombreuses personnes d'utiliser le train ce qui, pour des raisons sociales évidentes, est parfaitement louable. En matière de consommation électrique, aucune tarification en fonction de l'âge n'a été mise au point alors que dans les charges des ménages âgés, les frais de chauffage atteignent un niveau relatif trop élevé pour certaines bourses. Il lui demande donc si une telle étude ne peut être menée rapidement.

Contributions indirectes (boissons et alcools).

193. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** expose à **M. le ministre délégué chargé du budget** qu'un restaurateur est susceptible d'être sanctionné pour non-application des dispositions de l'article 426 du code général des impôts concernant la remise des acquits-à-caution, lors de la réception d'envois de sucre faits par quantités de vingt-cinq kilogrammes au moins. Il lui fait tout d'abord observer que cette remise n'est possible qu'autant que les acquits-à-caution ont été joints aux envois par le fournisseur et qu'il est discutable dans ce cas d'en exiger la remise par le destinataire. Par ailleurs, la place de cet article 426 dans le code général des impôts peut laisser à penser que, seules, les professions du vin sont concernées par les mesures en cause. Enfin, l'article 426 a été abrogé

par l'article 5-II de la loi n° 70-576 du 3 juillet 1970, précision étant faite que cette abrogation n'entrera en vigueur qu'après publication d'un décret devant intervenir avant le 1^{er} juillet 1971. Il apparaît en conséquence tout à fait anormal que des dispositions du code général des impôts dont la suppression aurait dû intervenir depuis près de dix ans fassent encore l'objet d'une application, laquelle, en outre, concerne de toute évidence l'expéditeur et non le destinataire. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui donner toutes précisions utiles sur les conditions dans lesquelles doit être appliqué actuellement l'article 426 du code général des impôts.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : partages).

194. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre délégué chargé du budget** s'il est exact que le partage des biens meubles de la communauté, réalisé à l'issue d'un divorce prononcé dans le cadre de la procédure de divorce à « l'amiable », est soumis à un droit de partage de 1 p. 100 *ad volorem*, auquel s'ajoute un droit de timbre de 80 F, dont le montant est versé aux services d'enregistrement sur indication donnée par le greffe du tribunal. Dans le cadre d'une réponse positive, il lui demande quels sont les fondements moraux d'une telle perception portant sur des biens appartenant aux copartageants et constitués essentiellement par le mobilier du ménage, mobilier dont, le plus souvent, la valeur est faible et qui a déjà supporté, lors de son achat, la T.V.A. Il estime qu'en dehors du caractère choquant de cette situation, la perception des droits coûte plus cher qu'elle ne rapporte et souhaite que, en conséquence, une mesure soit prise supprimant cette disposition qui heurte le bon sens sur le plan moral et sur le plan financier.

Transports urbains (tarifs).

195. — 13 juillet 1981. — **M. Etienne Pinte** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il avait posé à **M. le ministre des transports** une question écrite relative à la politique des transports urbains en région parisienne (question écrite n° 33429, réponse J.O., A.N., questions du 8 septembre 1980, page 3891). La réponse en cause est logique, mais il est regrettable que les décisions qu'elle expliquait aient eu un effet aussi fâcheux pour de nombreux usagers des transports en commun. Il est dit, en particulier, dans la réponse précitée : « Rapporter ou remettre en cause, même de manière limitée, les décisions prises par le syndicat des transports parisiens pour la ligne C, équivaldrait donc à arrêter l'effort d'harmonisation de la tarification banlieue qui a été entrepris depuis plusieurs années. » Il n'en demeure pas moins que l'exemple choisi dans la question, celui de la carte hebdomadaire Porchefontaine-Paris-Invalides, dont le montant a doublé, traduit une augmentation difficilement compréhensible, alors que le Gouvernement entend faire des efforts pour modérer les augmentations de prix. Quelles que soient les raisons invoquées, les usagers victimes d'augmentations aussi lourdes ne peuvent comprendre que la politique suivie par les pouvoirs publics ait pour objet d'encourager l'usage des transports en commun et de décourager l'utilisation des véhicules particuliers. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des remarques qu'il vient de lui exposer et dont il a d'ailleurs également fait part à **M. le ministre des transports**. Il souhaiterait savoir si l'argumentation développée lui paraît justifiée, s'il n'estime pas que le Gouvernement devrait en tenir compte pour revoir les problèmes de tarification sur lesquels il avait appelé l'attention de **M. le ministre des transports** et si les pouvoirs publics peuvent, de toute manière, pour l'avenir, prendre en considération l'argument essentiel que constitue la nécessaire modération des augmentations de prix, même si ces augmentations sont indispensables.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

196. — 13 juillet 1981. — **M. Etienne Pinte** rappelle à **M. le ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives** que la loi n° 70-523 du 19 juin 1970 relative à l'exercice de fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat prévoyait une modification de l'article L. 5 du code des pensions civiles et militaires de retraite en vertu de laquelle, pour les services pris en compte dans la constitution du droit à pension, la période pendant laquelle les fonctionnaires ont été autorisés à accomplir un service à mi-temps serait comptée pour la totalité de sa durée. Le même texte modifiait l'article L. 11 dudit code en précisant, en ce qui concerne la liquidation de la pension, que la période correspondant à ce service à mi-temps serait comptée pour la moitié de sa durée. La loi n° 80-1056 du 23 décembre 1980 relative au travail à temps partiel dans la fonction publique a prévu le maintien des disposi-

tions précitées, dans le domaine de la constitution du droit à pension. S'agissant de l'article L. 11, la nouvelle loi prévoit que pour la liquidation de la pension il est tenu compte du rapport entre la durée hebdomadaire du service à temps partiel effectué et les obligations hebdomadaires de service réglementairement fixées pour les agents de même grade exerçant à temps plein les mêmes fonctions dans l'administration ou le service concerné. Par ailleurs, l'article L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite dispose que les agents de l'Etat supportent, pour la constitution de leur pension, une retenue de 6 p. 100 sur les sommes payées à titre de traitement ou de solde. Un grand nombre de fonctionnaires, et surtout de fonctionnaires féminins, accepteraient certainement de verser un complément volontaire à la retenue prévue à l'article L. 61, afin de pouvoir bénéficier, le moment venu, de l'intégralité de la retraite qu'ils auraient perçue s'ils n'avaient pas accompli de service à temps partiel. Si une telle mesure était adoptée, on pourrait admettre que la part ainsi versée comme cotisation volontaire demeurerait imposable au titre de l'impôt sur le revenu. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de faire étudier la suggestion qu'il vient de lui exposer, laquelle aurait en particulier pour effet de rendre plus intéressant le travail à temps partiel, surtout pour les femmes fonctionnaires.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

197. — 13 juillet 1981. — M. Etienne Pinte expose à Mme le ministre de la solidarité nationale qu'un père de famille ayant demandé le remboursement par la sécurité sociale des frais de transport en ambulance des sapeurs-pompiers de son fils, victime d'un accident scolaire, s'est vu opposer un refus. Il semble bien que la règle de la gratuité, sur laquelle s'appuie cette caisse de sécurité sociale pour justifier son refus de remboursement, ne peut être retenue dans le cas ci-dessus. En effet, ainsi que l'ont rappelé de nombreuses réponses ministérielles, de tels transports n'ont pas à être rangés dans la catégorie des prestations que les sapeurs-pompiers doivent fournir gratuitement, car ils excèdent leurs missions obligatoires ou statutaires. D'ailleurs, jusqu'à une époque récente, les caisses d'assurance maladie remboursaient les frais exposés par les déplacements d'assurés sociaux, effectués par les sapeurs-pompiers, lorsque les intéressés ouvraient droit aux prestations de l'assurance maladie. Leur position en la matière semble avoir évolué, ce qui est à la fois incompréhensible et inéquitable. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sa position en ce qui concerne le problème qu'il vient de lui soumettre. Il souhaiterait que les régimes de sécurité sociale soient invités à rembourser les frais de transport en ambulance des sapeurs-pompiers lorsqu'il s'agit de cas comparables à celui-ci.

Logements (prêts).

198. — 13 juillet 1981. — M. Etienne Pinte expose à M. le ministre de l'urbanisme et du logement que les accédants à la propriété peuvent bénéficier de l'allocation logement pendant la période au cours de laquelle ils se libèrent de la dette contractée pour accéder à la propriété de leur logement. L'allocation de logement des intéressés est versée mensuellement pendant une période de douze mois débutant au 1^{er} juillet. Si l'ouverture du droit à l'allocation se situe en cours d'exercice, le loyer mensuel servant de base au calcul de la perception s'obtient en divisant la totalité des remboursements prévisibles pour la période restant à courir entre la date d'ouverture du droit et le 30 juin pour le nombre de mois que comporte cette période. Lorsque les versements correspondant aux remboursements ont commencé avant l'entrée dans les lieux, seuls sont pris en considération ceux qui se rapportent aux périodes postérieures à cette entrée dans les lieux. Le logement au titre duquel le droit à l'allocation de logement est demandé doit être occupé à titre de résidence principale. En fait, il arrive que certains organismes de prêts font commencer le remboursement du prêt avant la fin des travaux de construction, c'est-à-dire avant que soient ouverts les droits à l'allocation de logement de l'accédant à la propriété puisque celui-ci n'occupe pas encore son logement. Pendant quelques mois le candidat à la construction doit donc payer le loyer correspondant à son ancien logement (pour lequel assez souvent il ne percevait pas d'allocation logement, les conditions de surface n'étant pas remplies) et le remboursement des emprunts contractés et ceci sans percevoir encore l'allocation de logement correspondant à la propriété qu'il vient d'acquérir. Sa situation de ce fait peut être extrêmement délicate. Il lui demande s'il ne pourrait pas intervenir auprès de tous les organismes de prêts immobiliers, parapublics ou privés, pour leur demander d'assortir leurs conditions de prêts d'une clause d'amortissement différé tendant à ce que la première mensualité d'amortissement ne soit exigible que lors de la perception de la première allocation de logement, dans la mesure évidemment où l'accédant à la propriété peut prétendre à celle-ci.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

199. — 13 juillet 1981. — M. Etienne Pinte appelle l'attention de Mme le ministre de la solidarité nationale sur l'intérêt évident des mesures tendant au maintien à domicile des personnes âgées, en particulier grâce aux aides ménagères à domicile. Il serait, en ce domaine, souhaitable que les aides ménagères constituent une véritable profession dont les membres seraient formés dans des conditions analogues aux travailleuses familiales. Dans les écoles formant ces dernières, il serait sans doute possible de prévoir une section qui formerait des aides ménagères. A cet égard on peut constater que les écoles d'infirmières forment non seulement des infirmières mais également des aides soignantes. Par analogie, les écoles de travailleuses familiales pourraient également former des aides ménagères. Un diplôme pourrait sanctionner ces études étant bien entendu que les aides ménagères n'ayant pas subi cette formation ne sauraient en aucun cas être éloignées de l'aide à domicile aux personnes âgées. Il lui demande quelle est sa position en ce qui concerne cette suggestion. Par ailleurs les modalités mêmes d'attribution de l'aide à domicile aux personnes âgées devraient être modifiées. Il serait en particulier souhaitable que l'aide ménagère à domicile pour les personnes âgées devienne une prestation légale. Cette charge serait évidemment compensée par l'économie faite au titre des hospitalisations. De toute manière les conditions d'attribution actuelles pourraient être judicieusement modifiées. Si le fait d'avoir des ressources inférieures au plafond actuel continuait à ouvrir droit à la prise en charge de l'aide ménagère en ce qui concerne son salaire et les charges sociales correspondantes, on pourrait imaginer qu'un second plafond supérieur au premier soit instauré de telle sorte que les personnes âgées ayant des ressources comprises entre ces deux plafonds bénéficient d'une aide moins grande. Les utilisateurs auraient par exemple la charge du salaire de l'aide ménagère pendant que les charges sociales correspondantes seraient prises en compte par les organismes de retraite. Au-delà du second plafond ainsi créé les personnes âgées ne pourraient plus prétendre à aucune aide. Il lui demande également quelle est sa position s'agissant de la création de ce second plafond.

Sécurité sociale (cotisations).

200. — 13 juillet 1981. — M. Etienne Pinte rappelle à Mme le ministre de la solidarité nationale que la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale a prévu que les titulaires d'un avantage vieillesse du régime général de sécurité sociale seraient assujettis à une cotisation portant sur leur pension de retraite ainsi qu'à une autre cotisation sur leur régime de retraite complémentaire. Celles-ci ont été fixées à 1 p. 100 du montant de la retraite du régime général et à 2 p. 100 du montant de la retraite complémentaire. Il appelle à cet égard son attention sur les assurés sociaux qui ont cotisé pendant plus de 150 trimestres, durée de cotisation nécessaire pour percevoir la retraite dite au taux plein. Il lui fait observer qu'il serait équitable de tenir compte de ces cotisations supplémentaires en réduisant la cotisation qui est désormais retenue sur leur pension de retraite. En fonction de la durée de versement effectué pendant leur vie active, les retraités pourraient par exemple voir leur cotisation sur la retraite réduite de 1 p. 100 à 0,75 p. 100, 0,50 p. 100 voire 0,25 p. 100. Les mêmes dispositions devraient également s'appliquer en ce qui concerne les retraites complémentaires. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de faire étudier les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre les suggestions qu'il vient de lui exposer.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs indépendants : assurance veuvage)

201. — 13 juillet 1981. — M. Etienne Pinte rappelle à Mme le ministre de la solidarité nationale que l'article 8 de la loi n° 80-546 du 17 juillet 1980, instituant une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille prévoit que les dispositions du titre I^{er} de cette loi pourront être étendues, sous réserve d'adaptation aux régimes des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Il semble que ce texte n'a pas encore été publié. Il lui demande quand il paraîtra en souhaitant que cette publication intervienne dans les meilleurs délais possibles.

Baux (baux d'habitation).

202. — 13 juillet 1981. — M. Etienne Pinte rappelle à M. le ministre de l'urbanisme et du logement que l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 prévoit que les locataires sont tenus, en plus du loyer principal, au remboursement sur justifications de certaines prestations, taxes locatives et fournitures individuelles

énumérées audit article. Les dispositions en cause ont été modifiées par le décret n° 80-732 du 18 septembre 1980. Celui-ci prévoit, lorsque l'entretien des parties communes et l'élimination des rejets sont assurés par un gardien ou un concierge, que ces frais sont pris en compte à compter des trois quarts de la rémunération en espèces, y compris les charges sociales et fiscales qui s'y rattachent à l'exclusion des avantages en nature. Il lui demande si ces dispositions sont applicables et si les frais d'entretien mi- dans les mêmes conditions à la charge du locataire lorsque le travail d'entretien est effectué par une femme de ménage ou une entreprise de nettoyage.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (pensions de réversion).

203. — 13 juillet 1981. — **M. Etienne Pinte** rappelle à **M. le ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives** que l'article L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite dispose que les agents de l'Etat, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes fonctionnaires, supportent une retenue pour pension de 6 p. 100 sur les sommes payées à titre de traitement ou de solde. S'il y a égalité, quel que soit le sexe, dans les conditions de constitution de la retraite, celle-ci ne se retrouve pas lorsqu'il s'agit des conditions d'ouverture des droits à la pension de réversion. L'épouse d'un fonctionnaire perçoit au décès de celui-ci une pension égale à 50 p. 100 de celle que percevait ou à laquelle aurait pu prétendre son mari. Par contre, le conjoint survivant d'une femme fonctionnaire décédée ne peut bénéficier en application de l'article 12 de la loi n° 73-1128 du 21 décembre 1973 que d'une pension de réversion accordée selon des conditions beaucoup plus restrictives. La jouissance de la pension est suspendue quand subsiste un orphelin de moins de vingt et un ans et surtout elle est différée jusqu'à l'âge de soixante ans sauf en cas de maladie incurable ou d'invalidité. Par ailleurs, le montant de cette pension de réversion ne peut excéder 37,50 p. 100 du traitement brut afférant à l'indice brut 550. Cette discrimination apparaît comme inéquitable car elle enlève à la mesure prise en faveur des conjoints survivants de femmes fonctionnaires décédées une partie de la portée qu'elle devrait avoir. Il lui demande, compte tenu du versement identique effectué par les hommes et les femmes fonctionnaires, s'il n'envisage pas de supprimer les conditions restrictives qu'il vient de lui rappeler de telle sorte que les veufs de femmes fonctionnaires puissent bénéficier intégralement de la pension de réversion issue d'une retraite dont les éléments de constitution sont les mêmes pour les fonctionnaires des deux sexes.

Assurance vieillesse : régime général (majoration des pensions).

204. — 13 juillet 1981. — **M. Etienne Pinte** attire l'attention de **M. le ministre de la solidarité nationale** sur les différences qui existent entre les avantages familiaux servis par le régime général de la sécurité sociale et ceux servis par le régime du code des pensions civiles et militaires, et en particulier sur la différence existant entre ces deux régimes quant à la majoration pour famille nombreuse prévue aux articles L. 18 du code des pensions et L. 238 du code de la sécurité sociale. Il lui fait observer que, si cette majoration est identique pour les trois premiers enfants, elle croît de 5 p. 100 pour chaque enfant en sus du troisième dans le code des pensions civiles et militaires, alors qu'aucune augmentation n'est prévue par le code de la sécurité sociale. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'harmoniser les deux régimes et de lui indiquer le coût d'une telle mesure.

Travail (travail temporaire).

205. — 13 juillet 1981. — **M. Etienne Pinte** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conditions d'application de la loi n° 79-8 du 2 janvier 1979 réglant le travail temporaire, dont les dispositions imposent à toute entreprise de travail temporaire la constitution d'une garantie financière destinée à assurer, en cas de défaillance de l'entreprise, le paiement des salaires et des charges sociales. Il lui demande quel est le bilan d'application de cette loi un an après son entrée en vigueur, le nombre d'entreprises qui n'ont pas encore satisfait aux conditions susvisées et quelles sont les mesures envisagées pour assurer le complet respect de ladite loi.

Assurance vieillesse : régime général (pensions de réversion).

206. — 13 juillet 1981. — **M. Etienne Pinte** rappelle à **Mme le ministre de la solidarité nationale** que la loi du 12 juillet 1977 a porté le plafond de cumul des droits propres et de droits dérivés à 60 p. 100 du montant maximum de la pension de vieillesse du régime général liquidée à soixante-cinq ans pour la période du

1^{er} juillet 1977 au 1^{er} juillet 1978 et à 70 p. 100 de ce montant du 1^{er} juillet 1978 au 1^{er} juillet 1979. Des mesures conservatoires ont été prises invitant les caisses chargées de la gestion du risque vieillesse à continuer d'appliquer postérieurement au 30 juin 1979 la limite de cumul des 70 p. 100 précédents. Dans la réponse à la question écrite n° 28526 (*Journal officiel*, A. N., questions du 14 juillet 1980, p. 3040) il était dit que les possibilités financières de la sécurité sociale n'avaient pas permis de réaliser une nouvelle étape dans l'assouplissement des règles de cumul. La réponse concluait en disant que « la situation des conjoints survivants continue à faire l'objet d'une attention particulière de la part du Gouvernement qui entend poursuivre les efforts entrepris ces dernières années en vue de permettre aux intéressés de percevoir à la fois une retraite personnelle et une pension de réversion. » Dix mois s'étant écoulés depuis cette réponse, il lui demande quelles dispositions nouvelles sont envisagées en ce domaine afin de permettre le cumul intégral des droits propres et des droits dérivés.

Travail (contrats de travail).

207. — 13 juillet 1981. — **M. Etienne Pinte** rappelle à **M. le ministre du travail** que le départ au service militaire légal entraîne, selon une jurisprudence constante, la rupture du contrat de travail. Cependant, le salarié qui a manifesté son intention de reprendre son emploi après le service militaire légal doit être réintégré dans l'entreprise, à moins que l'emploi qu'il occupait ou un emploi ressortissant de la même catégorie professionnelle que la sienne ait été supprimé (code du travail, article L. 122-18, alinéa 2). Lorsque l'employeur peut se prévaloir d'un motif légitime pour refuser la réintégration d'un appelé lors de son retour du service national aucune indemnité n'est due (cass. soc. 26-4-1964 ; BAC 1964 IV 140 ; cass. soc. 6-11-1964 ; BAC 1964 IV 610 ; cass. 12-2-1969 ; cah. prud'h. 1969-127). Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas équitable de modifier l'article L. 122-18 en précisant que lorsque l'employeur peut se prévaloir d'un motif légitime pour refuser la réintégration d'un appelé lors de son retour du service national, celui-ci bénéficie des avantages inhérents au licenciement d'ordre économique avec indemnité de licenciement.

Professions et activités médicales (médecine du travail).

208. — 13 juillet 1981. — **M. Etienne Pinte** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les établissements industriels et commerciaux, les offices publics et ministériels, les professions libérales, les sociétés civiles, les syndicats professionnels, les associations et groupements de toute nature, les établissements publics hospitaliers et les établissements de soins privés sont assujettis à la médecine du travail. Celle-ci présente un intérêt évident puisque cette forme de médecine préventive a souvent permis de détecter des maladies parfois graves, voire contagieuses, chez ceux qui y étaient soumis. En ce qui concerne les établissements scolaires, le personnel de services des écoles doit subir une visite médicale annuelle qui a le même caractère. Les enfants ou les adolescents qui fréquentent ces établissements sont également visités périodiquement par des médecins du service de santé scolaire. Par contre, il semble qu'aucune disposition particulière n'existe pour les enseignants. Il serait cependant souhaitable pour leur propre santé et, éventuellement, pour celle des enfants qui leur sont confiés, dans la mesure où ils pourraient être atteints d'une maladie qu'ils ignorent, qu'ils soient également soumis à une visite médicale annuelle analogue à celle effectuée dans le secteur privé par le service médical du travail. Il lui demande s'il existe une réglementation et une organisation particulière dans ce domaine. Dans la négative, il souhaiterait qu'un service médical préventif permette l'examen des enseignants.

Rentes viagères (montant).

209. — 13 juillet 1981. — **M. Etienne Pinte** rappelle à **M. le ministre délégué chargé du budget** qu'en réponse à la question écrite n° 32166 de **M. Vincent Anquetin** (*Journal officiel*, Assemblée nationale, Questions, n° 32 du 11 août 1980, p. 3379), relative à l'indexation de certaines rentes viagères, son prédécesseur rappelait que le rapport fait par la Cour des comptes à ce sujet avait préconisé la suppression des majorations pour toutes les fractions des rentes différées résultant de versements futurs, mais que cette suppression devrait être sans conséquence pour les rentes constituées antérieurement « qui conserveraient le droit aux majorations et pourraient dans ces conditions et sans inconvénient pour les finances publiques faire l'objet d'une variation en fonction d'un indice à déterminer ». Le même problème a été évoqué lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1981, au cours de la deuxième séance du 21 octobre 1980. **M. Delalande** avait rappelé l'étude faite par la

Cour des comptes et ajoutait : « Quelle suite le Gouvernement entend-il donner aux conclusions du rapport qu'elle a déposé ? Le plus simple ne serait-il pas d'indexer les rentes viagères sur l'indice général du coût de la vie ? » Au cours de la même séance, M. Edouard Frédéric-Dupont disait lui aussi, s'adressant à M. le ministre du budget : « Je vous demande d'appliquer les conclusions de la commission de la Cour des comptes dont vous aviez demandé la création. » A la page 60 de son rapport, je lis : « Seule l'indexation pourrait suivre les variations d'un indice du coût de la vie ou des tranches de barème sur l'impôt sur le revenu. » Il lui demande quelle suite il envisage de donner aux propositions de la Cour des comptes. Il souhaiterait savoir s'il a retenu le principe de la suggestion faite par celle-ci et, dans l'affirmative, dans quels délais elle pourrait être appliquée.

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

210. — 13 juillet 1981. — M. Etienne Pinte appelle l'attention de M. le ministre délégué chargé du budget sur la procédure actuellement prescrite pour la déclaration sur le chiffre d'affaires faite par les sociétés civiles de moyens (S.C.M.). Il lui fait observer que les S.C.M. reçoivent tous les trimestres des imprimés de déclaration sur le chiffre d'affaires qui doivent être retournés avec la mention « Néant » ainsi qu'une déclaration annuelle récapitulant ces états trimestriels. Les S.C.M. qui, par ailleurs, sont redevables de la taxe sur les salaires et de la taxe d'apprentissage, sont exonérées de la T.V.A. pour les remboursements de frais supportés par les membres des sociétés en cause, celles-ci ayant pour objet de permettre à ses membres l'utilisation commune de moyens nécessaires à l'exercice de leur profession. Cette exonération intervient sous trois conditions : aucun des membres de la société ne doit être assujéti à la T.V.A. sur plus de 20 p. 100 de ses recettes totales ; la société ne doit pas réaliser d'opérations productives de recettes avec des tiers, à moins qu'il ne s'agisse d'opérations accessoires n'excédant pas 10 p. 100 de ses recettes totales ; les remboursements de frais effectués pour chaque membre doivent correspondre strictement à la part lui incombant dans les dépenses communes. Il est à remarquer que ces trois conditions sont remplies pour les professions libérales dans la très grande majorité des cas. Les nombreuses demandes effectuées depuis plusieurs années auprès de l'administration fiscale afin de supprimer les formalités évoquées ci-dessus sont restées sans résultat. Or, il est notoire que la fourniture de ces imprimés doit être considérée comme inutile et irritante. Il lui demande s'il ne lui semble pas logique, dans le cadre de la politique actuellement poursuivie en matière de simplification administrative, de supprimer l'envoi des formulaires en cause, n'appelant d'ailleurs qu'un retour avec la mention « Néant », en avertissant la S.C.M. qu'au cas où elle viendrait à ne plus remplir l'une des conditions exigées pour bénéficier de l'exonération, elle aurait l'obligation de le déclarer de sa propre initiative.

Logement (construction).

211. — 13 juillet 1981. — M. Etienne Pinte rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que la commission des clauses abusives a été instituée par la loi du 10 janvier 1978 sur la protection et l'information des consommateurs. Cette commission a pour office de rechercher les clauses abusives, dans les contrats habituellement proposés aux consommateurs, afin d'en recommander la suppression. Une des remarques faites récemment par la commission et concernant la construction de maisons individuelles porte sur le fait que, dans de très nombreux contrats, les pénalités encourues par le consommateur en retard dans ses paiements sont hors de proportion avec celles prévues pour le constructeur en retard dans ses travaux. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il n'estime pas nécessaire, consécutivement à cette remarque, de prendre les dispositions qui s'imposent afin que la réglementation appliquée en la matière prévienne expressément des pénalités substantielles en cas de retard dans les délais de livraison des constructions « vendues en l'état futur d'achèvement » ainsi que le blocage de la révision des prix des travaux exécutés hors délais.

Personnes âgées (soins et maintien à domicile).

212. — 13 juillet 1981. — M. Etienne Pinte appelle l'attention de Mme le ministre de la solidarité nationale sur la situation des personnes âgées et dont l'état de santé nécessite une surveillance constante. Le placement de ces personnes peut intervenir dans une maison de retraite mais se pose alors le problème de la disponibilité des lits et du coût de l'hébergement. La présence dans le milieu familial des personnes âgées et quasi impotentes n'est pas sans soulever, de son côté, des difficultés certaines (inadaptation des logements, risque de dégradation de la vie familiale entraînée par les exigences et l'irritabilité, dues à un handicap, de la personne

infirmes...). Le maintien, dans leur domicile, des personnes âgées et semi-impotentes reste évidemment la solution la meilleure, sous la condition qu'un suivi médical soit effectif et qu'une assistance soit rendue financièrement possible. Des mesures apparaissent donc nécessaires, permettant, à des titres divers, d'encourager cette possibilité : aide apportée par les pouvoirs publics pour la charge des loyers supportée par les personnes âgées qui, sans pouvoir bénéficier de l'aide sociale, n'en sont pas moins de condition modeste ; surveillance médicale assurée gratuitement, une fois par semaine par exemple, par l'intermédiaire des services d'hospitalisation à domicile ; accession à l'assistance d'une garde-malade, rendue possible par un coût moins élevé des services de celle-ci. A ce sujet, la mise en place d'écoles de formation de gardes-malades, parallèlement aux écoles d'infirmières et d'aides-soignantes, contribuerait à permettre un recours plus facile et surtout moins onéreux à cette forme d'assistance paramédicale. Il lui demande tout d'abord s'il n'estime pas utile de procéder à un recensement des personnes âgées et impotentes ou semi-impotentes afin de déterminer l'ampleur de l'action à mener quant à la forme d'hébergement la mieux adaptée à chaque cas. Il souhaite connaître ensuite, et surtout, les dispositions qu'il envisage de prendre ou d'accroître afin de favoriser au maximum le maintien des personnes âgées et handicapées à leur domicile, et, dans cette optique, l'accueil pouvant être réservé aux suggestions présentées ci-dessus.

Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel).

213. — 13 juillet 1981. — M. Jean-Louis Goasduff demande à Mme le ministre de la solidarité nationale si elle considère qu'il est normal que les dossiers des handicapés examinés par la Cotorep soient à l'étude durant un an et plus. Il lui demande de lui faire connaître les délais moyens d'instruction dans les autres départements pour les dossiers en cause, en particulier en ce qui concerne l'allocation des adultes handicapés et l'étude des droits de ceux-ci lors des demandes de placement en atelier protégé. L'année en cours, étant celle des handicapés, il lui demande s'il ne serait pas opportun de faire en sorte que les dossiers ne subissent pas un aussi long délai d'instruction par les différents services.

Handicapés (établissements : Finistère).

214. — 13 juillet 1981. — M. Jean-Louis Goasduff demande à Mme le ministre de la solidarité nationale si elle ne pense pas qu'il serait opportun de revoir les perspectives d'avenir des centres de rééducation fonctionnelle pour enfants. Une diminution très sensible de recrutement est constatée depuis de nombreuses années, due en partie au phénomène de dénatalité. Dans le Finistère de nombreux établissements connaissent une baisse de leurs effectifs pour ce qui concerne les handicapés moteurs ou handicapés profonds alors qu'un problème grave se pose pour les handicapés adultes ou grands adolescents. Il lui demande également de revoir les structures d'accueil pour adultes dans le département du Finistère car une nécessité de création de plusieurs centaines de places se fera sentir dans les cinq années à venir.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

215. — 13 juillet 1981. — M. Jean-Louis Goasduff demande à Mme le ministre de la solidarité nationale si elle ne pense pas qu'il serait possible de prévoir une convention entre les compagnies de transports et la sécurité sociale afin d'éviter aux familles une avance très lourde des frais de transport des malades dirigés sur la capitale, en particulier pour les soins dispensés au centre anticancéreux de Villejuif. Il lui cite le cas d'une très modeste famille qui doit faire l'avance des frais de transport en avion de Brest à Paris pour conduire une fillette au centre de soins de Villejuif. Il lui demande si elle ne pense pas qu'il serait possible de prévoir une convention qui n'alourdirait pas le budget de la sécurité sociale, s'agissant de frais de transports remboursés par les caisses.

Transports aériens (compagnie : Savoie).

216. — 13 juillet 1981. — M. Michel Barnier expose à M. le ministre d'Etat, ministre des transports, que la compagnie Air Alpes (compagnie aérienne de troisième niveau du Sud-Est de la France, employait le 1^{er} janvier dernier 207 personnes, la majorité d'entre elles (plus de 80 p. 100) étant basée à Chambéry. En janvier 1981, le président directeur général de Touraine Air Transport devint le président directeur général d'Air Alpes. L'activité d'Air Alpes était transférée pour l'essentiel aux autres secteurs du groupe T. A. T., ainsi l'activité technique fut transférée à Dinard et l'activité administrative à Tours. Aujourd'hui, seule une soixantaine de personnes reste en Savoie,

le reste du personnel ayant dû, sous diverses pressions, quitter la compagnie Air Alpes. La direction générale paraît ne vouloir conserver aucune de ces soixante personnes à Air Alpes et propose des mutations dans des centres où cette compagnie n'a aucune activité et à des conditions telles que le personnel est amené à refuser, ce qui justifierait un licenciement. Ainsi par exemple, il est proposé à un agent technique d'être repris comme P2 avec un salaire de moitié inférieur. Les trente personnes qui seraient conservées à Chambéry le seraient sous contrat Touraine Air Transport, ce qui entraînerait pour elles une baisse de qualification et de salaire, et de la compagnie Air Alpes il n'en resterait que le nom. Il lui demande d'envisager les mesures nécessaires pour éviter les trente licenciements prévisibles et pour maintenir la place qu'occupe cette société en Savoie.

Enseignement (fonctionnement).

217. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Barnier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'inquiétante insuffisance numérique des personnels non enseignants dans les établissements scolaires. Il lui signale que, dans le département de la Savoie, les seules créations de postes concernant ces personnels proviennent des transferts d'établissements, transferts effectués à l'occasion de mutations ou de départs à la retraite, sans tenir compte des besoins réels de chaque établissement. Pour l'académie de Grenoble, le collectif budgétaire relatif à la rentrée scolaire de 1981 ne prévoit que trente postes (huit personnels administratifs et de gestion et vingt-deux personnels d'exécution) et soixante personnes de service, dans le cadre des quarante-quatre heures hebdomadaires. La faiblesse de tels effectifs justifierait à elle seule la nécessité que soit mis fin aux suppressions de postes et aux transferts, ce qui n'est malheureusement pas le cas. Il lui demande que des mesures interviennent, permettant de donner à l'administration et à l'Intendance de l'éducation nationale la possibilité de poursuivre leur action, en mettant fin à la pénurie chronique de personnels dont elles souffrent.

Droits d'enregistrement et de timbre (régimes spéciaux et exonération).

218. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Barnier** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une société civile immobilière de gestion (loi de 1938) constituée pour l'acquisition et la gestion d'immeubles acquiert un immeuble qu'elle divise et revend dans un court délai après transformation. Eu égard à ces circonstances de fait, la société civile immobilière est taxée à l'impôt sur les sociétés en application des dispositions de l'article 206-2 du code général des impôts. Elle souhaite alors bénéficier des dispositions prévues par l'article 1115 du code général des impôts et relatif aux droits de mutation en s'engageant à régulariser par acte notarié l'engagement de revente dans les cinq ans sachant par ailleurs que ladite société a accompli les obligations particulières imposées aux marchands de biens, savoir : déclaration d'existence ; tenue du répertoire des marchands de biens ; souscription des déclarations CA 3 de chiffre d'affaires. Il lui demande si, dans ces conditions, cette société civile immobilière peut, a posteriori, profiter des dispositions de l'article 1115 du code général des impôts et en conséquence se voir rembourser des droits de mutation liquidés lors de l'enregistrement de l'acte d'acquisition de l'immeuble revendu sous le régime de l'article 206-2 du code général des impôts et bénéficier du taux réduit de la taxe de publicité foncière.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

219. — 13 juillet 1981. — **M. Maurice Cornette** rappelle tout d'abord à **M. le ministre délégué chargé du budget** la discrimination regrettable subie par les auto-écoles au regard de leur exclusion en ce qui concerne l'exonération de la T.V.A. accordée par la loi de finances rectificative pour 1978 à de nombreuses activités d'enseignement. Les écoles de conduite auto peuvent pourtant revendiquer légitimement le caractère d'enseignement à part entière que ne leur reconnaît pas une telle exclusion, laquelle se répercute automatiquement sur le coût de la préparation au permis de conduire. Tout aussi inéquitable apparaît l'assujettissement des exploitants d'auto-écoles à la T.V.A. appliquée à l'acquisition des véhicules d'enseignement de la conduite, sans possibilité de récupération de cette taxe. Cette exclusion du bénéfice de la récupération s'appuie, pour l'administration fiscale, sur les dispositions de l'article 237 de l'annexe II du C.G.I., qui ne permet pas l'ouverture du droit à récupération pour les achats de véhicules conçus pour le transport des personnes ou à usages mixtes. Or, les véhicules acquis par les exploitants d'auto-écoles ne présentent pas de telles caractéristiques. Tout au contraire, les véhicules servant à l'enseignement de la conduite sont indéniablement conçus pour cette utilisation et il est totalement exclu que les exploitants d'auto-écoles exercent

leur activité sur n'importe quelle voiture. Il ressort en effet de la réglementation, et plus particulièrement de l'arrêté du 10 mars 1970, relatif à l'exploitation d'établissements d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur, qu'un certain nombre d'obligations quant à l'équipement doivent être respectées pour conférer aux véhicules un caractère professionnel par des aménagements spécifiques puisqu'ils doivent comporter : un dispositif de doubles commandes de freinage et de débrayage, deux rétroviseurs intérieurs et deux rétroviseurs latéraux réglés pour l'élève et le moniteur et un dispositif de doubles commandes d'exécution. Ces véhicules sont donc bien conçus dans une optique pédagogique d'enseignement et de sécurité et, partant, ne peuvent être proposés qu'aux seuls enseignants de la conduite automobile. Il lui demande en conséquence, et pour tenir compte des raisons exposées ci-dessus, de bien vouloir envisager la modification de l'article 237 précité, rendant ainsi possible la récupération de la T.V.A. acquittée sur le prix d'achat des véhicules utilisés par les auto-écoles pour l'enseignement de la conduite automobile.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

220. — 13 juillet 1981. — **M. Henri de Gastines** rappelle à **M. le ministre délégué chargé du budget** que la récupération de la T.V.A. est la règle pour toutes les entreprises assujetties. Toutefois, l'achat par une entreprise commerciale (société ou personne physique) d'une voiture automobile ne donne pas lieu à récupération de la T.V.A., même s'il s'agit incontestablement d'un bien d'investissement nécessaire à la marche de l'entreprise. Il doit être souligné qu'en Allemagne, la T.V.A. sur les voitures particulières est déductible, à la seule condition qu'elles soient acquises par des personnes ou sociétés elles-mêmes soumises à ladite taxe. Il lui demande si, dans la perspective de l'harmonisation des T.V.A. au plan européen, il ne lui paraît pas opportun d'envisager l'abrogation de l'exclusion du droit à déduction prévue par les articles 236 et suivants du code général des impôts, en rétablissant de ce fait la possibilité pour les assujettis de déduire la T.V.A. ayant grevé le prix d'achat des véhicules acquis pour les besoins de leur entreprise. Il souhaite également que cette déduction soit étendue aux opérations d'entretien et de réparation des véhicules.

Droits d'enregistrement et de timbre (taxes sur les véhicules à moteur).

221. — 13 juillet 1981. — **M. Henri de Gastines** rappelle à **M. le ministre délégué chargé du budget** que les utilisateurs de voitures automobiles sont tenus d'acquiescer, chaque année, entre le 1^{er} novembre et le 30 novembre, une vignette dont le coût est fonction de la puissance fiscale et de l'âge des véhicules. Il n'est pas, par contre, tenu compte de la date d'acquisition de la voiture. C'est ainsi qu'une voiture, achetée au moins de juillet, suppose, au tarif plein, pour quatre mois d'utilisation restant à courir, une vignette dont le début de la validité remonte à huit mois. Il lui demande s'il n'estime pas de pure logique que le coût de la vignette soit proportionnel au nombre de mois d'utilisation, suivant un tarif dégressif établi par douzièmes par référence à l'année d'imposition.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

222. — 13 juillet 1981. — **M. Henri de Gastines** rappelle à **M. le ministre délégué chargé du budget** que le taux majoré de T.V.A. (33,33 p. 100), réservé en principe aux produits de luxe, et qui s'applique à l'automobile est certainement un des facteurs de l'état nécessaire qui connaît actuellement ce marché. Or, l'importance du rôle que joue l'automobile dans la vie économique et sociale de la nation n'est plus à démontrer. La place essentielle que tient la fabrication n'a d'égale que celle qu'occupent, à travers 59 000 entreprises employant 340 000 personnes, la distribution, la maintenance et la réparation. Parmi les mesures susceptibles de stimuler l'activité de ce secteur, et d'accroître les ventes, figure incontestablement l'assujettissement à la T.V.A. au taux normal de 17,60 p. 100, qui, en diminuant le prix d'achat, participerait à une relance du marché intérieur. Il lui demande de bien vouloir envisager la mise en œuvre de cette disposition dans les meilleurs délais.

Pétrole et produits raffinés (stations-service).

223. — 13 juillet 1981. — **M. Henri de Gastines** expose à **M. le ministre de l'Industrie** que les compagnies distributrices de carburant vendent, dans les 7 500 stations officielles leur appartenant, plus de 40 p. 100 du tonnage global de carburant. Or, certaines de ces compagnies procèdent depuis quelques mois à un démontage

accélération de points de vente, particulièrement dans les villages ou sur le réseau routier secondaire. Ainsi s'accroît le déséquilibre existant entre l'insuffisance de pompes à essence en zone rurale et la concentration très excessive de stations officielles à l'entrée ou à la sortie des agglomérations importantes. Les zones rurales risquent, de ce fait, d'être à brève échéance privées d'approvisionnement en carburant. Elles pâtiront de cet état de fait sur le plan économique, et les habitants seront eux-mêmes pénalisés puisqu'ils seront contraints à des déplacements souvent importants pour se ravitailler en carburant. Il apparaît donc indispensable que soit maintenu un réseau indépendant de distribution de carburant et que soit donnée à celui-ci la possibilité d'acheter le produit à des conditions commerciales et financières identiques à celles consenties à certains grands ensembles de vente. Il serait également souhaitable que ce réseau indépendant puisse avoir accès sur les autoroutes et les voies express. Il lui demande la suite qu'il entend donner aux suggestions présentées ci-dessus.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

224. — 13 juillet 1981. — **M. Henri de Gastines** rappelle à **M. le ministre délégué chargé du budget** que les détaillants en carburant sont particulièrement pénalisés par la règle du décalage d'un mois concernant la récupération de la T. V. A. s'appliquant aux taxes spécifiques. Les taxes intérieures sur les carburants représentent en effet plus de 50 p. 100 du prix du produit et le paiement de la T. V. A. sur ces taxes, récupérable seulement un mois plus tard, aboutit à des avances de trésorerie considérables. C'est ainsi qu'une station-service débitant 100 000 litres par mois — ce qui est relativement faible — doit consentir une avance de T. V. A. à l'Etat se montant à 66 000 francs. Il apparaît donc juste d'envisager la suppression de la règle du décalage d'un mois dans la récupération de la T. V. A. Dans un premier temps, et afin de limiter les effets de cette règle à la seule T. V. A. se rapportant au prix du carburant, en excluant par conséquent les 50 p. 100 de taxes spécifiques, il conviendrait d'autoriser les détaillants à récupérer immédiatement 50 p. 100 de la T. V. A. ayant grevé leurs achats de carburant. Il lui demande de bien vouloir envisager la mise en œuvre des mesures proposées ci-dessus.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

225. — 13 juillet 1981. — **M. Henri de Gastines** fait observer à **M. le ministre délégué chargé du budget** que les professionnels de l'automobile, dont les stocks de véhicules d'occasion pèsent de plus en plus sur les comptes d'exploitation, sont pénalisés par rapport à leurs collègues d'autres pays qui ne sont pas astreints à la T. V. A. pour l'exportation des voitures d'occasion, dont certaines d'ailleurs à destination de la France. Il lui demande, pour rétablir un juste équilibre, que les professionnels français soient autorisés, lors des ventes de voitures d'occasion à l'étranger, à récupérer la T. V. A. non encore amortie au moment de leur vente.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

226. — 13 juillet 1981. — **M. Henri de Gastines** expose à **M. le ministre délégué chargé du budget** que le plafond d'amortissement des véhicules de tourisme fixé depuis 1974 à 2^e 000 francs ne correspond plus à la réalité. Depuis 1974, les prix des voitures, comme d'ailleurs ceux de tous les produits industriels, ont augmenté dans de très importantes proportions. Par ailleurs, les sociétés propriétaires ou utilisatrices de voitures de tourisme sont déjà tenues d'acquiescer une taxe sur les voitures de société, laquelle n'est pas déductible des bénéfices imposables. Pour tenir compte des éléments relevés ci-dessus, il lui demande s'il ne lui paraît pas logique et équitable de porter à 80 000 francs le plafond d'amortissement des voitures de tourisme figurant en immobilisations dans les bilans et de relever annuellement ce plafond en l'indexant sur l'indice I. N. S. E. E. des produits industriels.

Déchets et produits de la récupération (huiles).

227. — 13 juillet 1981. — **M. Henri de Gastines** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les importantes réserves faites par les professionnels de l'automobile en ce qui concerne la réglementation tendant à interdire le brûlage des huiles usagées. Cette dissuade du brûlage doit être recherchée par le relèvement du prix de reprise des huiles usagées qui ne devrait en aucun cas être inférieur à celui du fuel, compte tenu du pouvoir calorifique analogue de ces deux produits, cette procédure constituant la meilleure incitation à la livraison des huiles pour leur régénération. Il peut toutefois être envisagé la possibilité d'accorder des déro-

gations individuelles aux entreprises qui se sont rendues acquéreurs d'appareils de brûlage non polluants, dont le coût est encore loin d'être amorti et qui brûlent d'une manière économique leurs propres huiles de récupération. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître ses intentions sur la recherche d'une solution à apporter à ce problème.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

228. — 13 juillet 1981. — **M. Henri de Gastines** rappelle à **Mme le ministre de la solidarité nationale** que les assurés sociaux ne bénéficient pas, en ce qui concerne le remboursement par la sécurité sociale des dépenses effectuées pour l'achat de lunettes, d'un taux tenant compte réellement du coût de l'achat effectué. Dans la plupart des cas, les remboursements ne couvrent que quelques dixièmes du prix d'achat, même lorsqu'il s'agit du remboursement de verres que l'assuré est obligé de remplacer parce qu'ils sont devenus inadaptés en raison de la modification de sa vision. Ce problème n'a pas été résolu par une augmentation intervenue en application d'un arrêté du 2 mai 1974, laquelle en raison de son ancienneté ne permet plus de combler l'écart important qui existe, en matière d'articles d'optique médicale, entre les prix publics et les tarifs de responsabilité de l'assurance maladie. Du fait de cette situation, les personnes astreintes au port et à l'achat de lunettes doivent engager des dépenses que les revenus les plus modestes ne peuvent prendre en compte qu'au prix de sérieuses difficultés. A cet égard, le sort de bien des personnes âgées revêt un caractère préoccupant et la réforme complète ainsi que l'actualisation de la nomenclature des articles d'optique médicale ne constituent pas des éléments satisfaisants car la durée des études entreprises en ce domaine est trop longue. Lorsque le remplacement des verres résulte d'une ordonnance médicale, il serait souhaitable qu'avant que soient prises des décisions plus générales, ce remboursement soit effectué sur la base de la valeur réelle de ces verres et non pas sur la valeur théorique dont le montant a été fixé il y a sept ans. Il lui demande quelle est sa position à l'égard du problème qu'il vient de lui soumettre.

Santé publique (maladies et épidémies).

229. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la campagne d'information pleinement justifiée portant sur la vaccination antitétanique des adultes qui est actuellement en cours. Il lui rappelle que son prédécesseur, dans la réponse à sa question écrite n° 38320 parue au *Journal officiel* du 26 janvier 1981 (page 388), l'avait informé des moyens financiers importants (plus de 3 millions de francs pour 1980, et au moins autant pour 1981) mis à la disposition des D. D. A. S. S. dans leur action d'éducation sanitaire et de vaccination lors de séances publiques. Pourtant 183 cas de tétanos se sont encore déclarés en 1979, dont quatre-vingt-quatorze mortels et malgré les résultats encourageants enregistrés à ce jour (plus d'un million d'adultes vaccinés en séances publiques), 30 millions de Français ne sont toujours pas protégés contre le tétanos. La plupart des adultes semblent d'ailleurs ignorer la date de leur dernière vaccination. Devant l'importance du problème et sachant que le virus tétanique est le plus dangereux, mais aussi le plus répandu de tous les virus, il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour inciter davantage les Français à se faire vacciner et à effectuer les rappels nécessaires tous les dix ans.

Santé publique (maladies et épidémies).

230. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la campagne d'information pleinement justifiée portant sur la vaccination antitétanique des adultes qui est actuellement en cours. Il lui rappelle que son prédécesseur, dans la réponse à sa question écrite n° 38320 parue au *Journal officiel* du 26 janvier 1981 (page 388), l'avait informé des moyens financiers importants (plus de 3 millions de francs pour 1980, et au moins autant pour 1981) mis à la disposition des D. D. A. S. S. dans leur action d'éducation sanitaire et de vaccination lors de séances publiques. Pourtant 183 cas de tétanos se sont encore déclarés en 1979, dont quatre-vingt-quatorze mortels et malgré les résultats encourageants enregistrés à ce jour (plus d'un million d'adultes vaccinés en séance publiques), 30 millions de Français ne sont toujours pas protégés contre le tétanos. La plupart des adultes semblent d'ailleurs ignorer la date de leur dernière vaccination. Devant l'importance du problème et sachant que le virus tétanique est le plus dangereux, mais aussi le plus répandu de tous les virus, il lui demande quelles dispositions elle envisage de prendre pour inciter davantage les Français à se faire vacciner et à effectuer les rappels nécessaires tous les dix ans.

Logement (prêts).

231. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissing** attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur les graves difficultés auxquelles se heurtent les P.M.E. de la construction. L'épuisement rapide des crédits affectés aux prêts P.A.P. remet en cause des opérations immobilières prévues de longue date. Le coup d'arrêt de telles opérations pénalise non seulement les particuliers, dont il retarde l'accès à la propriété, mais également les entreprises dont les difficultés de trésorerie vont s'aggravant, ce qui les amène à déposer leur bilan et à accroître la masse des chômeurs. Il lui demande instamment d'agir auprès de son collègue le ministre délégué chargé du budget pour prendre rapidement les mesures qui s'imposent pour que les programmes en question puissent être financés.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

232. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissing** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la situation financière des laboratoires hospitaliers. La loi hospitalière prévoyait que la lettre « B », le B hospitalier, valait un certain pourcentage du « B » de ville appliqué dans les laboratoires privés et devait évoluer en fonction de celui-ci. Depuis le vote de cette loi, le « B » de ville a été relevé à plusieurs reprises, il est actuellement de 1,48 mais le « B » hospitalier est resté bloqué à 0,20 et le « B » ambulatoire à 0,77. De plus, le nombre de « B » par acte, pour beaucoup des analyses les plus courantes a été abaissé. La manipulation de la nomenclature fait perdre aux laboratoires hospitaliers le tiers des « B » sur les examens qu'ils pratiquent le plus. Pendant ce temps, leurs frais ont considérablement augmenté et il ne leur est plus possible d'assurer leur équilibre financier. La fédération hospitalière de France était intervenue pour obtenir l'application de la loi allant le « B » hospitalier au « B » privé et avait obtenu gain de cause devant le Conseil d'Etat sans que la situation en soit modifiée. Il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour régler cette question.

Enseignement secondaire (personnel).

233. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissing** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des professeurs de l'enseignement technique et leur nécessaire intégration dans le corps des professeurs certifiés. Il lui demande quand et sous quelle forme il compte la réaliser.

Travail (travail temporaire : Moselle).

234. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissing** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur une affaire de dépôt de bilan de trois sociétés de travail temporaire de Sarreguemines. Le passif de deux de ces sociétés se montait à plusieurs millions de francs et la troisième avait enregistré des pertes de 680 000 francs en 1980. La liquidation des biens de ces sociétés a été prononcée par le tribunal de Sarreguemines en avril 1981. Ces sociétés recrutaient ces ouvriers dans la région de Sarreguemines et dans le reste de la France, ouvriers qui étaient presque exclusivement employés sur des chantiers en R.F.A. Ces derniers jours l'affaire vient de connaître un nouveau rebondissement : les trois dirigeants ont été inculpés de banqueroute par le juge d'instruction. Ils ont été laissés en liberté mais placés sous contrôle judiciaire. Seules les entreprises de travail temporaire pouvant se prévaloir du montant de la garantie financière, fixée à 200 000 francs pour 1980, sont en droit d'exercer. Il est à ce titre étonnant que les entreprises susmentionnées n'aient pas été amenées à disparaître. En effet, tout prêt de main-d'œuvre qui n'est pas effectué pour une entreprise de travail temporaire régulièrement cautionnée tombe sous le coup de la législation concernant le marchandage. Il lui demande de bien vouloir lui donner des éclaircissements sur cette affaire.

Météorologie (personnel).

235. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissing** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur le fonctionnement des services de la météorologie nationale. Il semble que son personnel soit insuffisant en nombre puisque les heures accumulées en dépassement de la durée moyenne du travail est en moyenne à la station de Bâle-Mulhouse de cent heures et vont pour certains jusqu'à deux cent cinquante heures excédentaires. Par ailleurs, pour l'exercice du droit de grève, les notifications sont toujours la règle et en outre elles sont assorties depuis le

15 avril 1981 de l'obligation de demeurer au poste de travail en un lieu isolé : douze heures d'affilée et sans possibilité de s'absenter. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il entend prendre pour remédier rapidement à cet état de choses.

Assurance vieillesse : généralités (calcul des pensions).

236. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissing** expose à **Mme le ministre de la solidarité nationale** que la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg aurait émis en 1980 une résolution favorable à l'attribution de la retraite anticipée, à l'âge de soixante ans, sans minoration, aux Alsaciens-Lorrains réfractaires et insoumis aux ordonnances nazies d'incorporation dans l'armée allemande. Son collègue — le ministre des anciens combattants — aurait été favorable à l'intervention de cette mesure dont l'importance est indéniable, au plan psychologique et moral. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser si un texte pourrait intervenir à brève échéance dans le même sens que la résolution de la C.R.A.V. de Strasbourg précitée. Une telle mesure apparaît comme particulièrement souhaitable en faveur des Alsaciens-Lorrains insoumis à l'incorporation de force dans l'armée allemande et qui ont repris le combat dans les forces françaises ou alliées. Un premier pas a été effectué dans cette direction, puisque l'autorité militaire a validé leur période d'insoumission en leur attribuant le bénéfice de la campagne simple. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les actions qu'elle envisage de mener dans ce sens.

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

237. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissing** appelle l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget**, sur la situation des clubs omnisports en matière d'assujettissement à la T.V.A. Les services à caractère social, éducatif, culturel ou sportif sont exonérés de la T.V.A. en vertu de la loi n° 75-1278 du 30 décembre 1975. La loi de finances pour 1976, en son article 7-II, exonérait de la T.V.A. les recettes de quatre manifestations de bienfaisance ou de soutien organisées dans l'année par ces organismes, à leur profit exclusif. Il lui demande si, dans le cas particulier des clubs omnisports, chaque section du club pourrait être considérée isolément et bénéficier pour chacune d'entre ces sections de l'exonération pour quatre manifestations annuelles de soutien. Il lui apparaît qu'une telle mesure serait souhaitable, et elle permettrait d'aider et de promouvoir dans une politique globale du sport les activités de ces clubs omnisports.

Publicité (réglementation).

238. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissing** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur des faits qui se sont déroulés récemment en Alsace. Renouvelant une opération déjà menée il y a trois ans dans la région, une société allemande d'articles de marque a organisé une série de « voyages publicitaires » en direction de Lausanne. Après avoir distribué dans les boîtes aux lettres des dépliants proposant « une fantastique excursion » d'une journée sur les bords du lac Léman pour un prix modique ainsi qu'une présentation de ses nouveautés exclusives dans le cadre d'une action publicitaire, cette société organisait un circuit de ramassage des excursionnistes avec des autobus affrétés en France, débarquait ses clients — pour la plupart des personnes âgées — devant un luxueux hôtel de Lausanne, dans les sous-sols duquel un camelot professionnel leur infligeait plus de deux heures d'une séance de harcèlement psychologique pour leur vendre des appareils ménagers à des prix d'usine, soit disant. En désespoir de cause, bon nombre de personnes ont signé des bulletins de commande et versé un acompte. Certes l'excursion reprenait par la suite ses droits, mais son déroulement était passablement accéléré. Devant cette tentative de reprise des fructueuses opérations commerciales menées il y a quelques années par une autre société allemande et qui avaient conduit à des plaintes et des condamnations en justice, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qui ont été prises ou qui sont susceptibles de l'être pour protéger les consommateurs des actions de telles sociétés.

Politique extérieure (Suisse).

239. — 13 juillet 1981. — **M. Antoine Gissing** expose à **Mme le ministre de la solidarité nationale** le cas d'un gérant d'une S.A.R.L. de nationalité suisse et exerçant sa profession à Saint-Louis (Haut-Rhin) à proximité de la frontière suisse. Ce gérant a dû cesser son activité pour cause de maladie. La caisse de sécurité sociale

lui a refusé le service des prestations tant en nature qu'en espèces parce qu'il s'agissait d'un assuré de nationalité suisse, résidant en Suisse. Ce salarié a pourtant la qualité d'assuré social français en application des articles 245 et 246 du code de sécurité sociale. Comme il n'existe aucune disposition de coordination entre le régime français et le régime suisse du fait des structures fédérales de ce pays, cet assuré social se trouve dans une situation particulièrement inéquitable comme les autres étrangers travaillant en France en zone frontalière qui ne peuvent prétendre aux prestations de l'assurance maladie. Il avait déjà soulevé le problème (Question écrite n° 44207 du Journal officiel, questions A. N. du 28 mars 1981) et dans la réponse qui lui avait été fournie, il était dit (Journal officiel A. N. n° 21 du 22 mai 1981, p. 2298) que « le Gouvernement s'efforçait de résoudre les difficultés par des mesures internes » et que « les études entreprises n'ont pas permis jusqu'ici de lever les obstacles juridiques et techniques au paiement des prestations à l'étranger ». Il lui réitére les termes de sa demande afin que soit supprimée cette inégalité à l'égard des étrangers travaillant en France.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

240. — 13 juillet 1981. — M. Antoine Gissinger demande à Mme le ministre de la solidarité nationale si elle n'envisage pas de soumettre au Gouvernement, le plus rapidement possible et en accord avec son collègue chargé de la fonction publique, une révision des critères d'accès aux divers postes dans la fonction publique afin de pouvoir accroître le rythme de recrutement des personnes handicapées. Ces mesures seraient susceptibles d'être incitatives pour les employeurs du secteur nationalisé ou privé. Il souhaiterait, d'autre part, connaître le nombre de handicapés qui ont pu trouver un emploi dans les secteurs public et privé au cours des trois dernières années et leur répartition par secteur socio-professionnel.

Déchets et produits de la récupération (terre).

241. — 13 juillet 1981. — M. Antoine Gissinger appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation sur les opérations de ramassage de bouteilles de verre vides effectuées depuis plusieurs années par les municipalités. Il souhaiterait que soit dressé, en liaison avec les services du ministre de l'environnement, un bilan de cette action qui en fasse ressortir le coût, montre les aides dont ces municipalités ont pu bénéficier, enfin fasse ressortir par région les résultats de l'action entreprise. Si les conclusions s'avéraient positives, il lui demande de bien vouloir mettre au point une législation tendant à généraliser ce ramassage à l'ensemble du territoire.

Transports routiers (politique des transports routiers).

242. — 13 juillet 1981. — M. Antoine Gissinger appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre des transports, sur la situation particulièrement préoccupante des transporteurs routiers. Les hausses successives du gazole aggravant grandement tout d'abord les problèmes auxquels doit faire face cette branche d'activité. D'autres facteurs alourdissent encore les coûts des transports routiers : l'augmentation du montant des visites techniques obligatoires ; la hausse des amendes ; la charge énorme représentée par la taxe professionnelle ; la majoration sensible du prix de la vignette. Il est essentiel que des mesures soient prises pour éviter la fermeture de nombreuses entreprises et le licenciement des salariés qui s'ensuivrait. Une détaxation du gazole figure en premier lieu parmi les mesures dont la mise en œuvre s'avère indispensable pour assurer la survie de ce secteur professionnel. Il lui demande, en liaison avec le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, de remédier à la situation très délicate dans laquelle se trouvent les transporteurs routiers.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

243. — 13 juillet 1981. — M. Antoine Gissinger demande à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, s'il n'est pas possible compte tenu de l'allongement des études de beaucoup de jeunes au-delà de vingt-cinq ans, d'envisager un recul de la limite d'âge actuellement prévue à l'article 196 du C. G. I. pour les enfants à la charge de leurs parents en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, les parents se trouvant en effet dans l'impossibilité de déduire de leur revenu imposable la pension alimentaire versée aux intéressés.

Enseignement secondaire (fonctionnement).

244. — 13 juillet 1981. — M. Antoine Gissinger appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la mise en place d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels appelés à assurer l'entretien et la maintenance des lycées et collèges situés dans une aire géographique déterminée. Il lui demande de lui faire le bilan de cette expérience et si possible par académie.

Edition, imprimerie et presse (commerce).

245. — 13 juillet 1981. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur le problème de la vente dans un nombre croissant de grandes surfaces de journaux et d'imprimés divers concurrençant ainsi l'activité des petites papeteries et vendeurs de journaux traditionnels. Compte tenu du fait qu'il s'agit là bien souvent pour ceux-ci de leur activité unique et de leur seule source de ressources, il lui demande quelles sont ses intentions sur ce point et de quelle manière il entend garantir le maintien d'un commerce de proximité essentiel pour l'équilibre de notre tissu urbain.

Professions et activités médicales (médecine scolaire : Loire-Atlantique).

246. — 13 juillet 1981. — M. Lucien Richard attire l'attention de M. le ministre de la santé sur la situation des personnels vacataires de santé scolaire en Loire-Atlantique qui représentent près du tiers des équipes médicales dans le département. Il lui indique que les licenciements effectués ces derniers mois, ceux prévus en fin d'année scolaire ainsi que la diminution du nombre des vacances, ont pour effet d'aggraver la situation déjà précaire des vacataires en les privant de leur salaire et de leur couverture sociale. Il lui fait observer également que ces mesures, en provoquant une interruption du travail médical et social et en désorganisant les équipes éducatives dans lesquelles ces vacataires étaient intégrés, constituent une menace pour le bon fonctionnement du service social et de santé scolaire. Il lui demande en conséquence, dans la perspective du vote de la loi de finances pour 1982, de bien vouloir prévoir des crédits suffisants pour un réemploi immédiat du personnel licencié et le maintien des vacances. Il souhaiterait aussi que le Gouvernement procède rapidement à un examen des statuts de ces personnels et s'engage à titulariser les médecins non titulaires ayant été vacataires à temps plein durant plusieurs années. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître ses intentions sur ces différentes questions.

Communes (conseillers municipaux).

247. — 13 juillet 1981. — M. Pascal Clément attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, sur l'incompatibilité pour deux membres d'une même famille d'être élus au sein d'un conseil municipal d'une commune de plus de cinq cents habitants et lui demande si la suppression de cette mesure restrictive ne pourrait pas être envisagée dans le projet de loi proposé prochainement au Parlement.

Boissons et alcools (eaux minérales).

248. — 13 juillet 1981. — M. Gilbert Gantier appelle l'attention de M. le ministre de la santé sur le fait que dans certains pays voisins de la France la date d'embouteillage des eaux minérales figure obligatoirement sur l'étiquette. Il lui demande s'il ne conviendrait pas d'étendre à la France cette mesure de protection du consommateur.

Enseignement secondaire (examens, concours et diplômes).

249. — 13 juillet 1981. — M. Alain Mayoud demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelles mesures viendront sanctionner les instituteurs qui se plieraient aux consignes émanant de leur principale organisation syndicale et préconisant de refuser d'examiner les dossiers des élèves de l'enseignement privé et si ce sectarisme, qui porte atteinte à la liberté d'enseignement, n'est pas encouragé par un état d'esprit plus général qui vise à donner un contenu très contestable à la notion de laïcité.

Sécurité sociale (cotisations).

250. — 13 juillet 1981. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le financement de la sécurité sociale en matière de cotisation sur les pensions. La loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 a mis en compte aux retraités du salariat une cotisation d'assurance maladie au taux de 1 p. 100 sur la retraite de base et de 2 p. 100 sur la retraite complémentaire. La loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973 prévoyait à son article 9 l'harmonisation totale des régimes de protection sociale pour qu'il y ait équivalence de charge entre ressortissants des régimes d'artisans et de commerçants et les salariés. Or, les retraités non salariés de l'artisanat et du commerce supportent à ce jour une cotisation de 11,65 p. 100 ; le taux envisagé à partir du 1^{er} janvier 1981 est de 10 p. 100. Apparaît ainsi une nette différence entre les cotisants dépendant du secteur salarial et ceux relevant de l'artisanat et du commerce. Il lui demande de bien vouloir préciser les mesures envisagées pour ramener au même taux cette cotisation, d'autant plus que la loi du 27 décembre 1973 avait prévu une totale harmonisation pour le 31 décembre 1977.

Habillement, cuirs et textiles (commerce extérieur).

251. — 13 juillet 1981. — **M. Charles Haby** demande à **M. le ministre de l'industrie** les mesures qu'il compte prendre afin de faire respecter les quotas des importations textiles de produits sensibles en provenance des pays en voie de développement. Il lui demande également si des dispositions ont été retenues en vue de clarifier les ambiguïtés résultant de la clause « d'exception raisonnable » du protocole de renouvellement A.M.F. de 1977, et plus particulièrement les conditions dans lesquelles cette clause peut être invoquée.

Boissons et alcools (vins et viticulture).

252. — 13 juillet 1981. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la réunion qu'a tenue le comité consultatif viti-vinicole de la C.E.E. le 23 janvier 1981. Au cours de celle-ci, les représentants des régions viticoles des Etats membres se sont élevés contre le règlement européen en date du 8 août 1980 sur l'appellation « Tokay d'Alsace ». Ledit comité a demandé que « soit annulée la disposition interdisant l'utilisation de la dénomination Tokay d'Alsace, étant entendu que la dénomination Tokay sera obligatoirement suivie du nom Alsace ». Devant cette prise de position des professionnels européens, apparemment peu gênés par le fait qu'il existe un « Tokay d'Alsace », il lui demande les mesures qu'il compte prendre non pas pour obtenir un sursis mais pour conforter les producteurs viticoles d'Alsace dans leurs droits fondamentaux.

Boissons et alcools (alcools : Alsace).

253. — 13 juillet 1981. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les difficultés rencontrées par les producteurs d'eaux-de-vie d'Alsace suite à l'application de l'article 4 de la loi de finances pour 1981. Il semblerait en effet que, par le biais d'une aide de l'ordre de 50 millions de francs du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, ne soient aidées que les productions des régions de Cognac, de l'Armagnac et du Calvados. Ces aides se monteraient à 35 millions de francs pour le cognac, 5 millions de francs pour le pineau des Charentes, 6 millions de francs pour l'armagnac et 3 millions de francs pour le calvados. Il lui demande alors les mesures qu'il compte prendre pour aider les producteurs alsaciens à faire face à cette modification de l'échelle des taxations de l'alcool.

Experts comptables (profession).

254. — 13 juillet 1981. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget**, sur les prestations rendues par les centres de gestion en matière comptable. Il remarque qu'un centre de gestion, autorisé à tenir des documents comptables de ses membres qui ont opté pour le régime simplifié d'imposition, doit avoir reçu une habilitation spéciale du directeur général des impôts après avis de la commission d'agrément. La tenue et la présentation des documents comptables sont assurées par des collaborateurs salariés du centre sous la direction effective du ou des

responsables désignés dans la décision d'habilitation. Ces derniers doivent eux-mêmes être liés au centre par un contrat de travail. Les fonctions de membre de l'ordre sont incompatibles, notamment avec tout emploi salarié, sauf chez un autre membre de l'ordre ou dans une société reconnue par l'ordre. Un expert stagiaire, selon le dernier paragraphe de l'article 4 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, n'est pas membre de l'ordre mais quand même soumis à sa surveillance et à son contrôle disciplinaire. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si un salarié détenant le D.E.C.S. et responsable des services comptables d'un centre de gestion agréé Cluzel peut en même temps assurer la mission d'expert stagiaire.

Assurance vieillesse : régime général (calcul des pensions).

255. — 13 juillet 1981. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la portée des différentes dispositions régissant le régime général de retraite des travailleurs manuels et celui couvert par l'Assedic de la garantie de ressources des salariés de soixante ans qui sont démissionnaires. Pour les travailleurs manuels, la durée de cotisation doit s'échelonner sur 164 trimestres. Le montant de la retraite au taux plein s'établit à 50 p. 100 de la moyenne des dix meilleurs années dans la limite maximale mensuelle du plafond de la sécurité sociale. Pour la retraite couverte par le régime Assedic de la garantie de ressources des salariés de soixante ans démissionnaires, la durée des cotisations est assise seulement sur quarante trimestres. De plus, la retraite est décomptée à raison de 70 p. 100 de la moyenne mensuelle de quatre fois le plafond de la sécurité sociale. Sous ce dernier régime, la retraite complémentaire s'améliore encore entre soixante et soixante-cinq ans. Au regard des dispositions prises en faveur des travailleurs manuels, le législateur a voulu une certaine équité. Or, entre les deux régimes, apparaît une forte disparité à leur désavantage. Il serait alors judicieux de rechercher une harmonisation pour compenser cette différence de traitement entre les deux catégories. Pour les travailleurs manuels pourrait être trouvée une compensation soit sous forme d'allocation complémentaire, par exemple prise en charge par les Assedic, soit sous forme d'un appoint contractuel comme celui dont bénéficient les déportés, internés, anciens combattants et prisonniers de guerre. Il lui demande de bien vouloir lui préciser ses intentions en cette matière.

Marchés publics (réglementation).

256. — 13 juillet 1981. — **M. Claude Wolff** appelle l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget**, sur l'application de l'article 321 du code des marchés publics qui prévoit qu'il peut être traité, en dehors des conditions fixées par le présent titre, sur mémoire ou sur simples factures les travaux, fournitures ou services dont la valeur présumée n'exécède pas la somme de 100 000 francs. Il lui précise que le problème concernant l'établissement des marchés négociés pour un même ensemble de travaux est souvent controversé dès lors qu'une opération divisée en plusieurs lots porte sur un montant global dépassant 100 000 francs, même si le montant de chacun de ces lots reste inférieur à ce seuil. Il ajoute qu'il existe une divergence de positions entre, d'une part, les comptables du Trésor qui appliquent la seule instruction en leur possession, à savoir l'instruction n° 131-447 M.O. de novembre 1972 qui stipule que, si les travaux « concernent un seul bâtiment en ouvrage, il faut considérer l'ensemble des travaux à commander quel que soit la nature des travaux », et la commission centrale des marchés, d'autre part, qui se réfère à la circulaire n° 49 du 28 février 1956 du ministre de l'intérieur qui prévoit que, « si au contraire les travaux sont répartis par lots confiés à des entrepreneurs différents, c'est le montant global par entreprise des dépenses prévisibles qui doit être pris en considération. Dans ce cas, aucun des lots n'atteignant le seuil au-dessus duquel la conclusion d'un marché est obligatoire, chacun des lots pourra être traité sur mémoire ou sur simple facture » (texte paru dans la revue des finances communales et de formation permanente des personnels communaux, n° 10, d'octobre 1980). Il lui demande donc quelle doit être la conduite que doivent tenir les maires et les comptables du Trésor en la matière.

Transports urbains (R.A.T.P. : tarifs).

257. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur la discrimination dont sont victimes les usagers du métro dans les banlieues ouvrières de Gennevilliers, Asnières, Villeneuve-La Garenne. En effet, la prolongation de la ligne n° 13 jusqu'à Gennevilliers, imposée

par la lutte et attendue pendant plusieurs années, s'est traduite par les usagers par le paiement d'un supplément de tarif, pour une seule station supplémentaire, pour quelques centaines de mètres. C'est en fait un véritable impôt supplémentaire sur le franchissement de la Seine. Les habitants de Gennevilliers, Asnières, Villeneuve-La Garenne déjà pénalisés par leur situation dans la boucle de la Seine doivent supporter des frais de transports deux fois plus élevés : c'est la double tarification des transports. Il en est de même pour Saint-Denis. Cette double tarification est inacceptable. Il lui demande s'il compte prendre les dispositions qui permettraient de rapporter cette injustice.

Métaux (entreprises : Hauts-de-Seine).

258. — 13 juillet 1981. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalls attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation de Creusot-Loire-Entreprise à Suresnes. En effet, pour la troisième fois en deux ans, une diminution de personnel est envisagée. Ainsi diverses modalités ont été précisées devant le comité d'entreprise réuni en assemblée générale, pour aboutir à une réduction des effectifs sans amorce de redressement. Ce dossier a été repoussé par la plupart des organisations syndicales représentatives, ceci d'autant plus qu'il avait été instruit par le patronat en accord avec le gouvernement précédent et sans consultation des travailleurs. Depuis le 10 mai dernier, la situation a changé. C'est pourquoi, elle lui demande : 1° de bloquer le dossier actuel et les licenciements que la direction de l'entreprise envisage ; 2° d'ouvrir dans les meilleurs délais des négociations tripartites — syndicats-patronat-ministères — afin d'examiner un plan de relance sans diminution d'effectifs.

Métaux (entreprises : Hauts-de-Seine).

259. — 13 juillet 1981. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalls attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation de Creusot-Loire-Entreprise à Suresnes. En effet, pour la troisième fois en deux ans, une diminution de personnel est envisagée. Ainsi diverses modalités ont été précisées devant le comité d'entreprise réuni en assemblée générale, pour aboutir à une réduction des effectifs sans amorce de redressement. Ce dossier a été repoussé par la plupart des organisations syndicales représentatives, ceci d'autant plus qu'il avait été instruit par le patronat en accord avec le gouvernement précédent et sans consultation des travailleurs. Depuis le 10 mai dernier, la situation a changé. C'est pourquoi elle lui demande : 1° de bloquer le dossier actuel et les licenciements que la direction de l'entreprise envisage ; 2° d'ouvrir dans les meilleurs délais des négociations tripartites — syndicats-patronat-ministères — afin d'examiner un plan de relance sans diminution d'effectifs.

Politique extérieure (République démocratique allemande).

260. — 13 juillet 1981. — M. Georges Hage attire l'attention de M. le ministre des relations extérieures sur les accords consulaires et culturels France-République démocratique allemande signés en juin 1980. Ils ont été ratifiés par le Parlement de la République démocratique allemande dès juillet 1980. Leur ratification par notre Assemblée nationale sera incontestablement un pas positif vers l'approfondissement des rapports entre nos deux pays. En conséquence, il lui demande de bien vouloir préciser ses intentions quant à l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de ce projet de ratification.

Motels électriques et électroniques (entreprises : Hauts-de-Seine).

261. — 13 juillet 1981. — M. Parfait Jans attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation de l'entreprise Comsip entreprise, 44, avenue du Château, 92506 Rueil-Malmaison, passée sous le contrôle de la C. G. E. E. (Alstom) depuis juillet 1980. En novembre 1980, l'inspection du travail de Rueil-Malmaison avait autorisé le licenciement de 237 personnes sur les 267 demandés par la direction de l'entreprise. Le prétexte invoqué de « raisons économiques » apparaissait d'autant moins valable que, depuis, l'entreprise a augmenté son chiffre d'affaires de 18 p. 100 et a réembauché de nouveaux salariés. Après une demande d'expertise faite par le comité d'établissement, si un expert juridique a été nommé en janvier 1981, aucun rapport n'a été déposé depuis, laissant ainsi entérier dans les faits les licenciements. De plus, il est évident, après un examen rapide, que cela a été l'occasion de licencier la majorité des délégués du personnel C. F. D. T., C. G. C., et notamment C. G. T. Il lui demande donc ce qu'il entend faire pour la réintégration des délégués du personnel et le réexamen des licenciements abusivement autorisés.

Logement (politique du logement : Ile-de-France).

262. — 13 juillet 1981. — M. Parfait Jans attire l'attention de M. le ministre de l'urbanisme et du logement sur les problèmes des logements d'office dans les communes ayant appartenu à l'ancien département de la Seine. En effet, le code de la construction et de l'habitation prévoit dans son article L. 611-1 que « sur proposition du service municipal du logement et, sauf dans les communes de l'ancien département de la Seine, après avis du maire, le préfet peut procéder, par voie de réquisition, pour une durée maximum d'un an renouvelable, à la prise de position partielle ou totale des locaux à usage d'habitation vacants, inoccupés ou insuffisamment occupés en vue de les attribuer aux personnes mentionnées à l'article L. 611-2 ». L'exclusion de cette disposition des communes de l'ancien département de la Seine passe par le fait que ces villes ne peuvent disposer d'un service municipal du logement comme le stipule l'article L. 621-4. Cet article institue, pour ces communes, un service du logement départemental ainsi qu'un comité consultatif municipal du logement dont la composition est fixée par décision administrative. Il exclut par là même ces communes des dispositions de l'article R. 611-6 qui permet un réel recensement de l'état du logement dans une commune. Il l'informe qu'à sa connaissance il n'existe aucun comité consultatif municipal du logement dans le département des Hauts-de-Seine. On peut même se demander s'il existe des services départementaux du logement dans la région parisienne. Pourtant, le problème du logement est grave et urgent dans la région parisienne ; les constructions ne pourront répondre immédiatement aux besoins. Sans pouvoir régler les problèmes de fond, le droit de réquisition serait tout d'abord un moyen de connaître l'état exact du logement dans chaque commune et de résoudre des situations locales, en sachant que des centaines de milliers de logements sont vides dans notre région et qu'ainsi, dans la quatrième circonscription des Hauts-de-Seine, environ 3 500 logements sont inoccupés. Compte tenu de la volonté du Gouvernement de mener une nouvelle politique du logement en France, volonté réaffirmée par le Président de la République lors de son allocution au salon du logement le 30 avril 1981 ; compte tenu de la volonté de ce même Gouvernement de mettre fin à la tutelle des préfets sur les collectivités locales, les dispositions restrictives citées deviennent anachroniques ; il serait souhaitable que les dispositions prévues à l'article L. 611-1 soient rétablies dans les communes ayant appartenu à l'ancien département de la Seine, étant entendu que ce rétablissement passe par le droit de mettre sur pied un service municipal du logement et donc la suppression des dispositions de l'article L. 621-4. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que soient étendues aux communes ayant appartenu à l'ancien département de la Seine les possibilités offertes aux autres communes de France.

Logement (H. L. M. : Ile-de-France).

263. — 13 juillet 1981. — M. Parfait Jans attire l'attention de M. le ministre de l'urbanisme et du logement sur les conditions d'attribution des logements des organismes d'habitations à loyer modéré dans la région parisienne. En effet, l'arrêté du 1^{er} octobre 1968 impose aux organismes H. L. M. de réserver, dans chaque programme locatif, 30 p. 100 des logements à des candidats issus de listes présentées par le préfet, le solde des logements restants dévoluant à l'organisme constructeur. Se situant dans le cadre de la tutelle centralisatrice, cette prérogative accordée aux préfets pénalise les organismes constructeurs et les collectivités locales, en leur retirant le droit d'attribution d'une partie importante de leur patrimoine. En outre, elle sanctionne particulièrement les efforts des collectivités locales soucieuses de réaliser d'importants programmes de logements sociaux. De même, cette disposition, en retirant une part importante des attributions de la compétence des collectivités locales, éloigne des décisions ceux qui sont le mieux à même de connaître les besoins et les priorités en logement de la population. Compte tenu de la volonté du Gouvernement de mettre fin à la tutelle des préfets sur les collectivités locales, de rénover et développer les institutions du logement social, ce mode d'attribution devient anachronique. Il serait souhaitable de supprimer le droit d'attribution par les préfets de 30 p. 100 des logements des organismes d'habitations à loyer modéré en région parisienne. Les conseils d'administration de ces organismes devraient disposer du droit d'attribution de la totalité des logements de leur patrimoine. Aussi, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à l'ancienne réglementation des attributions des logements à loyer modéré en région parisienne.

Aide sociale (bureaux d'aide sociale).

264. — 13 juillet 1981. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le mode de désignation des membres des commissions administratives des bureaux d'aide sociale. En effet, le décret n° 55-191 du 2 février 1955 fixe ainsi leur composition : outre le maire, président, quatre membres élus par le conseil municipal ou le syndicat des communes, quatre membres nommés par le préfet ou le sous-préfet. Compte tenu de la volonté du Gouvernement de mettre fin à la tutelle des préfets sur les collectivités locales, ce type de désignation des commissions administratives des bureaux d'aide sociale est désormais anachronique. Il serait souhaitable que les commissions administratives des bureaux d'aide sociale soient composées, outre le maire, président, de quatre élus émanant du conseil municipal ou du syndicat des communes de rattachement du bureau d'aide sociale et de quatre personnalités désignées par cet organe délibérant choisies pour leur attachement et leur activité dans le domaine social. Aussi, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'elle compte prendre pour mettre fin à l'ancienne méthode de désignation des commissions administratives des bureaux d'aide sociale.

Logement (H. L. M.).

265. — 13 juillet 1981. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur le mode de désignation des administrateurs des offices H.L.M. Le décret n° 78-213 du 16 février 1978 fixe ainsi leur composition : six membres élus par l'organe délibérant de la collectivité locale de rattachement de l'office ; deux membres dont un désigné par les conseils d'administration de caisses d'épargne, un désigné par les conseils d'administration des caisses d'allocations familiales ; dix membres nommés par le préfet du département ; deux membres élus par les locataires. Compte tenu de la volonté du Gouvernement de mettre fin à la tutelle des préfets sur les collectivités locales, ce type de désignation des conseils d'administration d'office H.L.M., marqué par l'autoritarisme et le centralisme, est désormais anachronique. Il serait souhaitable que les conseils d'administration des offices H.L.M. soient composés : d'un tiers de membres émanant de l'organe délibérant de la collectivité locale de rattachement de l'office ; d'un tiers de membres choisis par et parmi les locataires de l'office ; d'un tiers de membres choisis parmi des personnalités attachées au logement social et désignés par la collectivité locale de rattachement de l'office. Aussi, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à l'ancienne méthode de désignation des conseils d'administration d'offices H.L.M. afin de démocratiser une des institutions du logement social.

Sécurité sociale (personnel).

266. — 13 juillet 1981. — **M. Daniel Le Meur** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les faits suivants : un « accord » salarial a été conclu le 14 mai dernier entre l'Ucauss (union nationale des caisses de sécurité sociale) et les organisations syndicales, à l'exception de la C.G.T. qui le trouvait nettement insuffisant. Cet accord prévoyait entre autres une augmentation des salaires de 3,5 p. 100 à dater du 1^{er} juin 1981. Comme prévu par les textes conventionnels, il fut soumis à l'approbation du ministère. Accord lui a été donné. Toutefois une modification importante y a été apportée : l'augmentation ne prendrait effet qu'à partir du 1^{er} juillet 1981. Cette décision, prise en dehors de toute concertation, suscite un profond mécontentement parmi les employés et cadres de la sécurité sociale de Saint-Quentin (Aisne). Cette augmentation, même si elle prenait effet à partir du 1^{er} juin, est en deçà de la hausse des prix telle qu'elle a été reconnue par l'indice officiel. Il lui demande quelles dispositions elle compte prendre pour que cet accord soit ratifié dans le respect des termes conclus entre les différents partis le 14 mai 1981.

Postes et télécommunications (timbres).

267. — 13 juillet 1981. — **M. Louis Odru** attire l'attention de **M. le ministre des P.T.T.** sur la demande qu'il a déjà formulée que soient émis un timbre-poste consacré aux savants Irène et Frédéric Joliot-Curie et un autre commémorant le quarantième anniversaire des fusillés de Châteaubriant. Ces propositions ont été repoussées sous des prétextes divers par les précédents gouvernements. Il lui demande de les faire examiner à nouveau et d'intervenir afin qu'elles soient prises en considération.

Papiers et cartons (entreprises : Seine-Saint-Denis).

268. — 13 juillet 1981. — **M. Louis Odru** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de la société Catel et Farcy, située 28, rue du Progrès, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Les 125 travailleurs qui y sont employés viennent d'être informés de la mise en règlement judiciaire de la société, ce qui entraînerait le licenciement de l'ensemble du personnel le 30 juin prochain. Les difficultés que connaît cette entreprise sont liées à des problèmes de trésorerie dans lesquels la Banque nationale de Paris porte une part de responsabilité puisqu'elle vient de retirer son financement. Catel et Farcy fabrique pour l'essentiel des enveloppes et les commandes ne manquent pas. Environ 75 p. 100 de ses marchés sont constitués par des administrations publiques (P.T.T., sécurité sociale, ministère de l'intérieur, banques nationales, etc.). Il lui demande d'intervenir rapidement afin d'empêcher le licenciement des 125 salariés et pour que continue l'activité de cette entreprise parfaitement viable, dans une ville déjà durement touchée par la désindustrialisation et le chômage.

Sécurité sociale (U. R. S. S. A. F. : Ile-de-France).

269. — 13 juillet 1981. — **M. Louis Odru** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les problèmes existant à l'U.R.S.S.A.F. de la région parisienne, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Des actions diverses ont lieu actuellement, notamment dans le personnel des services Immatriculation et contentieux et Public-contentieux. Les techniciens du service 221 Immatriculation demandent à passer au niveau 5 de la classification ; ils réclament la création d'une équipe volante en permanence et l'amélioration des conditions de travail (faute d'effectifs suffisants, 18 000 lettres sont en stock). Le personnel des services contentieux demande une augmentation générale des effectifs dans toutes les catégories (présentement quinze stagiaires rédacteurs ayant réussi leur examen sont sans poste). Au service public contentieux, des attentes de une à trois heures sont imposées au public qui se présente. Le comité d'entreprise, les organisations syndicales, le personnel demandent à être informés des projets de la direction de l'U.R.S.S.A.F. concernant la fusion des régimes prévus pour début 1982 et l'introduction de l'informatique. Sur l'ensemble des problèmes existant à l'U.R.S.S.A.F., les organisations syndicales réclament l'engagement de négociations avec la direction. Il lui demande de bien vouloir intervenir pour que s'ouvrent les négociations direction-organisations syndicales dans le but d'améliorer les conditions de travail et de traitement du personnel de l'U.R.S.S.A.F. au service de la sécurité sociale.

Droits d'enregistrement et de timbre (taxes sur les véhicules à moteur).

270. — 13 juillet 1981. — **M. Vincent Porelli** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation de nombreux pratiquants de la moto qui ne se sont pas, pour 1981, acquittés du paiement de la « vignette ». Le principe de la suppression de cette taxe vient récemment d'être pris, ce qui répond à l'attente des motards. Il subsiste cependant un problème : de nombreux motards se sont vu infliger des contraventions pour défaut de vignette. Continuant de répondre à l'appel de leur syndicat, ils refusèrent alors d'acquitter ces contraventions. Les poursuites engagées par l'administration fiscale se concrétisent à présent par des menaces de saisies-arrêts sur salaires. Plusieurs dizaines de cas ont d'ores et déjà été recensés. A l'évidence, il ne semble pas juste que ces usagers de la moto continuent d'être poursuivis et condamnés à payer cette taxe, même si l'application de cette décision gouvernementale n'intervient que pour la vignette 82. En conséquence, il lui demande : 1^o d'ores et déjà, de prendre des mesures permettant de régler ce problème à l'occasion de la prochaine loi d'amnistie qui va être débattue au Parlement ; 2^o quelles mesures il entend prendre pour la période de 1981 qui ne sera pas couverte par la loi d'amnistie.

Droits d'enregistrement et de timbre (taxes sur les véhicules à moteur).

271. — 13 juillet 1981. — **M. Vincent Porelli** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur la situation de nombreux pratiquants de la moto qui ne se sont pas, pour 1981, acquittés du paiement de la « vignette moto ». Les motards se félicitent de la suppression de cette taxe indue contre laquelle ils ont lutté avec le soutien des élus de gauche, depuis son instauration. Néanmoins, la mise en application des décisions gouvernementales n'interviendra que pour la vignette 1982. Il subsiste pour l'heure un problème : de nombreux motards, répondant au

mot d'ordre de boycott lancé par leur fédération, ne se sont pas acquittés de la vignette 1981 et de ce fait ont été l'objet de contraventions qu'ils refusèrent d'acquitter. Aujourd'hui les poursuites engagées par l'administration fiscale se concrétisent par des menaces de saisies-arrêts sur salaires. Plusieurs dizaines de cas ont d'ores et déjà été recensés. A l'évidence, il ne semble pas juste que les usagers de la moto continuent à être contrôlés et sanctionnés pour une taxe dont le principe de la suppression a été retenu. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour régler ce problème et s'il n'entend pas recommander aux forces de police de suspendre le contrôle des vignettes motos.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : produits agricoles et alimentaires).*

272. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Debré** signale à **Mme le ministre de l'agriculture** la situation extrêmement préoccupante provoquée à la Réunion par l'insuffisance du prix de base de la tonne de canne fixé par le Gouvernement, compte tenu de la hausse importante des coûts de production. Il lui demande si elle n'estime pas nécessaire de prendre d'urgence des dispositions pour qu'intervienne une solution acceptable et que soit ainsi évité tout risque de trouble grave.

Relations extérieures : ministère (structures administratives).

273. — 13 juillet 1981. — **M. Xavier Deniau** demande à **M. le Premier ministre** quel sens il convient de donner au changement d'appellation du ministre des affaires étrangères qui porte désormais celle de ministre des relations extérieures.

Lait et produits laitiers (lait).

274. — 13 juillet 1981. — **M. Xavier Deniau** rappelle à **Mme le ministre de l'agriculture** qu'à la suite des travaux du conseil des ministres de l'agriculture des Communautés économiques européennes qui s'est tenu au début du mois d'avril la hausse moyenne des prix agricoles en France devait être de 12,2 p. 100 avec une hiérarchie nettement plus favorable aux produits animaux. C'est ainsi que le prix d'orientation et d'intervention de la viande bovine devait augmenter de 12,80 p. 100 en deux étapes (10,3 p. 100 le 6 avril et 2,5 p. 100 le 15 décembre). De même, le prix indicatif du lait devait augmenter de 11,80 p. 100 en une fois, le 6 avril. Compte tenu de l'augmentation de 0,5 p. 100 de la taxe de coresponsabilité à laquelle sont assujettis les producteurs de lait, la hausse du prix indicatif du lait se trouvait donc ramenée à 11,3 p. 100. Il semble qu'en fait les producteurs de lait n'aient perçu qu'une augmentation moins importante. Il lui demande : 1° Quel a été le pourcentage réel d'augmentation du prix du lait et, si celui-ci est inférieur à 11,3 p. 100, quelles en sont les raisons, compte tenu des accords conclus au début du mois d'avril ; 2° quelles mesures elle compte prendre à cet égard, au besoin par le plan national, pour assurer aux producteurs de lait une rémunération convenable.

Armée (casernes, camps et terrains).

275. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Godfrain** rappelle à **M. le Premier ministre** qu'en 1970, le Gouvernement, sur demande de l'état-major et les conseils municipaux de la région ayant souhaité une utilisation intensive du camp existant de La Cavalerie, sur le plateau du Larzac, il fut décidé d'étendre ce camp. Depuis, la déclaration d'utilité publique relative à cette extension a provoqué des réactions locales contradictoires. Les entreprises commerciales, artisanales et industrielles ont décidé d'embaucher et d'investir pour répondre aux commandes importantes de l'armée et du génie. Par contre des manifestations diverses avec participation d'éléments locaux ou extérieurs à l'Aveyron et même à la France ont eu lieu. Le conseil général de l'Aveyron, sur avis des organisations professionnelles agricoles, a approuvé, le 24 février 1981, un accord tendant au règlement du problème dans le respect des intérêts locaux et des besoins de la défense nationale. Récemment, le conseil des ministres, sans aucune consultation des élus locaux, a décidé d'arrêter le projet d'extension. Certains propos injustifiables ont qualifié l'armée française « d'armée d'occupation ». Bien évidemment, l'auteur de cette question, en sa qualité de député de l'Aveyron, ne peut que rejeter cette expression. Il ne souhaite pas que les activités agricoles sur le plateau soient gênées ni que le Gouvernement se déjoue. Par contre, il est indispensable que celui-ci prenne conscience des graves perturbations économiques qu'entraîne cette décision. Il lui demande : 1° Si un plan économique d'équipement est prévu pour se substituer à la perte de ressources qui résul-

tera de cette décision sur le plan régional ; 2° si un régiment complet restera stationné dans le camp actuel ; 3° 440 propriétaires ont déjà vendu librement depuis 1970 aux domaines et d'autres sont prêts à le faire si la poursuite de telles ventes de terres est prévue pour l'avenir.

Enseignement secondaire (personnel).

276. — 13 juillet 1981. — **M. Paul Duraffour** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les injustices qui résultent du barème de mutation des professeurs agrégés et certifiés vis-à-vis des professeurs titulaires célibataires. Le système actuel de bouffication ne permet pas en effet de tenir compte des préoccupations légitimes des célibataires telles que le rapprochement de leur famille. Il lui demande en conséquence s'il ne conviendrait pas de modifier ce barème de telle sorte que soit par exemple attribuée une bouffication de cinq points en cas de séparation de la famille à partir de la sixième année de séparation.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

277. — 13 juillet 1981. — **M. Paul Duraffour** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur les difficultés rencontrées par les centres de soins infirmiers. Outre les soins infirmiers traditionnels, ces centres se sont attachés à développer des actions de prévention et d'éducation sanitaires ainsi que des services de soins à domicile pour les personnes âgées. Cette action se poursuit en dépit des nombreuses mesures discriminatoires dont ils souffrent, notamment : 1° L'application d'abattements de 7 p. 100, 10 p. 100 et 13 p. 100 sur les tarifs de base ; 2° le refus d'indemniser les actions de prévention et d'éducation sanitaire ; 3° l'exclusion des centres de soins infirmiers de toute négociation portant sur la nomenclature des actes et sur les tarifs ; 4° le délai de probation de six mois imposé à un centre de soins infirmiers réunissant toutes les conditions pour passer à une catégorie supérieure ; 5° la nécessité, en vertu du décret du 8 mai 1981, d'une consultation des organisations syndicales d'infirmiers libéraux avant toute autorisation de création d'un service de soins à domicile. Conformément aux engagements pris par le Président de la République de supprimer les abattements par décret, il lui demande dans quels délais interviendront les textes réglementaires définissant les modalités de suppression des abattements sur tarifs et situant les centres de soins infirmiers à leur véritable place dans le réseau des services de santé. Il attire son attention sur le fait que la publication de ces textes présente un caractère d'urgence si l'on veut éviter l'asphyxie financière de ces centres.

Transports maritimes (politique des transports maritimes).

278. — 13 juillet 1981. — **M. Alain Madelin** fait part à **M. le ministre de la défense** du vœu de la commission maritime du C. E. L. I. B. demandant que le *Belem* soit maintenu en Bretagne et mis en état de naviger afin d'emmener en croisière de nombreux Français. Il lui rappelle que son prédécesseur, **M. Yvon Bourges**, avait encouragé les caisses d'épargne à acquérir le *Belem* et que son objectif avait été de permettre de disposer du *Belem* et de le faire naviguer, en particulier au bénéfice des élèves de l'école navale et de l'école de la flotte ainsi qu'au bénéfice des jeunes notamment dans le cadre des actions envisagées par les caisses d'épargne. En conséquence, il lui demande pourquoi le projet de convention établi par son prédécesseur en ce sens n'est toujours pas signé et quelles mesures il compte prendre pour que le *Belem* ne soit pas réduit à un rôle de navire-musée mais maintenu en état de naviger.

Emploi et activité (pacte national pour l'emploi).

279. — 13 juillet 1981. — **M. Roger Lestas** expose à **M. le ministre du travail** que, pour pouvoir bénéficier de la prise en charge par l'Etat des cotisations sociales patronales, au titre des contrats emploi-formation ou des stages pratiques en entreprise, l'employeur doit engager des jeunes gens âgés de moins de vingt-six ans et qui ont, depuis moins d'un an à la date de leur embauche, cessé leurs études scolaires ou universitaires, leur apprentissage, leur participation à un stage de formation professionnelle continue, ou achevé leur service national. Un certain nombre de jeunes libérés des obligations militaires ou des études depuis plus d'un an et n'ayant pas pu, pour des raisons indépendantes de leur volonté trouver d'employer plus tôt sont ainsi pénalisés. Il lui demande si, à l'occasion de la mise en place du prochain pacte pour l'emploi, un assouplissement de la réglementation ne pourrait être envisagé.

Commerce extérieur (réglementation des échanges).

280. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Brocard** expose à **M. le ministre du commerce extérieur** que la nouvelle réglementation des échanges soumet les entreprises exportatrices à une paperasserie peu conforme à une bonne pratique de leurs affaires. C'est ainsi que l'obligation désormais imposée aux exportateurs facturant en devises pour des sommes supérieures à 50 000 francs et ne bénéficiant pas d'une garantie Coface, de céder ces devises ou de les vendre à terme dans le délai impératif d'un mois à compter de la date d'expédition, pénalise lourdement les sociétés industrielles et commerciales, petites et grandes; c'est en particulier le cas de très nombreuses moyennes entreprises du département de Haute-Savoie. De telles mesures risquent d'alourdir les trésoreries déjà mises à mal par le renchérissement excessif du crédit et entraînent un certain nombre de dangers sur les changes. Le refus de facturer en devises revient en fait à perdre d'importants marchés au profit de nos concurrents européens, américains ou japonais. L'exportation constituant pour notre pays un impératif essentiel, il lui demande que, dans un climat de liberté et de confiance, les mesures récemment adoptées soient supprimées ou du moins atténuées.

Taxe sur la valeur ajoutée (tour).

281. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Brocard** expose à **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget**, que la mesure prévue tendant à faire passer le taux de la T.V.A. de 7 p. 100 à 17,6 p. 100 sur les hôtels quatre étoiles constitue une injustice flagrante. En effet la hausse du taux de la T.V.A. devrait se traduire par une augmentation des prix de 10,6 p. 100, mais les hôteliers se trouvent déjà engagés auprès de leurs clients par des réservations à prix ferme depuis plusieurs mois et ne peuvent modifier leurs tarifs; ils seront dans l'impossibilité de supporter une telle surcharge fiscale. Par ailleurs, toute hausse excessive des prix entraînerait une perte de compétitivité tant au niveau national face à des établissements de catégorie inférieure qu'au niveau international. Enfin, les recettes fiscales attendues de cette mesure seront faibles, puisque 50 p. 100 du chiffre d'affaires de ces hôtels quatre étoiles proviennent de la restauration où le taux est déjà de 17,60 p. 100. La chute de l'activité diminuera en conséquence l'assiette de l'impôt et la perte de clientèle étrangère se traduira par des rentrées moins fortes de devises et une aggravation du solde des paiements. Il lui demande que cette mesure fiscale soit annulée ou du moins reportée au 1^{er} janvier 1982.

Pensions de réversion (conditions d'attribution).

282. — 13 juillet 1981. — **M. André Audnot** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur les conditions d'attribution de la pension de réversion. Selon un calcul récent, 14 p. 100 des femmes se sont vu refuser cet avantage soit que leurs ressources dépassent le plafond trimestriel fixé, soit qu'elles n'aient pas été à la charge de leur mari, soit que la durée du mariage ait été inférieure à deux ans.

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : produits agricoles et alimentaires).

283. — 13 juillet 1981. — **M. Marcel Esdras** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la société d'économie mixte qui assure l'exploitation de l'usine de Grande-Anse de Marie-Galante connaît un déficit de l'ordre de 700 millions de centimes. Cette société a été soutenue jusqu'à présent par le conseil général et le redressement de cette situation catastrophique est aujourd'hui au-dessus des moyens financiers du département d'autant que pour permettre à l'usine d'atteindre la capacité de broyage optimum de 2 200 tonnes par jour il faudrait un effort de modernisation et d'équipement supplémentaire de l'ordre de 250 millions de centimes. Les difficultés de la société sont en grande partie dues aux conditions désastreuses de la présente récolte. En conséquence il lui demande quelles mesures il entend prendre pour faire face à une telle situation, l'activité sucrière étant la base de l'économie de l'île de Marie-Galante.

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : transports aériens).

284. — 13 juillet 1981. — **M. Marcel Esdras** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports** que la société d'économie mixte Air Guadeloupe qui assure la desserte aérienne entre la Guadeloupe proprement dite et les autres îles de l'archipel guadeloupéen connaît actuellement des difficultés financières aiguës, le déficit d'exploitation se chiffrant à plus de trois cents millions de centimes. Cette

société risque d'être acculée au dépôt de bilan, ce qui mettrait au chômage 120 employés et compromettrait gravement le transport entre les îles et l'archipel guadeloupéen. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend envisager pour préserver le principe de continuité territoriale et permettre le maintien de ce service public. Il ajoute que contrairement à ce qui se passe en Polynésie et en Corse ce genre de service public n'est pas subventionné en ce qui concerne la Guadeloupe et qu'il y aurait lieu de réparer cette lacune après que la situation sera rétablie.

Radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio).

285. — 13 juillet 1981. — **M. Gilbert Gantier** demande à **M. le ministre de la communication** s'il ne pourrait pas envisager de créer une chaîne radiophonique diffusant de façon continue, en modulation de fréquence, de la musique classique enregistrée. Il lui précise, à cet égard, que l'existence de France-Musique ne ferait nullement double emploi avec une telle chaîne qui serait appréciée par un très grand nombre d'auditeurs et dont le coût de fonctionnement serait minime. Il rappelle enfin que de nombreux pays étrangers, et notamment les Etats-Unis, disposent pratiquement jour et nuit d'émissions de cette nature dont s'enorgueillissent à juste titre les habitants de New York et de San Francisco, par exemple.

Radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio).

286. — 13 juillet 1981. — **M. Gilbert Gantier** demande à **M. le ministre de la communication** quel est le nombre de chaînes de télévision nationales ou locales existant en France, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, en Italie, en Suisse. Quelle est la durée journalière d'émission de chacune d'entre elles et quelles sont, dans chacun des pays considérés, le nombre d'heures quotidiennes pendant lesquelles aucune émission n'est diffusée.

Enseignement (élèves).

287. — 13 juillet 1981. — **M. Gilbert Gantier** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, s'il n'est pas possible d'envisager d'utiliser les services de bénévoles pour renforcer la sécurité des enfants aux abords des écoles au moment de l'entrée et de la sortie des établissements scolaires. Cette solution pratique et peu coûteuse permettrait à des enseignants ou à des parents d'élèves de faire franchir les voies et avenues par les enfants dans les meilleures conditions possibles, déchargeant par là même la police urbaine, dont les effectifs ne sont pas extensibles à volonté, de cette lourde mais nécessaire sujétion.

Poste : ministère (personnel).

288. — 13 juillet 1981. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **M. le ministre des P.T.T.** sur le problème de la promotion des aides-techniciens au grade de technicien des installations dans les P.T.T. Malgré de nombreuses interventions, la direction générale des télécommunications n'envisage aucune modification des dispositions statutaires et se contente d'argumenter l'arrêt du recrutement des techniciens et le blocage des promotions par la mise en électronique des centraux qui doit entraîner une diminution importante des effectifs. Il constate que si la mise en place de la commutation électronique semble nécessiter moins d'interventions dans la technique même du système, le personnel technique est de plus en plus sollicité dans le cadre de la qualité du service. Par ailleurs, l'introduction généralisée de l'électronique a pour corollaire une formation plus poussée du personnel technique. Les aides-techniciens, qui ont su acquérir une longue expérience en matière de commutation et d'entretien des centraux, ont alors une raison toute légitime de demander une promotion interne pour leur catégorie. Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il compte prendre afin de rétablir pour cette catégorie de fonctionnaires leurs droits à une promotion.

Chauffage (chauffage domestique : Isère).

289. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie**, sur l'abandon récent par la municipalité grenobloise du projet de chauffage urbain par un réacteur nucléaire de type Thermos. Compte tenu du fait que la mise en place localisée de ce type de réacteur calogène constitue une innovation sur le plan

de l'utilisation de la chaleur et correspond à une volonté politique d'exploitation modérée et décentralisée de l'énergie nucléaire, il lui demande quelle portée il convient d'accorder à cette décision d'abandon : s'agit-il d'une condamnation de ce type de réacteur pour des raisons de risque technologique ou de rentabilité économique et financière, ou bien faut-il voir là simplement une décision purement interne à la municipalité grenobloise, prise en considération de nécessités de gestion.

Parlement (fonctionnement des assemblées).

290. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** rappelle à **M. le ministre des P. T. T.** qu'au cours du débat budgétaire du 14 novembre 1980, le Gouvernement, à la suite d'un amendement de MM. Noir et Vivien, avait accepté la création d'une commission du suivi des expériences télématiques, permettant au Parlement d'assurer son droit de contrôle. Cette commission s'est réunie à diverses reprises et a commencé son travail par une analyse de l'expérience de Vélizy. Son président, avec l'accord des membres de la commission, a remis récemment un rapport au ministre des P. T. T. Il lui demande s'il peut d'ores et déjà dire s'il entre dans ses intentions d'accepter la mise en place d'une nouvelle commission du suivi des expériences télématiques, ou d'autres moyens permettant au Parlement de continuer à exercer sa mission de contrôle dans un domaine aussi important par ses aspects socio-culturels.

Sports (basket-ball).

291. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **Mme le ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports**, sur certaines dispositions du règlement de la fédération française de basket-ball. Ainsi les joueurs d'origine étrangère ayant acquis récemment la nationalité française se voient refuser le droit de s'inscrire, comme tout citoyen français, dans un club de basket et de participer aux compétitions nationales dès lors qu'ils avaient joué en France avant leur naturalisation. Il s'agit là d'une atteinte évidente et particulièrement grave aux droits liés à la citoyenneté française. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions elle pense prendre d'urgence pour faire cesser cette atteinte aux principes généraux du droit public, conférant à tout citoyen français un certain nombre de droits individuels et de libertés publiques ayant valeur supra-législatrice.

Enseignement secondaire (examens, concours et diplômes).

292. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les déclarations récentes du syndicat national des instituteurs et professeurs de collège concernant les directives diffusées par les sections régionales de Haute-Saône, Nord et Bouches-du-Rhône, recommandant à ses adhérents de ne pas examiner les dossiers d'élèves de l'enseignement privé pour l'attribution du brevet des collèges et de ne pas siéger dans des jurys où figureraient des représentants de l'enseignement privé. Compte tenu des conséquences particulièrement préjudiciables pour les élèves scolarisés dans l'enseignement privé et de la signification de telles directives, il lui demande quelles sont ses intentions concernant ce problème et de quelle manière il entend garantir l'égalité des élèves pour l'attribution des brevets des collèges.

Crimes, délits et contraventions (sécurité des biens et des personnes : Bouches-du-Rhône).

293. — 13 juillet 1981. — **M. Hyacinthe Santoni** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, l'insécurité croissante qui règne dans le centre-ville de Marseille. Vols, agressions commis de jour et de nuit contre les personnes; actes de vandalisme, bagarres, tentatives de rackett dans les commerces et les établissements publics ou privés, attaque de touristes étrangers sur le port par des groupes souvent d'origine maghrébine; invasion des quartiers centraux par des bandes de jeunes oisifs qui sèment le trouble, etc. La population, et en particulier les personnes âgées, s'inquiète très vivement devant cette recrudescence de la violence et réclame une protection renforcée ainsi qu'une présence plus grande de la police. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de faire cesser cette situation de plus en plus insupportable pour nos concitoyens.

Agriculture (revenu agricole).

294. — 13 juillet 1981. — **M. Roland Vuillaume** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur certaines dispositions qu'il apparaît indispensables de mettre en œuvre sans tarder afin que les exploitants agricoles aient la garantie d'obtenir des revenus correspondant à leur travail. La hausse des coûts des produits nécessaires aux exploitations atteint, ces derniers mois, un niveau qui est à la limite du supportable, même en tenant compte d'une augmentation des prix à la production. C'est ainsi que le tourteau de soja a presque doublé de prix en un an. Des mesures sont donc tout d'abord nécessaires afin qu'une telle majoration des coûts des différents produits utilisés par les agriculteurs ne compromette pas le niveau des revenus de ceux-ci. Dans le secteur de la production laitière, il est urgent, d'autre part, que les prix définis dans le cadre de la communauté européenne soient effectivement appliqués au niveau des producteurs. Enfin, la hausse des taux d'intérêts doit être absolument jugulée afin que les exploitants puissent raisonnablement continuer à investir. Il lui demande de bien vouloir lui donner toutes précisions sur ses intentions d'action dans ces différents domaines.

Logement (amélioration de l'habitat).

295. — 13 juillet 1981. — **M. Roland Vuillaume** appelle l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur les conditions d'octroi des subventions de l'A.N.A.H. (agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) accordées aux propriétaires bailleurs de logements locatifs lorsqu'ils effectuent des travaux d'amélioration ou d'équipement de leurs immeubles. L'une de ces conditions précise que pour être subventionnables les logements en question doivent être à jour des taxes additionnelles au droit de bail (égales à 3,50 p. 100 des loyers), pour les deux années précédant la demande. Or, en zone rurale, il existe deux cas fréquents où les logements destinés à la location ne sont pas à jour de ces taxes : 1° le propriétaire ne les a pas acquittées par ignorance : en ville, elles sont appelées par les services des contributions ; en zone rurale, le propriétaire doit faire acte volontaire en demandant les imprimés ; 2° le logement était vide ou occupé jusqu'au décès par des parents usufruitiers donateurs : donc il n'était pas assujéti à cette taxe. Jusqu'au début de 1980, des dérogations étaient généralement accordées par la commission locale statuant sur l'octroi de ces subventions en secteur diffus, notamment dans le cas n° 2. Actuellement, en raison du manque de crédit, des directives très précises interdisent ces dérogations, entraînant le rejet de ces dossiers. Or, ce manque de crédit provient du développement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat qui sont des actions promotionnelles et qui permettent une très forte majoration de ces subventions (+ 80 p. 100) ainsi que l'accès à celles-ci des logements non loués jusqu'alors, donc non à jour des taxes. Les crédits sont d'ailleurs insuffisants aussi dans ce secteur. Les nouvelles conventions O.P.A.H. sont estimées à 3 000 000 de francs pour le Doubs, alors que les autorisations de crédits notifiées par l'A.N.A.H. en février 1981 s'élevaient à 1 800 000 francs seulement. Or, en secteur diffus, des besoins très importants existent : la zone rurale (moins de 2 000 habitants), pour sa part, a consommé 15 p. 100 des crédits en 1979 (30 p. 100 dans le Doubs). La société rurale n'est plus figée comme auparavant; des logements locatifs deviennent de plus en plus nécessaires, car l'emploi n'est plus lié au logement comme il l'était dans la société rurale traditionnelle qui était à majorité agricole. Il lui demande de bien vouloir envisager l'affectation de crédits, d'autre origine qu'une taxe additionnelle, pour l'A.N.A.H. destinés, d'une part, au déroulement normal des O.P.A.H. et, d'autre part, aux logements du secteur diffus non assujettis aux taxes avant le dépôt du dossier. Ces dispositions permettraient et encourageraient nombre de propriétaires de logements vides à les aménager et à les faire entrer dans le circuit tout en contribuant au développement du parc locatif en zone rurale, à la sauvegarde de l'habitat rural et à l'économie de constructions neuves. Dans ce cas, la subvention jouerait effectivement un rôle moteur, quitte à l'assortir d'un conventionnement des loyers en plus de l'engagement à louer pour dix ans normalement exigé.

Banques et établissements financiers (activités).

296. — 13 juillet 1981. — **M. Robert Wagner** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** d'examiner la possibilité d'instaurer une grande banque de l'industrie, comme il y a le crédit agricole, comme il y a eu le crédit foncier, pour la reconstruction immobilière après la guerre de 1914-1918. Cette banque serait destinée au financement des investissements industriels avec des taux très largement inférieurs à ceux du circuit bancaire.

Commerce extérieur (Asie).

297. — 13 juillet 1981. — **M. Robert Wagner** demande à **M. le Premier ministre** quelles mesures il compte prendre en faveur de l'industrie française pour empêcher les importations sauvages des produits venant des pays d'Extrême-Orient et autres pays à bas salaires et sans protections sociales.

Baux (boux d'habitation).

298. — 13 juillet 1981. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur les graves conséquences de l'application du décret n° 80-732 du 19 septembre 1980 qui modifie l'article 38 de la loi du 1^{er} septembre 1948. En effet, ce décret permet aux sociétés d'habitations à loyer modéré d'augmenter de façon considérable les charges locatives, notamment en inscrivant au titre de ces charges les frais de personnel d'entretien et de gardiennage des immeubles. Ces hausses, qui vont jusqu'à 100 p. 100 dans certains cas, sont d'autant plus abusives que les frais de personnel sont déjà compris dans le loyer ainsi que le précise la législation actuelle. Les conséquences en sont lourdes pour les locataires déjà soumis aux hausses régulières des loyers et à celles des charges de chauffage consécutives aux augmentations du fuel. De plus en plus nombreux sont les locataires qui avec leurs amicales manifestent leur volonté de voir ce décret abrogé. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour apporter satisfaction dans ce domaine aux centaines de milliers de familles, pour qui l'abrogation de ce décret serait une nouvelle concrétisation du changement.

Assurance maladie maternité (prestations en espèces).

299. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Combastell** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'injustice criante qui frappe, en cas de maladie, les travailleurs stagiaires dans une entreprise dans le cadre d'un stage au titre des pactes pour l'emploi. En effet, les indemnités journalières payées par la sécurité sociale en cas de maladie sont calculées à partir d'un salaire forfaitaire fixé à un chiffre ridiculement bas. C'est ainsi, par exemple, qu'une travailleuse, pour un stage de six mois dans une usine de Brive, en arrêt de maladie d'un mois, a été indemnisée sur la base d'un salaire journalier de 16,76 francs. Elle a donc perçu des indemnités journalières s'élevant à 3,38 francs. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas supprimer cette anomalie et décider, tant que persisteront ces stages dans le cadre du pacte pour l'emploi, que tout arrêt de maladie sera indemnisé sur la base du salaire réel perçu.

Automobiles et cycles (entreprises : Ille-et-Vilaine).

300. — 13 juillet 1981. — **M. André Duromés** rappelle à **M. le ministre du travail** les agissements de la direction des usines Citroën de l'agglomération rennaise (notamment) qui, par l'organisation patronale C.S.L. interposée et par pressions et menaces sur les travailleurs, instaure un climat tel que des libertés aussi fondamentales — libre choix de l'appartenance syndicale, libre expression des travailleurs lors des élections professionnelles — sont sans cesse bafouées au mépris de la loi. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que la démocratie soit respectée à l'intérieur de ces entreprises et mettre fin aux menées des milices patronales du genre C.S.L. Il lui demande également quelles dispositions il compte prendre pour que le déroulement des prochaines élections professionnelles (prévues normalement en septembre 1981) puisse se faire en dehors de toute pression ou intimidation.

Matériels électriques et électroniques (prix et concurrence).

301. — 13 juillet 1981. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les problèmes de concurrence entre les grandes surfaces et les petits commerces dans le domaine des appareils électroniques. Ainsi, un commerçant d'appareils électroniques de Levallois-Perret a acheté à la Société Thomson une télévision portable noir et blanc, 31 cm (référence T31812) qui lui revient, toutes taxes comprises, à 817,32 francs. Or, dans la même commune, le catalogue d'une grande surface, spécialisée dans les appareils électroniques, propose le même appareil au prix de 850 francs. La même constatation peut être faite pour une télévision couleur grand écran (référence 3058). Elle revient, toutes taxes comprises, à 3 858,80 francs au commerçant.

Elle est proposée à 4190 francs sur le catalogue de la grande surface. Le troisième exemple souligne un peu plus l'ampleur de ce problème. Un téléviseur couleur portable (référence 3902) lui revient, toutes taxes comprises, à 2 623,42 francs ; la grande surface, elle, le vend 2 500 francs. Les prix proposés au détaillant par le distributeur empêchent d'emblée que le commerçant puisse faire jouer les règles de la concurrence, sans que soient prises en compte la moindre marge bénéficiaire et ses charges, le prix toutes taxes comprises avoisinant ou dépassant même déjà le prix de vente de la grande surface. Le problème est donc bel et bien dans les prix de vente proposés par les distributeurs dont les tarifs discriminatoires empêchent la mise en place d'une concurrence commerciale. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre de faire cesser cette concurrence déloyale qui menace les petits commerces.

Matériels électriques et électroniques (prix et concurrence).

302. — 13 juillet 1981. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les problèmes de concurrence entre les grandes surfaces et les petits commerces dans le domaine des appareils électroniques. Ainsi, un commerçant d'appareils électroniques de Levallois-Perret a acheté à la Société Thomson une télévision portable noir et blanc, 31 cm (référence T31812) qui lui revient, toutes taxes comprises, à 817,32 francs. Or, dans la même commune, le catalogue d'une grande surface, spécialisée dans les appareils électroniques, propose le même appareil au prix de 850 francs. La même constatation peut être faite pour une télévision couleur grand écran (référence 3058). Elle revient, toutes taxes comprises, à 3 858,80 francs au commerçant. Elle est proposée à 4190 francs sur le catalogue de la grande surface. Le troisième exemple souligne un peu plus l'ampleur de ce problème. Un téléviseur couleur portable (référence 3902) lui revient, toutes taxes comprises, à 2 623,42 francs ; la grande surface, elle, le vend 2 500 francs. Les prix proposés au détaillant par le distributeur empêchent d'emblée que le commerçant puisse faire jouer les règles de la concurrence, sans que soient prises en compte la moindre marge bénéficiaire et ses charges, le prix toutes taxes comprises avoisinant ou dépassant même déjà le prix de vente de la grande surface. Le problème est donc bel et bien dans les prix de vente proposés par les distributeurs dont les tarifs discriminatoires empêchent la mise en place d'une concurrence commerciale. Il lui demande de lui faire connaître les réglementations économiques aptes à empêcher les distributeurs de pratiquer des prix discriminatoires qui faussent les règles de base de la concurrence commerciale et qui menacent directement les petits commerces.

Anciens combattants et victimes de guerre (retraite du combattant).

303. — 13 juillet 1981. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les difficultés rencontrées par les anciens combattants musulmans d'Afrique du Nord, titulaires de la carte du combattant, pour faire valoir leurs droits à la retraite du combattant. En effet, en raison de la non-reconduction d'un article dérogatoire de la loi de 1954, la demande de retraite formulée par nombre d'entre eux à soixante-cinq ans est frappée d'une décision de refus d'examen, même s'ils résidaient en France avant 1962. Quant à ceux qui résident en Algérie, ils bénéficiaient d'un taux forfaitaire annuel de 170 francs alors qu'il ne leur est accordé qu'un taux annuel réduit d'environ 35 francs s'ils viennent demeurer en France. Il faut noter que ces taux sont très nettement inférieurs au taux annuel de la retraite du combattant, fixé actuellement à 1 137,84 francs. Aussi, ces mesures discriminatoires dont sont victimes des anciens combattants ayant appartenu à l'armée française et qui sont titulaires de la carte du combattant, du fait de leur nationalité, motivent de leur part un mécontentement entièrement justifié. Or, le jugement n° 7660 rendu par le Conseil d'Etat le 13 octobre 1978 a spécifié que les anciens combattants des pays du Maghreb avaient droit aux mêmes pensions et retraites que tous les autres ayants droit. Cependant, l'administration compétente ne reconnaît à ce jugement qu'une valeur individuelle alors que la carte du combattant devrait donner les mêmes avantages à tous ceux qui en sont titulaires. Cette anomalie héritée du passé étant en contradiction avec la politique de justice et de réparation envers tous les anciens combattants définie par le Président de la République, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette discrimination et pour que tous les ayants droit perçoivent la retraite du combattant selon les conditions définies par la loi du 1^{er} janvier 1978.

Personnes âgées (établissements d'accueil).

364. — 13 juillet 1981. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** à propos des problèmes posés aux maisons de retraite à l'occasion de la transformation de lits pour invalides en lits de cure médicale. En effet, le prix des lits invalides comprend un supplément par rapport à celui payé par les pensionnaires valides ; ce supplément correspond aux frais d'intervention de l'équipe soignante, chargée du ménage et des soins, et ceux dus au renforcement du service entretien et blanchisserie. Lorsque les lits pour invalides sont transformés en lits de cure médicale, il se passe deux phénomènes. Tout d'abord, le forfait soins proposé par la sécurité sociale (49 francs) ne correspond pas à la différence de prix entre les journées invalides et valides (65,48 francs). Cela est dû en particulier au fait que le forfait sécurité sociale englobe uniquement le ménage et les soins, en les calculant d'ailleurs au plus juste. Ensuite, à l'occasion de ces transformations, le nombre de lits de cure créés reste inférieur à l'ancien nombre de lits invalides. Un important déficit apparaît alors dans le budget des maisons de retraite, ce qui impose de faire subir ces dépenses non couvertes par le forfait d'hébergement applicable à tous. C'est ainsi que l'on débouche sur une inflation du prix de journée d'hébergement qui, pour les pensionnaires valides, englobe des services non rendus. Cette augmentation pénalise particulièrement les familles des pensionnaires valides, qui pourtant, pour la plupart, paient déjà le tarif complet. Il serait souhaitable de demander aux directeurs départementaux de la sécurité sociale de pratiquer un « prix vérité » pour les lits de cure dans les maisons de retraite, afin d'éviter que s'opèrent des reports de charges sur certains pensionnaires. En conséquence, il lui demande donc quelles mesures elle compte prendre pour résoudre ces problèmes.

Assurance vieillesse : régime général (calcul des pensions).

305. — 13 juillet 1981. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur l'injustice dont sont l'objet des retraités dont la pension a été calculée sur les dix dernières années, alors que d'autres ont une retraite calculée sur les dix meilleures années. Il lui signale l'exemple de M. F., qui est bénéficiaire d'une pension de 6 500 francs par trimestre pour quarante-deux années de travail et l'exemple de M. R., ayant effectué le même nombre d'années de services dans la même usine, à la même qualification et au même emploi, et dont la pension trimestrielle est de 8 500 francs. Sans doute est-il impossible de reprendre l'ensemble des dossiers, mais ne pourrait-on calculer une moyenne de rattrapage des retraites ayant été calculées sur les dix dernières années et leur appliquer une indexation.

Enseignement secondaire (établissements : Rhône).

306. — 13 juillet 1981. — **M. Théo Vial-Massat** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le grave problème que pose la suppression de la section Monteur-poseur en technicien au L. E. P. Marc-Séguin, à Vénissieux, dans le Rhône. En effet, à la rentrée prochaine, le L. E. P. Marc-Séguin n'accueillera plus de jeunes en section Monteur-poseur en technicien, cette section étant transférée au L. E. P. de Caluire. Les enseignants et les parents d'élèves s'opposent à cette fermeture de section, unique dans l'académie, qui offre aux jeunes de Vénissieux et des environs la possibilité de choisir cette possibilité. Les débouchés qui existent et les besoins en formation dans cette discipline justifient aussi la présence de deux sections dans le département. C'est pourquoi, sans remettre en cause l'ouverture de la section Monteur-poseur en technicien au L. E. P. de Caluire, il lui demande de bien vouloir examiner la possibilité de maintenir la section Monteur-poseur en technicien au L. E. P. de Vénissieux.

Mutualité sociale agricole (cotisations).

307. — 13 juillet 1981. — **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** expose à **Mme le ministre de l'agriculture** que des mesures de relèvement des bas salaires ont été prises par le Gouvernement, mesures auxquelles ont été jointes des dispositions d'allègement sur les charges des salaires ne dépassant pas 120 p. 100 du S. M. I. C. ; c'est ainsi qu'à la date du 1^{er} juin 1981, le S. M. I. C. est augmenté de 15,20 francs à 16,72 francs de l'heure, soit une augmentation de 10 p. 100. En vue d'alléger l'impact de ce relèvement sur les trésoreries des entreprises et pour favoriser l'emploi, le Gouvernement a décidé une réfraction de 6,5 p. 100 sur les charges sociales afférentes à cette augmentation. L'application de cette disposition pose quelques problèmes. En effet, au lieu de ne retenir que le montant

horaire pour l'ouverture des droits, il semble que soit retenu l'ensemble des rémunérations mensuelles, primes et heures supplémentaires confondues. Il en résulte que la plus grande partie des exploitations seront exclues de cette mesure. En effet, de nombreuses conventions agricoles garantissent un certain nombre d'heures supplémentaires au printemps ou en été ; sans compter les périodes de grands travaux de printemps obligeant à un allongement des journées. De plus, les employeurs d'ouvriers anciens sont pénalisés. Des exemples chiffrés pourraient aisément être donnés. Par exemple, soit un salaire coefficient 110 : 173 h × 16,72 francs = 2 892 francs, 24 h × 20,90 francs = 501,60 francs = 3 p. 100 d'ancienneté = 101,82 francs, soit un total de 3 485,98 francs. Alors que la rémunération mensuelle maximum ouvrant droit à l'allègement est de 3 480 francs, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que l'esprit des mesures d'allègement soit respecté.

Départements et territoires d'outre-mer (Martinique : communes).

308. — 13 juillet 1981. — **M. Aimé Césaire** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation** (Départements et territoires d'outre-mer) la situation conflictuelle qui existe entre la ville de Fort-de-France et le département de la Martinique, situation résultant d'interprétations divergentes des règlements concernant les dépenses d'assistance médicale gratuite. Il signale que la ville de Fort-de-France inscrit régulièrement, et comme le veut la loi, à son budget primitif le contingent d'assistance fixé par le préfet, cette dépense figurant parmi les dépenses obligatoires. Il constate qu'en cours d'année, il est courant que le département, par la voix du préfet, réclame à la ville des sommes excédentaires, représentant parfois le double des sommes inscrites au budget, et que, pour les recouvrer, le préfet ait recours à la politique abusive du prélèvement d'office, cela, au risque de bouleverser l'équilibre budgétaire de la ville, puisque aussi bien aucune inscription budgétaire nouvelle ni n'a été demandée, ni n'a pu être faite. Il signale, par ailleurs, que les demandes préfectorales ne sont accompagnées d'aucune justification, d'aucun décompte, d'aucun état nominatif, et que, par des recouvrements divers, la ville de Fort-de-France a acquis la conviction et détient la preuve qu'il est de pratique courante d'imputer à Fort-de-France des dépenses d'assistance qui incombent en fait à d'autres communes du département du fait de la domiciliation des bénéficiaires. Il signale, en outre, que les services départementaux s'estiment dispensés de fournir à l'appui de leurs créances les pièces justificatives réglementaires : nom du malade, adresse, hôpitaux concernés, nature et durée des soins, etc. Il rappelle qu'il est de règle constante que le receveur municipal ne peut, sous sa responsabilité, payer les mandats « qui ne seraient pas accompagnés de toutes les pièces justificatives régulières et notamment des pièces apportant la justification du service fait » ; que, d'autre part, en cas de conflit et de procès (et c'est le cas), il n'est pas sans intérêt de rappeler la règle de comptabilité publique, savoir que « le Trésor demandeur a l'obligation de faire la preuve de l'existence et de la qualité de sa créance, exactement comme s'il avait procédé par voie d'assignation du défendeur lors de contestations d'états excédentaires » (S. Prieux, La comptabilité publique, 1953, p. 81, réglementation générale de la comptabilité publique, 29 décembre 1962, art. 89.) En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour obtenir des services de la D. D. A. S. S. de la Martinique comme des services de la préfecture qu'ils mettent un terme à des pratiques administratives illégales et arbitraires qui ne peuvent que créer à la ville de Fort-de-France des contraintes budgétaires insupportables, et qu'ils fournissent à la municipalité de Fort-de-France les pièces justificatives réclamées à bon droit.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

309. — 13 juillet 1981. — **M. Alain Mayoud** attire l'attention de **M. le ministre délégué chargé du budget**, sur les conséquences, particulièrement néfastes pour l'industrie touristique, de la mise en œuvre de mesures prises en conseil des ministres le 10 juin 1981 afin de financer diverses dispositions d'ordre social et consistant à augmenter de 7 à 17,6 p. 100 le taux de la T. V. A. applicable aux hôtels « 4 étoiles » et « 4 étoiles luxe ». Pour la région Rhône-Alpes notamment, cette majoration toucherait 61 établissements « 4 étoiles » et 18 établissements « 4 étoiles luxe », soit respectivement 3 604 et 1 108 chambres. Bien que d'un rapport très faible au niveau national (1 p. 100 du parc hôtelier français serait concerné), cette mesure aurait des effets pervers pour l'ensemble du secteur hôtelier dans la mesure où les hôtels de prestige génèrent de nombreuses activités secondaires, et, surtout, constituent des points d'attraction irremplaçables pour la clientèle étrangère et d'affaires dont il est permis de craindre la défection massive pour des établissements étrangers. Cela est particulièrement vrai

pour les régions au contact proche de pays limitrophes, et tout d'abord pour la région Rhône-Alpes, deuxième zone touristique et hôtelière de France. Dans ces conditions, il apparaîtrait plus sage de renoncer à cette mesure dont une application semblable, après la guerre, avait produit des résultats désastreux.

Assurance maladie maternité (cotisations).

310. — 13 juillet 1981. — **M. Alain Mayoud** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur le caractère très insuffisant des mesures relatives aux pluri-actifs dont l'une des activités ressort du régime des non-salariés non agricoles et qui sont venues atténuer l'application de l'article 11 de la loi du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale. En effet, le texte de loi prévoyait l'affiliation et la cotisation à chacun des régimes dont relevaient ces activités, les prestations restant dues par le régime correspondant à l'activité principale. Cette mesure avait soulevé la légitime indignation des petits propriétaires fonciers non agriculteurs et des personnes pour qui l'agriculture constituait une activité très secondaire. Mais les adoucissements alors apportés à leur situation — abattements en matière de prestations familiales et d'assurance vieillesse, comme pour les agriculteurs à titre exclusif ; exonération de cotisation Amexa en-dessous du seuil d'assujettissement au régime des exploitants agricoles à titre secondaire, lui-même relevé par la loi d'orientation — sont loin d'apporter une réponse satisfaisante. D'une part, subsiste une « cotisation de solidarité » au titre de l'assurance maladie, des prestations familiales et de l'assurance vieillesse qui maintient le caractère choquant de versements sans contrepartie de prestations. D'autre part, le seuil d'assujettissement au-delà duquel les cotisations sont dues à part entière reste, malgré les progrès accomplis, tout à fait insuffisant. Il lui demande quelles dispositions sont à l'étude pour apporter au plan des principes, comme au plan concret, une réponse rapide à des distorsions que la situation conjoncturellement critique de la sécurité sociale ne saurait justifier.

Assurance vieillesse : généralités (montant des pensions).

311. — 13 juillet 1981. — **M. Alain Mayoud** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la persistance d'inacceptables disparités dues à la loi du 31 décembre 1971 (n° 71-1132). En effet, selon que les retraités ont cessé leur activité avant ou après l'entrée en vigueur de cette loi, le taux de leur pension d'assurance vieillesse s'établit à un montant très différent, malgré quelques récents rattrapages forfaitaires, et défavorable aux pensionnés dont le dossier a été liquidé antérieurement au 1^{er} janvier 1972. Ainsi, une petite fraction, et qui va s'amenuisant, des retraités les plus âgés subit une injustice qui repose sur des considérations financières relatives à l'équilibre des caisses dont le caractère discutable hier devient totalement fallacieux aujourd'hui.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

312. — 13 juillet 1981. — **M. Alain Mayoud** attire l'attention de **M. le ministre du temps libre** sur les conséquences particulièrement néfastes pour l'industrie touristique, de la mise en œuvre des mesures prises en conseil des ministres le 10 juin 1981 afin de financer diverses dispositions d'ordre social et consistant à augmenter de 7 à 17,6 p. 100 le taux de la T.V.A. applicable aux hôtels « 4 étoiles » et « 4 étoiles luxe ». Pour la région Rhône-Alpes notamment, cette majoration toucherait 61 établissements « 4 étoiles » et 18 établissements « 4 étoiles luxe », soit respectivement 3 604 et 1 108 chambres. Bien que d'un rapport très faible au niveau national (1 p. 100 du parc hôtelier français serait concerné), cette mesure aurait des effets pervers pour l'ensemble du secteur hôtelier dans la mesure où les hôtels de prestige génèrent de nombreuses activités secondaires, et, surtout, constituent des points d'attraction irremplaçables pour la clientèle étrangère et d'affaires dont il est permis de craindre la défection massive pour des établissements étrangers. Cela est particulièrement vrai pour les régions au contact de pays limitrophes, et tout d'abord pour la région Rhône-Alpes, deuxième zone touristique et hôtelière de France. Dans ces conditions, il apparaîtrait plus sage de renoncer à cette mesure dont une application semblable, après la guerre, avait produit des résultats désastreux.

Commerce et artisanat (aide spéciale compensatrice).

313. — 13 juillet 1981. — **M. Alain Mayoud** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** s'il ne lui paraît pas nécessaire de décider la reconduction de l'aide spéciale compensatrice, par exemple jusqu'en 1985. Cette mesure, instituée par la loi n° 72-657

du 13 juillet 1972, et prorogée à titre provisoire pour l'année 1981, concerne de très nombreux commerçants et artisans. Les raisons qui ont poussé le législateur à la mettre en place restent très actuelles par le prolongement des méfaits des rapides mutations économiques de ce secteur d'activité (développement des grandes surfaces, ventes directes d'usines, etc.). En outre, le versement de cette aide peut constituer pour les bénéficiaires une incitation au départ dans des conditions décentes, par la constitution d'un pécule.

*Droits d'enregistrement et de timbre
(enregistrement : droits applicables aux sociétés).*

314. — 13 juillet 1981. — **M. Adrien Zeller** demande à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, s'il n'estime pas qu'il serait urgent de publier la circulaire administrative d'application du décret du 8 décembre 1980, n° 80-986, concernant le paiement fractionné sur cinq ans des droits d'enregistrement consécutifs à une donation d'entreprise.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : calamités et catastrophes).*

315. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** signale à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Départements et territoires d'outre-mer)** que des crédits prévus et promis au titre du F.E.O.G.A. pour la réparation des dégâts occasionnés à la voirie rurale et communale par le cyclone Hyacinthe ne sont toujours pas délégués. La campagne sucrière qui commence se déroulera donc dans des conditions déplorables, compte tenu des difficultés importantes que rencontrent les planteurs pour transporter leurs cannes à l'usine. C'est pourquoi il demande de lui faire connaître les dispositions qui seront prises pour pallier ces graves inconvénients.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : produits agricoles et alimentaires).*

316. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** signale à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Départements et territoires d'outre-mer)** la grande déception des planteurs de cannes de la Réunion lorsqu'ils ont appris le prix de la tonne de cannes livrée usine pour la campagne en cours. Ils le jugent inacceptable. En effet, avec étonnement, ils constatent que sa croissance est inférieure à celle qui a été obtenue en 1980, alors que, cependant, eux-mêmes ont eu à subir une augmentation des coûts de production sans aucune mesure avec l'augmentation octroyée. Confrontés à cette situation qui porte gravement atteinte à la fois à l'outil de production et au pouvoir d'achat des utilisateurs, ces agriculteurs ont décidé de cesser toute livraison de cannes aux usines. Ce qui place l'économie de la Réunion devant de graves difficultés économiques et sociales. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître les mesures que le Gouvernement compte prendre pour répondre à l'attente de ces travailleurs.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : produits agricoles et alimentaires).*

317. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** signale à **Mme le ministre de l'agriculture** la grande déception des planteurs de cannes de la Réunion lorsqu'ils ont appris le prix de la tonne de cannes livrée usine pour la campagne en cours. Ils le jugent inacceptable. En effet, avec étonnement, ils constatent que sa croissance est inférieure à celle qui a été obtenue en 1980, alors que, cependant, eux-mêmes ont eu à subir une augmentation des coûts de production sans aucune commune mesure avec l'augmentation octroyée. Confrontés à cette situation qui porte gravement atteinte à la fois à l'outil de production et au pouvoir d'achat des utilisateurs, ces agriculteurs ont décidé de cesser toute livraison de cannes aux usines. Ce qui place l'économie de la Réunion devant de graves difficultés économiques et sociales. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître les mesures que le Gouvernement compte prendre pour répondre à l'attente de ces travailleurs.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : calamités et catastrophes).*

318. — 13 juillet 1981. — **M. Jean Fontaine** signale à **Mme le ministre de l'agriculture** que des crédits prévus et promis au titre du F.E.O.G.A. pour la réparation des dégâts occasionnés à la voirie rurale et communale par le cyclone Hyacinthe ne sont tou-

jours pas délégués. La campagne sucrière qui commence se déroulera donc dans des conditions déplorables, compte tenu des difficultés importantes que rencontrent les planteurs pour transporter leurs cannes à l'usine. C'est pourquoi il demande de lui faire connaître les dispositions qui seront prises pour pallier ces graves inconvénients.

Enseignement secondaire (personnel).

319. — 13 juillet 1981. — **M. Paul Duraffour** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des principaux de collèges et de leurs adjoints faisant fonction de directeur de C.E.G. et de sous-directeur de C.E.S. au regard des dispositions du décret n° 81-482 du 8 mai 1981, fixant notamment leurs conditions de nomination et d'avancement. Il lui fait observer que ceux qui ont été inscrits sur la liste d'aptitude aux emplois de principal de C.E.S. au titre de l'année 1980 n'ont pu être définitivement nommés au cours de la dernière rentrée scolaire, en raison d'une disposition du décret n° 69-494 du 30 mai 1969 qui limite à un dixième des nominations celles dont peuvent bénéficier les candidats non licenciés d'enseignement. Or, le nouveau statut institué par le décret du 8 mai susvisé, prévoit d'une part, que nul ne peut être nommé à l'un des emplois de direction s'il n'a été préalablement délégué à plein temps pendant une année scolaire et s'il n'a accompli un stage en entreprise d'une durée qui ne peut être inférieure à six semaines ; d'autre part, les fonctionnaires nommés poursuivent leur carrière dans leur corps d'origine dans l'échelle qui leur est applicable. De fait, l'application du nouveau régime aux chefs d'établissement susmentionnés risque d'avoir pour effet de retarder leur nomination d'une année et d'empêcher l'alignement de leur rémunération sur celle des professeurs certifiés et qui est accordée aux principaux de C.E.S. En outre, reposant sur le principe discriminatoire de la rémunération en fonction du corps d'origine et non des tâches et des responsabilités assumées, le nouveau statut ne permettra plus le maintien de la parité indiciaire qui existait à ce jour entre la catégorie des sous-directeurs de C.E.S. et celle des directeurs de C.E.G. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles mesures il envisage de prendre en vue de répondre à l'attente légitime des intéressés.

Chasse (office national de la chasse).

320. — 13 juillet 1981. — **M. François Massot** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur l'intérêt qu'il pourrait y avoir à attribuer à l'office national de la chasse la part que l'Etat perçoit sur les visas de chasser. En effet, l'office pourrait ainsi efficacement contribuer aux actions d'amélioration cynégétique et subviendrait au fonctionnement de la garderie commissionnée. En conséquence, il lui demande s'il peut envisager le transfert de la totalité ou de la majeure partie de ces droits à l'office national de la chasse.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements : Loire).

321. — 13 juillet 1981. — **M. Paul Chomat** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur sa récente décision concernant les « habilitations » de l'université de Saint-Etienne. Que l'université de Saint-Etienne soit à nouveau habilitée à délivrer le diplôme de second cycle de géographie est conforme à ce qu'il attendait du nouveau Gouvernement et il s'en réjouit. Ce qui l'est moins est que l'histoire et les sciences économiques n'aient pas bénéficié de la même mesure. Pis encore, puisque la maîtrise d'allemand, la licence d'italien et celle de langues étrangères appliquées sont retirées à partir de la rentrée prochaine. On savait que c'était à l'intention de l'ancien ministère des universités, mais voir aujourd'hui de telles décisions prises par l'actuel ministère de l'éducation nationale laisse perplexe. Pour expliquer cette aberration, on ne trouve qu'une seule explication : l'ancienne administration, avec son directeur des enseignements supérieurs, étant encore en place au 30 juin 1981, elle a continué à instruire les dossiers suivant les principes qui lui avaient été inculqués par Mme Saunier-Seïté. Si tel est bien le cas, il lui demande de réagir et de profiter des deux mois qui nous séparent de la prochaine rentrée pour rompre avec les pratiques anciennes et rétablir les habilitations de l'université de Saint-Etienne. S'il en allait autrement, que le Gouvernement sache que les Stéphanois continueront à s'opposer à toute tentative de démantèlement de leur université.

Machines-outils (entreprises : Loire).

322. — 13 juillet 1981. — **M. Paul Chomat** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les questions concernant l'avenir de l'entreprise stéphanoise Saint-Etienne Machines-Outils du groupe Liné, dont il l'a saisi par courrier. Une intervention de 500 millions

de francs du Ciasi est envisagée. Cependant, les organisations syndicales, le comité d'entreprise et les élus stéphanois n'ont été informés d'aucun projet gouvernemental sur les plans financier et économique. Or cette entreprise de plus de 700 salariés est une unité de production de machines-outils des plus importantes et devrait être une pièce essentielle de l'installation à Saint-Etienne d'un centre national de la machine-outil. Aussi il lui demande une information urgente sur ses projets à court et moyen terme et sur sa volonté d'associer les interlocuteurs sociaux et les élus locaux.

Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Jura).

323. — 13 juillet 1981. — **Mme Colette Goeurlot** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des travailleuses de l'entreprise d'habillement Codol à Dole (Jura) actuellement en conflit avec leur employeur. Elle souligne que de graves atteintes aux droits syndicaux, au droit de grève, à la dignité des salariés y sont perpétrées par l'employeur. Elle précise que des violences physiques se sont produites le 2 juillet, le directeur agressant une militante syndicale qui se trouve aujourd'hui en observation à l'hôpital. Elle lui demande par conséquent quelles mesures il entend prendre pour que cessent des atteintes aussi inqualifiables au droit des personnes et que soit respectée la législation du travail.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

324. — 13 juillet 1981. — **M. Emile Jourdan** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la situation des auto-écoles qui se voient refuser par l'administration fiscale la reconnaissance du droit de récupérer la T. V. A. sur l'acquisition des véhicules d'enseignement destinés à la conduite automobile. Depuis juillet 1979, la profession s'est vu non seulement refuser l'exonération de la T. V. A. sur ses prestations d'enseignement, mais encore a été assujettie à un taux de 17,6 p. 100 lors même qu'un taux réduit se justifiait par le caractère d'intérêt social présenté par la formation de conducteurs. Enfin, comme pour mieux achever l'ensemble, les auto-écoles ne sont pas autorisées à récupérer la T. V. A. sur l'achat de leur principal instrument de travail qu'est la « voiture-école ». Il lui demande de bien vouloir examiner cette situation et de lui exposer les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y remédier, ceci afin d'assurer dans les meilleures conditions possibles le fonctionnement des établissements d'auto-écoles et, par conséquent, la bonne formation des conducteurs et plus généralement la sécurité routière.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions)

325. — 13 juillet 1981. — **M. Emile Jourdan** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur la situation des auto-écoles qui se voient refuser par l'administration fiscale la reconnaissance du droit de récupérer la T. V. A. sur l'acquisition des véhicules d'enseignement destinés à la conduite automobile. Depuis juillet 1979, la profession s'est vu non seulement refuser l'exonération de la T. V. A. sur ses prestations d'enseignement, mais encore a été assujettie à un taux de 17,6 p. 100 lors même qu'un taux réduit se justifiait par le caractère d'intérêt social présenté par la formation de conducteurs. Enfin, comme pour mieux achever l'ensemble, les auto-écoles ne sont pas autorisées à récupérer la T. V. A. sur l'achat de leur principal instrument de travail qu'est la « voiture-école ». Il lui demande de bien vouloir examiner cette situation et de lui exposer les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y remédier, cela afin d'assurer dans les meilleures conditions possibles le fonctionnement des établissements d'auto-écoles et, par conséquent, la bonne formation des conducteurs et plus généralement la sécurité routière.

Agriculture (structures agricoles : Allier)

326. — 13 juillet 1981. — **M. André Lajoinie** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le vœu de la chambre d'agriculture de l'Allier qui considère que les structures agricoles du département de l'Allier ne sont pas comparables à celles des trois autres départements de la région Auvergne ; qui rappelle que, depuis l'origine de la S. A. F. E. R. d'Auvergne, 2 992 actes d'achat ont été conclus pour l'Allier, représentant 27 p. 100 de ceux réalisés pour l'ensemble de la région, 38 p. 100 de la surface et 50 p. 100 de la valeur ; qui considère que le centralisme régional est une entrave au développement des activités du département et ne permet pas de lutter efficacement contre la spéculation foncière et pour l'installation des jeunes agriculteurs, et qui demande en conséquence la modification des statuts de la S. A. F. E. R. d'Au-

vergne pour permettre la création d'une S. A. F. E. R. bourbonnaise et l'extension du rôle de la S. A. F. E. R. à la location des terres au profit des jeunes agriculteurs réalisant une première installation et des exploitants évincés en raison de l'exercice d'un droit de reprise ou d'expropriation avec la constitution d'un fonds spécial permettant d'assurer le stockage des terres faisant l'objet de locations et la mise en place de nouveaux comités techniques locaux pour permettre un meilleur contrôle des activités de la S. A. F. E. R. par la profession agricole et pouvoir mieux associer les intéressés. Il lui demande quelles suites elle entend donner à ce vœu, qu'il considère pour sa part comme tout à fait justifié.

Assurance vieillesse : généralités (fonds national de solidarité).

327. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre Micaux** rappelle à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, que lorsqu'une personne se trouve dans la position d'assistée sociale ou ressort du F. N. S., l'Etat prend une hypothèque sur son capital immobilier à partir du moment où il équivaut à la somme de 150 000 francs. Ce niveau est fixé depuis plusieurs années ; il semble qu'il mérite une réévaluation substantielle. C'est pourquoi il lui demande quelle position il compte adopter en cette matière.

Assurance vieillesse : généralités (fonds national de solidarité).

328. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre Micaux** rappelle à **M. le ministre de la santé** que lorsqu'une personne se trouve dans la position d'assistée sociale ou ressort du F. N. S., l'Etat prend une hypothèque sur son capital immobilier à partir du moment où il équivaut à la somme de 150 000 francs. Ce niveau est fixé depuis plusieurs années ; il semble qu'il mérite une réévaluation substantielle. C'est pourquoi il lui demande quelle position il compte adopter en cette matière.

Assurance vieillesse : généralités (fonds national de solidarité).

329. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre Micaux** rappelle à **Mme le ministre de la solidarité nationale** que lorsqu'une personne se trouve dans la position d'assistée sociale ou ressort du F. N. S., l'Etat prend une hypothèque sur son capital immobilier à partir du moment où il équivaut à la somme de 150 000 francs. Ce niveau est fixé depuis plusieurs années ; il semble qu'il mérite une réévaluation. C'est pourquoi il lui demande quelle position elle compte adopter en cette matière.

Départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : investissements).

330. — 13 juillet 1981. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire**, que le régime spécifique des aides à l'investissement dans les départements d'outre-mer actuellement en vigueur, ne donne pas satisfaction. Ce régime est constitué essentiellement d'avantages fiscaux et de primes diverses. Il n'a contribué ni à l'augmentation du niveau de la production des départements d'outre-mer ni à la création d'emplois stables permettant d'endiguer le chômage endémique qui existe outre-mer. L'Etat jusqu'ici ne s'est engagé, pour l'essentiel, que dans le secteur hôtelier qui avait sa préférence. Des sommes importantes ont été distribuées aux sociétés hôtelières. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour réformer ce régime, pour le rendre plus efficace et le mettre à même de remplir son rôle d'outil du développement des départements d'outre-mer. Il lui demande en particulier s'il ne convient pas dorénavant de ne primer que les projets qui entrent dans le cadre des priorités d'un solide plan de développement de chaque département d'outre-mer, élaboré démocratiquement et tenant compte d'abord des possibilités de création d'emplois.

Pharmacie (officines : Charente).

331. — 13 juillet 1981. — **M. André Soury** soumet à **M. le ministre de la santé** certaines conséquences inhérentes aux dispositions réglementaires portant sur la création d'officines pharmaceutiques. Ces conséquences sont notables dans certaines zones en voie d'urbanisation, comme c'est le cas de Mornac, commune de plus de 1 500 habitants, située dans un environnement marqué par le développement de l'agglomération du grand Angoulême. Dans le cas précité, il y a tout lieu de penser que pourrait s'appliquer la procédure prévue à l'alinéa 7 de l'article L. 571 du code de la santé publique indiquant que l'implantation d'une officine pharmaceutique peut s'effectuer dans le cas où les normes définies aux alinéas 1^{er}

à 6 de l'article en question ne sont pas atteintes, à condition que les besoins de la population l'exigent. Concernant l'exemple avancé, l'extrême lenteur enregistrée dans le déroulement de cette procédure dérogatoire, du fait des instances compétentes, pose un sérieux problème eu égard précisément aux besoins de la population intéressée. En effet, intervient à ce niveau la complexité du problème consistant à déceler le plus correctement possible l'exigence des besoins d'une population. En l'occurrence, il est regrettable que dans le déroulement de la procédure, la proposition faite au préfet par le chef du service régional de l'action sanitaire et sociale, après avis du pharmacien régional de la santé, du conseil régional de l'ordre des pharmaciens et des syndicats professionnels, ne puisse pas, également, être accompagnée de l'avis du conseil municipal dont on ne saurait nier la connaissance des problèmes locaux. En témoigne l'exemple du conseil municipal de Mornac qui, soucieux des intérêts de ses administrés, a établi de façon compétente un mémoire détaillé permettant de mieux cerner les besoins de la population en fonction de facteurs d'ordre économique, topographique et démographique. En fait de quoi il lui demande s'il serait possible d'envisager une modification de la réglementation permettant la prise en compte de l'avis des conseils municipaux.

Défense : ministère (structures administratives : Paris).

332. — 13 juillet 1981. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de la défense** le trouble causé par le transfert en Corse de l'institution de gestion sociale des armées (Igsa). Celle-ci dirige les activités et la gestion de cent soixante-dix établissements répartis en métropole et aux F.F.A. Plus de soixante personnes appartiennent à cet organisme de droit privé, régi par la loi du 2 juillet 1966 et placé sous la tutelle du ministère de la défense. Cet organisme procède à l'admission des ressortissants dans les établissements familiaux de vacances et doit se livrer après enquête à des contacts personnels avec les demandeurs. Il est chargé de l'achat, de l'entretien et du remplacement de tous les biens immobiliers ou mobiliers et notamment surveiller les travaux, visiter les fournisseurs pour passer les commandes de matériels, vérifier les factures, assurer la rénovation ou l'entretien des immeubles par les contacts avec les architectes et les maîtres d'œuvre. Il assure également la gestion financière de cent soixante-dix établissements, gère les prêts sociaux effectués à plus de vingt mille personnes et il doit recevoir constamment les personnels administratifs des directions régionales, employés des établissements sociaux, pour les former ou les recycler. Enfin, ce service diffuse, au titre relations extérieures, une brochure tirée à vingt-cinq mille exemplaires et met à la disposition des comités les matériels audiovisuels et d'exposition. Cette activité nécessite des relations constantes avec la presse et des contacts avec un grand nombre d'associations ou organismes publics ou privés. Il est certain que le transfert de ce service en Corse ne peut qu'apporter d'importantes perturbations dans son activité. Il provoque notamment : la désorganisation des services d'admission dans les maisons familiales, retardera l'octroi des prêts, provoquera des déplacements longs et coûteux des services « Domaines, matériels, travaux » et anéantira les services des relations extérieures. Il est surprenant et inexplicable que dans une période de restriction des crédits un transfert soit imposé pour un coût de 1 milliard d'anciens francs qui s'ajoute à d'autres transferts aussi insensés que celui du service des approvisionnements de la S.N.C.F. Il rappelle à **M. le ministre de la défense** que la Cour des comptes, saisie de ce problème, a invité le ministre de la défense de l'époque à revenir sur une décision singulière et a justifié ainsi sa décision : « La Cour estime qu'un examen approfondi des aspects multiples et des conséquences de l'opération devrait conduire à reconsidérer la décision ; elle souligne qu'un effort équivalent en faveur de la Corse pourrait être consenti sous une forme différente, sans risquer de désorganiser l'Igsa ; par exemple en implantant des maisons familiales ouvertes toute l'année, ou encore des foyers pour personnes âgées, sous l'égide de l'institution de gestion sociale des armées. » En conséquence, il lui demande si, au vu de l'avis de la Cour des comptes, de la protestation du personnel pour lequel ce déplacement posera des problèmes familiaux graves et en considération de la situation financière du pays, il entend maintenir son transfert et appliquer ainsi une politique de démantèlement de la région Ile-de-France.

S. N. C. F. (structures administratives : Paris).

333. — 13 juillet 1981. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, que le service des approvisionnements de la S.N.C.F. fonctionne depuis quarante ans, 100, avenue de Suffren. Il bénéficie de locaux tout à fait appropriés. Il emploie un personnel de 800 fonctionnaires dont 70 p. 100

de cadres et agents de maîtrise. Il travaille avec un réseau de représentants parisiens. Il procède à des achats auprès des petites et moyennes entreprises de la région parisienne qui emploient 16 000 personnes. Il entretient de bonnes relations avec la direction technique de la S.N.C.F. qui a toujours estimé que la localisation parisienne de ce service était idéale. Une décision malencontreuse du gouvernement précédent a prévu le transfert à Lyon de la totalité de ce service. Un immeuble dont le coût est estimé à 28 millions de francs est prévu, de même que l'aménagement de 400 bureaux, le versement d'indemnités de déménagement et la recherche de logements pour 800 familles. Ce transfert pose le problème du démantèlement industriel et économique de la région parisienne, qui a été poursuivi inlassablement depuis plusieurs années par la D.A.T.A.R. Celle-ci peut s'enorgueillir d'avoir fait disparaître depuis quinze ans de la région parisienne 230 000 emplois du secteur secondaire, 22 000 emplois du secteur tertiaire. Le conseil régional d'Ile-de-France, à l'unanimité, a protesté contre cette politique et en particulier a voté, en avril 1980, une motion invitant fermement le gouvernement à revenir sur cette décision de transfert. Il s'agit d'un problème économique, mais également d'un problème humain. En effet, le personnel du service des approvisionnements de la S.N.C.F. est composé à raison de 70 p. 100 de cadres et d'agents de maîtrise. La plupart d'entre eux éprouveront les plus grandes difficultés pour se reloger. Leurs femmes devront chercher d'autres emplois, leurs enfants d'autres écoles. Les acheteurs, les négociateurs ne peuvent donner le plein de leur rendement qu'après une longue formation. A Lyon, il faudra en former d'autres et à Paris il faudra les reconvenir. Il s'agit de se soucier des V.R.P. spécialisés travaillant pour ce service d'approvisionnement et des 2 000 P.M.E. concernées qui emploient 16 000 personnes. Enfin le sort de 800 employés parisiens est en jeu. En conséquence, il lui demande s'il compte maintenir une décision de transfert aussi injustifiable sur le plan financier, économique et humain.

Logement (aide personnalisée au logement).

334. — 13 juillet 1981. — **M. François Fillon** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** au sujet de la diminution du montant de l'aide personnalisée au logement. L'aide personnalisée au logement versée aux locataires en accession à la propriété a diminué pour la plupart d'entre eux depuis le 1^{er} juillet 1981. Cette aide personnalisée au logement est calculée par rapport à un plafond de ressources; le plafond n'a pas été relevé lors des récentes augmentations de salaires. Sur 3 000 Sarthois qui bénéficient de l'aide personnalisée au logement, 2 000 allocataires ont subi depuis juillet une baisse de leur pouvoir d'achat. Cette situation est d'autant plus injuste que les procédures d'accession à la propriété bénéficient de prêts progressifs dont la mensualité de remboursement augmente régulièrement pendant vingt ans. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour remédier à cette situation qui défavorise ces nombreux allocataires.

Impôts et taxes

(impôt sur le revenu et taxe sur la valeur ajoutée).

335. — 13 juillet 1981. — **M. Maurice Sergheraert** expose à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, la situation ci-dessous: un pharmacien, titulaire des diplômes requis, exploite conjointement une officine et un laboratoire d'analyses médicales. Selon certaines réponses ministérielles (réponse Voisin, J.O., Débats A.N., du 27 mars 1971, p. 792, n° 4774; réponse Brocard, J.O., Débats A.N., du 25 janvier 1975, p. 263, n° 14721) et la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt C.E. du 27 juin 1975, n° 86291, assemblée), les recettes provenant de l'exploitation du laboratoire sont considérées comme étant de nature non commerciale et donc non soumises à la T.V.A. dans la mesure où les travaux sont effectués par un personnel spécialisé travaillant sous la direction effective du pharmacien dans des locaux distincts et font l'objet d'une comptabilité séparée. Lorsque ces conditions sont remplies, le contribuable imposé selon le régime du bénéfice réel doit-il produire une déclaration 2031 B.I.C. pour l'officine et une déclaration 2035 ou 2037 B.N.C. pour le laboratoire ou alors fournir une seule déclaration 2031. Par ailleurs, doit-il adhérer conjointement à un centre de gestion agréé pour l'officine et à une association de gestion agréée pour le laboratoire. Enfin, dans le cas où le laboratoire géré distinctement ne dispose pas du matériel nécessaire pour effectuer certaines analyses et les transmet à d'autres laboratoires spécialisés, les recettes provenant de ces analyses sont-elles imposables à la T.V.A. sur leur montant total ou sur la différence entre le prix payé par les clients et le coût facturé par le laboratoire spécialisé. Ne faudrait-il pas plutôt les considérer comme des rétrocessions d'honoraires non assujetties à la T.V.A. comme il est de règle en matière non commerciale.

Taxe sur la valeur ajoutée (contrôle et contentieux).

336. — 13 juillet 1981. — **M. Maurice Sergheraert** demande à **M. le ministre délégué, chargé du budget**: 1° si un redevable soumis au régime du chiffre d'affaires réel qui révèle avoir commis une erreur involontaire dans le décompte de la T.V.A. déductible sur une précédente déclaration de chiffre d'affaires et ce au détriment des intérêts du Trésor, peut rectifier celle-ci en reprenant la taxe indûment déduite à la ligne 42 du cadre E d'une déclaration CA3 CA4 souscrite ultérieurement; 2° dans la négative, suivant quelles modalités pratiques ce redevable peut opérer spontanément la rectification.

Impôts et taxes

(impôt sur le revenu et taxe sur la valeur ajoutée).

337. — 13 juillet 1981. — **M. Maurice Sergheraert** expose à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, le cas d'un commerçant soumis au régime du réel simplifié occupant lui-même un immeuble affecté à son habitation à concurrence de quatre cinquièmes, le restant étant destiné au commerce. Dans l'hypothèse où celui-ci fait l'acquisition à la date du 1^{er} janvier 1979 d'une chaudière à mazout d'un montant hors taxes de 5 000 francs rentrant dans le cadre des dépenses dites destinées à économiser le chauffage telles qu'elles sont notamment prévues à l'article 156, alinéa II, du code général des impôts, il lui demande: a) si la déduction possible au titre du revenu global pourrait être arrêtée à 4 000 francs plus 17,6 p. 100, soit 4 704 francs; b) si la T.V.A. afférente à l'achat ou à la réparation de la chaudière pourrait être déduite par l'intéressé de la T.V.A. due sur ses affaires imposables sur la base d'un cinquième de son montant; c) si l'intéressé peut calculer les amortissements déductibles du résultat imposable sur 1 000 francs ou s'il y a lieu, au contraire, de les calculer sur une base de 5 000 francs et de réintégrer corrélativement sur l'imprimé 2033 NRS à la ligne 19, cadre B, colonne 2 (19), la quote-part afférente à la partie habitation des locaux.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles).

338. — 13 juillet 1981. — **M. Maurice Sergheraert** expose à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, qu'il paraît résulter des termes d'une réponse donnée à M. Fosset, sénateur, *Journal officiel*, Débats Sénat du 24 août 1979, page 2707, un revirement de doctrine en matière de réévaluation en franchise d'impôt en faveur des contribuables optant pour le régime dit du réel simplifié puisqu'il est dorénavant admis que celle-ci peut porter, sous certaines conditions de forme, sur les terrains affectés à l'exploitation et mentionnés sur les précédentes déclarations modèla 951, alors qu'il semblerait que la doctrine antérieure y était opposée (cf. B.O.D.G.I. 8 M 1 76, paragraphe 448). Il lui demande: 1° si un contribuable ayant opté début 1977 pour le régime du réel simplifié, s'étant abstenu volontairement par application de la doctrine susvisée de réévaluer les terrains affectés à l'exploitation, est en droit, rétroactivement au 31 décembre 1980, d'y procéder en franchise d'impôt avec effet du 1^{er} janvier 1977; 2° si la solution est identique dans l'hypothèse où l'option aurait été souscrite début 1976.

Impôts et taxes (contrôle et contentieux).

339. — 13 juillet 1981. — **M. Maurice Sergheraert** demande à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, dans quels cas et suivant quelles conditions la doctrine administrative exprimée, notamment dans l'ouvrage *Précis de fiscalité*, édité par la direction générale des impôts, dont la diffusion est largement assurée auprès d'un public non averti des subtilités fiscales, peut être opposée à un agent des impôts par un contribuable dans l'hypothèse où celui-ci entend invoquer le bénéfice des dispositions de l'article 1649 quinquies E du code général des impôts.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

340. — 13 juillet 1981. — **M. Maurice Sergheraert** expose à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, le cas d'un éleveur de bestiaux imposé aux bénéfices agricoles suivant le régime du réel normal qui envisage d'exercer, conjointement à cette activité, celle de marchand de bestiaux. Il lui demande quelles seraient les incidences fiscales qui pourraient résulter du fait que, dorénavant, l'ensemble des deux activités se trouve imposé aux B.I.C. par application des dispositions de l'article 155 C.G.I. et si, notamment, le déficit fiscal agricole existant à l'ouverture de l'exercice au cours duquel la deuxième activité est entreprise pourrait être imputée sur les résultats dégagés par celle-ci.

Impôts et taxes (réévaluation des bilans).

341. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Sergheraert demande à M. le ministre délégué, chargé du budget : a) si, sur le plan fiscal, une société de capitaux qui clôture ses exercices au 31 décembre de chaque année peut légalement procéder, fin 1980, à la réévaluation libre des éléments d'actif immobilisé (corporels et incorporels) existant réellement, sous réserve que les nouvelles valeurs ainsi attribuées soient estimées avec prudence et puissent être considérées comme définitivement acquises ; b) dans l'affirmative, quelles seraient les incidences concrètes d'une telle réévaluation et plus particulièrement : si l'écart de réévaluation peut être utilisé à apurer des pertes antérieures ; si, pour le calcul des amortissements annuels à venir il y a lieu de retenir la nouvelle valeur réévaluée ; si, de même, en cas de cession ultérieure d'un élément réévalué, il y a lieu de calculer la valeur nette comptable de celui-ci en fonction de la même valeur revalorisée.

Taxe sur la valeur ajoutée (assiette).

342. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre délégué, chargé du budget, le cas d'un artisan du bâtiment imposé suivant le régime du réel simplifié, acquittant la T.V.A. d'après les encaissements, marié sous le régime de la séparation de biens jusqu'en 1980, année où le divorce est intervenu. Il s'est révélé que son ex-épouse (B), salariée dans l'entreprise, a détourné à son profit, au cours de la période de vie commune, des fonds provenant de l'encaissement à son domicile de factures intéressant des particuliers. Cette situation ne s'étant révélée que tardivement en 1980, notamment par l'envoi de relevés ou de réclamations précontentieuses de l'artisan, il est demandé : 1° si la taxe sur la valeur ajoutée doit être acquittée par cet artisan sur les encaissements ainsi détournés et, dans l'affirmative, depuis quelle date ; 2° si la perte ainsi constatée résultant de l'impossibilité de recouvrer sa créance auprès de B peut ou non être admise dans les charges déductibles sur le plan fiscal.

Plus-values : imposition (activités professionnelles).

343. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Sergheraert demande à M. le ministre délégué, chargé du budget, de lui préciser quelles sont les incidences fiscales au regard de l'impôt sur le revenu de la cession par un contribuable commerçant dans un délai de plus de cinq ans à compter de la date d'acquisition d'un immeuble affecté à usage mixte (partie professionnelle et partie privée), occupé pendant le même délai à titre de résidence principale par le propriétaire et les membres de sa famille, dans les différentes hypothèses ci-après : 1° ledit immeuble est resté « hors comptabilité » et demeuré dans le patrimoine personnel de l'exploitant ; a) l'intéressé a été soumis au régime du forfait ; b) l'intéressé a été soumis au régime dit du mini-réel. 2° Ledit immeuble a été compris dans le patrimoine commercial ou contribuable : a) étant mentionné dans le cadre G de ses différentes déclarations modèle 951 ; b) étant repris au cadre V « immobilisations et amortissements » de ses déclarations modèle 2033 NRS.

Investissements (aide fiscale à l'investissement).

344. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre délégué, chargé du budget, que, non sans une certaine publicité, le Gouvernement s'efforce de relancer l'économie en favorisant l'investissement productif grâce à la nouvelle déduction fiscale prévue par la loi du 30 décembre 1980 (art. 6-I à V et VII) visant notamment les biens achetés à l'état neuf et susceptibles de bénéficier de l'amortissement dit dégressif. Or, il apparaît que, lors d'une précédente mesure identique et plus particulièrement dans le cadre de l'aide fiscale à l'investissement prévue à l'article 1^{er} de la loi n° 75-408 du 29 mai 1975, des divergences d'interprétation avaient surgi qui avaient provoqué des rectifications fiscales pour certains redevables et la réaction de quelques parlementaires, et il lui demande : 1° de lui préciser la nature et le montant des sanctions fiscales que peut encourir un contribuable dans le cas d'une erreur involontaire commise dans la rédaction de la fiche annexe prévue par l'article 8 du décret n° 81-17 du 10 janvier 1981 et plus particulièrement, d'une déduction erronée faite à ce titre dans la détermination du résultat fiscal ; 2° à quelles conditions de forme un contribuable est en droit de prétendre au bénéfice des dispositions de l'article 1728, deuxième alinéa, C.G.I. ; 3° de lui préciser, dans le cadre des professions désignées ci-après, la liste

exhaustive des matériels professionnels susceptibles de bénéficier de la déduction fiscale pour investissement 1980-1985 ; soit : artisans coiffeurs, artisans photographes, restaurateurs, épiciers, entreprises du bâtiment.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

345. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Sergheraert demande à M. le ministre délégué, chargé du budget, quelles incidences fiscales il y a lieu de tirer de la jurisprudence récente du Conseil d'Etat telle qu'elle résulte notamment d'un arrêt en date du 30 mai 1979, requêtes n° 7724 et 7809, rendu par les 7^e et 8^e sous-sections et si, plus particulièrement, un épicier détaillant, imposé au régime du forfait pour la période biennale 1979-1980, dont le chiffre d'affaires 1980 excède 500 000 francs, ayant opté avant le 1^{er} janvier 1981 en faveur du régime dit du mini-réel, est en droit de réévaluer, à la clôture du premier exercice couvert par ladite option, en franchise d'impôt, les éléments d'actif non amortissables lui appartenant.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

346. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre délégué, chargé du budget, que certaines professions salariées, limitativement énumérées à l'article V de l'annexe IV du code général des impôts, bénéficient, pour la détermination de la base imposable à l'I. R., d'abattements forfaitaires supplémentaires sous réserve d'inclure dans le montant du revenu brut les indemnités pour frais d'emploi. Il lui expose le cas d'un modeste ouvrier du bâtiment qui, depuis plusieurs années, a toujours fait application de la règle énoncée ci-dessus en faisant état de la déduction supplémentaire de 10 p. 100 sur ses salaires préalablement augmentés des remboursements de frais. Or, il s'avère que ce choix était fiscalement inopportun et qu'en fait il eût été préférable pour l'intéressé de demander l'application du régime applicable à l'ensemble des salariés. Il lui demande si, dans le cadre de la juridiction gracieuse, ledit contribuable peut prétendre, pour les années non prescrites, à une révision des impositions antérieures et si la réponse donnée à cette question vaut dans l'hypothèse inverse où ce même contribuable aurait eu intérêt à opter pour la déduction forfaitaire de 10 p. 100 alors qu'il n'en avait pas fait application dans ses déclarations modèle 2042.

Baux (baux commerciaux).

347. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Sergheraert demande à M. le ministre délégué, chargé du budget, de lui préciser concrètement quels sont les moyens pratiques dont dispose un locataire commerçant pour obtenir de la part du service des impôts le décompte exact de l'impôt foncier et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères réclamés, en conformité avec les clauses du bail, par son propriétaire ou le mandataire de celui-ci alors que ceux-ci manifestent une certaine réticence à lui fournir lesdits renseignements.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

348. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Sergheraert demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les mesures prises en faveur des professions libérales en matière de comptabilisation des recettes ainsi que pour les opérations consécutives à l'utilisation d'un véhicule partiellement affecté à l'exercice d'une profession et précisées dans une instruction en date du 19 janvier 1981 (B. O. D. G. 1. 56 5 81) sont susceptibles de bénéficier aux contribuables imposés au régime dit du réel simplifié en matière de bénéfices industriels et commerciaux.

Impôt sur les sociétés (détermination du bénéfice imposable).

349. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre délégué, chargé du budget, le cas d'une société de capitaux ayant pour activité le commerce de bestiaux, qui a pris à bail suivant acte notarié diverses pâtures utilisées dans le cadre de l'exercice de sa profession pour y parquer notamment les animaux sur le point d'être vendus. Remarque étant faite que lesdits biens sont la propriété de l'un des dirigeants et que le loyer a été fixé à un niveau raisonnable compte tenu des usages locaux, il lui demande : 1° si le remplacement des clôtures incombant à l'occupant

aux termes du bail constitue une charge immédiatement déductible du résultat de la société; 2° dans la négative, sur quelle durée d'amortissement pourrait être pratiqué ce remplacement, eu égard au fait que le bail primitif a été reconduit par tacite reconduction.

Handicapés (politique en faveur des handicapés).

350. — 13 juillet 1981. — M. François Massot attire l'attention de M. le ministre délégué, chargé du budget, sur la situation fiscale des familles ayant en charge un de leurs membres handicapé, en particulier s'il s'agit d'une personne aveugle. En effet, dans ce cas, alors que les aveugles de guerre bénéficient d'une pension non imposable, un aveugle civil, quand il n'est pas accidenté du travail, ne peut avoir droit à une pension ni même à un régime fiscal privilégié. Ainsi, les personnes qui en ont la charge sont-elles doublement pénalisées, ce qui est choquant face à la volonté de solidarité sociale exprimée avec force par le Gouvernement. En conséquence, il lui demande donc s'il est dans l'intention de ses services d'examiner cette question.

Impôts et taxes (contrôle et contentieux).

351. — 13 juillet 1981. — M. Olivier Guichard rappelle à M. le ministre délégué, chargé du budget que les dispositions combinées des articles 1649 ter A, 1649 ter D, 65 A de l'annexe III et 164 F bis et 164 I quinquies de l'annexe IV du code général des impôts, 1739 et 1791 du même code ont pour objet de réprimer le défaut de présentation, par certains redevables, d'une comptabilité matières. Les grossistes en viandes doivent tenir cette comptabilité matières à la disposition de l'administration fiscale, sur les lieux d'abattage. Or il résulte de la pratique qu'il est rarement prévu, sur les lieux d'abattage, des dispositifs permettant aux commerçants en cause d'entreposer leur comptabilité matières. L'infraction à la règle rappelée ci-dessus se traduit par des sanctions, amendes et confiscation de la viande des animaux abattus, sans rapport avec la nature même de la faute, dans la mesure où les livres de comptabilité matières peuvent parfaitement être tenus en un lieu plus adapté que les abattoirs. Il lui demande s'il n'estime pas particulièrement opportun de reviser les dispositions rappelées ci-dessus qui sont pratiquement inapplicables et dont la transgression inévitable se traduit par de lourdes sanctions auxquelles ne peuvent échapper les commerçants concernés.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

352. — 13 juillet 1981. — M. Olivier Guichard indique à M. le ministre de la santé que la commission de la protection sociale et de la famille mise en place pour la préparation du VIII^e Plan, à la suite du groupe de travail santé qui comprenait notamment des représentants des syndicats médicaux, des représentants des principaux régimes d'assurance maladie et des représentants des organisations les plus représentatives groupant les établissements de soins, a conclu à la nécessité de supprimer les abattements de 7 à 20 p. 100 qui grèvent les remboursements d'actes effectués par les centres de soins. En effet, il a été reconnu que les actes réalisés par les centres de soins ne doivent pas connaître une discrimination quant à leur valeur, compte tenu que les actes sont pratiqués par un personnel médical ou paramédical diplômé et compétent comparable à celui de l'ensemble des autres modes d'exercice. Le respect des conditions minimales d'un pluralisme des formes de dispensation des soins est à ce prix. Le maintien des abattements tarifaires, que plus rien ne justifie, ne permet plus aux centres de soins de répondre à leurs exigences de gestion, en ce qui concerne notamment le respect des conventions collectives et l'aménagement des installations en conformité aux normes fixées par décrets. Les centres de soins infirmiers sont particulièrement appréciés par la population, tant pour leur action sanitaire que sociale. Ils assurent un service qui apporte stabilité et continuité par un travail en équipe. Ces services à la dimension d'un quartier, d'une commune ou d'un village, auscultent, coordonnent, réalisent des actions sanitaires et sociales permettant le maintien ou la restauration de la santé de toute la population. Compte tenu de l'histoire de leur implantation, ils s'adressent tout particulièrement à des personnes et des groupes sociaux plus vulnérables : personnes âgées, travailleurs migrants, chômeurs, etc. ce qui nécessite, à travers les soins infirmiers, le développement d'actions éducatives et préventives. Leur disparition, qui, certes, n'aurait pas obligatoirement un effet direct sur la distribution d'actes curatifs, tels que nous les connaissons aujourd'hui, n'en aurait pas moins une répercussion immédiate auprès de ceux qui bénéficient de cette double action. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme immédiat aux abattements de tarifs frappant les centres de soins.

Cours d'eau (pollution et nuisances).

353. — 13 juillet 1981. — M. Charles Haby attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur le projet de saline tendant à réduire la pollution du Rhin. Selon ses indications du 31 janvier 1980, il semble qu'on s'oriente vers une saline coopérative internationale d'un million de tonnes. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître l'échéancier de ce projet. Il souhaiterait également connaître les garanties avancées auprès des autres partenaires pour que l'unité envisagée puisse être construite dans l'emprise foncière des Mines de potasse d'Alsace.

Anciens combattants et victimes de guerre (Malgré nous).

354. — 13 juillet 1981. — M. Charles Haby revient sur les explications données par M. le ministre des relations extérieures à propos de l'indemnisation des « Malgré nous ». Lors des débats parlementaires fut ainsi indiqué que le statut de la fondation chargée de répartir l'indemnisation est prêt et qu'il sera soumis prochainement au Conseil d'Etat. Fut également donnée l'assurance que l'accord conclu avec le Gouvernement de Bonn sera suivi d'effet et qu'il n'a aucune relation avec la rétrocession territoriale de la forêt du Mundat. Or, selon une correspondance du président du conseil des ministres de Bavière, datée du 22 septembre 1980, il est mentionné que la discussion est toujours ouverte. Cette instance rappelle que les pourparlers seront menés par le ministre des affaires étrangères à Bonn et qu'ils sont délicats pour deux raisons essentielles : 1° la convention de Londres de 1952 a définitivement fixé le montant de la dette de la République fédérale d'Allemagne; des modifications ne pourront donc être établies que par un traité de paix; 2° un règlement définitif entre la France et la République fédérale d'Allemagne au sujet de la forêt du Mundat n'a pas encore abouti à un accord. La renonciation à cette forêt pourrait amener la République fédérale d'Allemagne à verser une compensation financière susceptible d'être utilisée pour l'indemnisation des incorporés de force. Apparaît donc une profonde contradiction entre les débats parlementaires et les précisions données du côté allemand. Il lui demande que soit fait le point exact sur cette situation et sur l'état d'avancement des pourparlers en cours.

Sécurité sociale (prestations en espèces).

355. — 13 juillet 1981. — M. Charles Haby attire l'attention de M. le ministre de la solidarité nationale sur la situation des titulaires de rentes d'accident du travail et de pensions d'invalidité ou de vieillesse. Le courrier ministériel du 25 février 1981, sous CP n° 6777/SS, chiffre l'augmentation des rentes à 130 p. 100 alors que celle des salaires et celles des prix furent respectivement seulement de 115 p. 100 et de 84 p. 100. Il fut ainsi conclu à une évolution plus rapide des rentes par rapport aux autres indices. Or, le détail des augmentations fait ressortir le pourcentage non à 130 p. 100 mais à 70,48 p. 100. De la conjugaison de ces données apparaît dès lors pour les pensions et rentes une perte du pouvoir d'achat de près de 14 p. 100 pour la période du 1^{er} janvier 1976 au 31 décembre 1979. Cette érosion approche les 18 p. 100 au 31 décembre 1980, voire 19 p. 100, pour les retraités qui subissent le prélèvement de 1 p. 100. Il lui demande de vouloir bien lui préciser les mesures envisagées pour rétablir le pouvoir d'achat des catégories concernées.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

356. — 13 juillet 1981. — M. Charles Haby attire l'attention de Mme le ministre de la solidarité nationale sur les travaux de la commission de la protection sociale et de la famille. Mise en place pour la préparation du VIII^e Plan, à la suite du groupe de travail Santé qui comprenait notamment des représentants des syndicats médicaux, des représentants des principaux régimes d'assurance maladie et des représentants des organisations les plus représentatives groupant les établissements de soins, elle a conclu à la nécessité de supprimer les abattements de 7 à 20 p. 100 qui grèvent les remboursements d'actes effectués par les centres de soins. En effet, il a été considéré que les actes réalisés par les centres de soins ne doivent pas connaître une discrimination quant à leur valeur, compte tenu que les actes sont pratiqués par un personnel médical ou paramédical diplômé et compétent comparable à celui de l'ensemble des autres modes d'exercice. Le respect des conditions minimales d'un pluralisme des formes de dispensation des soins est à ce prix. Le maintien des abattements tarifaires, que plus rien ne justifie, ne permet plus aux centres de soins de

répondre à leurs exigences de gestion, en ce qui concerne notamment le respect des conventions collectives et l'aménagement des installations en conformité aux normes fixées par décrets. Les centres de soins infirmiers sont particulièrement appréciés par la population, tant par leur action sanitaire que sociale. Ils assurent un service qui apporte stabilité et continuité par un travail en équipe. Ces services, à la dimension d'un quartier, d'une commune ou d'un village, suscitent, coordonnent, réalisent des actions sanitaires et sociales permettant le maintien ou la restauration de la santé de toute la population. Compte tenu de l'histoire de leur implantation, ils s'adressent tout particulièrement à des personnes et des groupes sociaux plus vulnérables : personnes âgées, travailleurs migrants, chômeurs, etc., ce qui nécessite, à travers les soins infirmiers, le développement d'actions éducatives et préventives. Leur disparition, qui, certes, n'aurait pas obligatoirement un effet direct sur la distribution d'actes curatifs, tels que nous les connaissons aujourd'hui, n'en aurait pas moins une répercussion immédiate auprès de ceux qui bénéficient de cette double action. Il lui demande de lui indiquer les mesures qu'elle envisage de prendre pour mettre un terme immédiat aux abattements de tarifs frappant les centres de soins.

Défense nationale (défense civile).

357. — 13 juillet 1981. — Mme Florence d'Harcourt demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, de bien vouloir lui fournir des précisions sur les caractéristiques d'une défense civile des populations contre les menaces nouvelles qui découlent de l'adoption de systèmes d'armes stratégiques et tactiques toujours plus perfectionnés, et également contre les menaces pouvant résulter de l'utilisation d'armes à rayonnement renforcé. Elle lui demande si, parallèlement à l'effort financier et technique que la France consacre à la modernisation des instruments de la dissuasion nucléaire, des recherches et des moyens proportionnés ont été engagés pour répondre à ces menaces nouvelles par un effort systématique d'adaptation de notre dispositif de défense civile. Sachant qu'une telle adéquation entre les composants nucléaires et civils de notre défense est seule à permettre une crédibilité sans faille de notre force de dissuasion, elle lui demande s'il ne serait pas opportun de créer une cellule d'étude chargée d'élaborer et de proposer des solutions techniques aux problèmes posés par la défense civile.

Plus-values : imposition (valeurs mobilières)

358. — 13 juillet 1981. — Mme Florence d'Harcourt rappelle à M. le ministre délégué, chargé du budget, la réponse faite à sa question écrite du 3 novembre 1980 (n° 35313). Elle lui expose, à ce sujet, l'exemple suivant : une société anonyme a été constituée en 1954, ayant pour seul objet l'exploitation par voie de location d'un immeuble qu'elle a fait construire. Le capital de cette société était de 10 000 000 de francs, soit 100 000 francs actuels, divisé en 1 000 actions de 100 francs chacune. La valeur de l'immeuble ayant augmenté, la société a constitué, en 1960, une réserve de réévaluation selon les règles applicables à cette époque. Le montant de cette réserve s'est élevé à 138 000 francs. En 1971, la société a décidé de doubler son capital par prélèvement d'une somme de 100 000 francs sur la réserve de réévaluation. Il a été, par suite, attribué aux actionnaires une action nouvelle pour une action ancienne. M. L. avait acheté, en 1955, 400 actions de cette société qui représentaient un droit de 400/1 000 de l'immeuble. Après 1971, M. L. vendrait actuellement ses 800 actions, il céderait le droit 800/2 000 de l'immeuble, soit, en simplifiant, 400/1 000. Ses droits dans l'immeuble n'ont donc pas été augmentés. Dans le cas où M. L. vendrait actuellement ses 800 actions, il céderait le droit de 400/1 000 qu'il avait acquis en 1955. La quotité de son droit dans l'immeuble est la même et n'a pas été modifiée par l'augmentation du capital de 1971. Les actions nouvelles qui proviennent de la réserve de réévaluation ont pour conséquence de représenter matériellement une plus-value qui était contenue jusqu'alors dans les anciennes actions. La réponse à la question précédemment posée visait le cas général de cession des actions provenant d'une augmentation de capital avec des réserves ; elle précisait que les cessions des titres des sociétés à prépondérance immobilière étaient traitées comme des cessions pures et simples d'immeubles. S'il en est ainsi, on devrait admettre que la cession des 800 actions de M. L., qui représentent les 400/1 000 de l'immeuble que M. L. a acquis en 1955, ne devraient pas donner lieu à l'exigibilité de l'impôt sur le revenu sur la plus-value réalisée lors de leur vente, qu'il s'agisse des actions anciennes ou des actions nouvelles. Elle lui demande qu'elle est sa position en ce qui concerne la situation qu'elle vient de lui exposer.

Sécurité sociale (caisses).

359. — 13 juillet 1981. — Mme Florence d'Harcourt attire l'attention de Mme le ministre de la solidarité nationale sur le caractère anonyme de la correspondance émanant des agents de la sécurité sociale. Dans sa question d'actualité du 30 mai 1979, s'adressant au Premier ministre, elle demandait la suppression de l'anonymat dans les relations des agents administratifs avec les administrés. Depuis, suivant en cela l'exemple d'autres administrations, les services fiscaux se sont conformés à cette suggestion. Les agents de la sécurité sociale refusent toujours, quant à eux, d'engager leur responsabilité personnelle. Elle aimerait savoir si des mesures sont envisagées pour assurer la levée de l'anonymat dans les relations de cette catégorie de fonctionnaires avec le public.

Licenciement (licenciement collectif).

360. — 13 juillet 1981. — Mme Florence d'Harcourt demande à M. le ministre du travail de lui faire connaître son sentiment sur une différence de traitement entre deux catégories de salariés victimes d'un licenciement économique. Dans la réponse qu'il a faite à la question écrite n° 34962, posée par M. Jean-Marie Daillet, M. le ministre du travail et de la participation écrivait notamment : « Les décisions autorisant ou refusant un licenciement économique (il s'agit en l'occurrence d'un licenciement économique portant sur moins de dix salariés) ne portent pas atteinte aux dispositions de droit commun qui régissent les rapports entre employeur et salariés. Il en résulte que l'autorisation de l'administration est sans effet direct sur la situation des salariés, car l'employeur reste alors seul habilité en droit pour décider du licenciement et pour le notifier dans les conditions précitées. » Ainsi, les salariés victimes d'un licenciement économique portant sur moins de dix personnes peuvent porter un différend éventuel relatif à ce licenciement devant leur juge naturel, le conseil des prud'hommes. Or, lorsqu'il s'agit d'un licenciement pour motif économique portant sur plus de dix salariés, la Cour de cassation, dans une série ininterrompue d'arrêts, dénie aux salariés qui en sont victimes le droit de saisir le conseil des prud'hommes au motif que « La plénitude du pouvoir de contrôle qui est conférée à l'autorité administrative impose d'en réserver le contentieux aux seuls juridictions administratives compétentes, tant pour vérifier la qualification juridique de la décision que son opportunité même. » Elle aimerait connaître les mesures projetées pour faire cesser cette discrimination.

Professions et activités paramédicales (infirmiers et infirmières).

361. — 13 juillet 1981. — Mme Florence d'Harcourt attire l'attention de Mme le ministre de la solidarité nationale sur les conditions d'exercice de la profession d'infirmière libérale. Depuis février 1980, l'A.M.I. est fixée à 9 francs, et l'indemnité de déplacement n'a augmenté que de 10 centimes depuis cette date (de 5,35 francs à 5,45 francs). D'autre part, en cas d'arrêt de travail, l'infirmière libérale reste quatre-vingt-dix jours sans toucher d'indemnités et se voit ainsi contrainte à souscrire des assurances privées. Elle lui demande quelles mesures elle envisage de prendre en faveur de cette catégorie professionnelle.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

362. — 13 juillet 1981. — Mme Florence d'Harcourt expose à M. le ministre d'Etat, ministre des transports, le cas d'un jeune élève en ébénisterie d'art contraint de suivre des cours en Belgique et demande une carte de réduction à la S. N. C. F. pour le parcours français. Cette carte lui a été refusée au motif que son certificat de scolarité, délivré par une école étrangère, n'était pas valable. Elle lui demande de lui préciser la valeur d'un certificat de scolarité en tant que pièce justificative de réduction dans les pays de la Communauté européenne.

Constructions aéronautiques (entreprises).

363. — 13 juillet 1981. — Mme Florence d'Harcourt attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que le décret du 14 avril 1981 autorisant la participation financière de l'Etat dans le capital de la société Crouzet par apport des actions qu'il détient dans le capital de la S. F. E. N. A. a pour conséquence, d'après les arrêts du Conseil d'Etat Cogema et Schvartz du 24 novembre 1978, de faire passer au secteur privé une entreprise du secteur public

(l'Etat et la S.N.I.A.S. détenaient, en effet, 58,7 p. 100 du capital de la S.F.E.N.A. La société privée Crouzet s'y trouve à présent majoritaire). Or l'article 34 de la Constitution dispose : « ... la loi fixe... les règles concernant... les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé... ». Elle lui demande de bien vouloir lui exposer comment, en l'espèce, la compétence du législateur a pu être écartée ; ni la réponse du ministre de la défense à la question posée par M. Alex Raymond (n° 42995 du 23 février 1981), ni celle du Premier ministre à la question de M. Anicet Le Pors (n° 2097 du 26 février 1981) n'apportent de réponse sur ce point.

Transports aériens (personnel).

364. — 13 juillet 1981. — Mme Florence d'Harcourt rappelle à M. le ministre d'Etat, ministre des transports, la réponse faite le 12 janvier dernier à sa question écrite (n° 38954 du 1^{er} décembre 1980), qu'elle avait posée sur la situation des élèves pilotes de ligne. En raison du caractère imprécis des éléments de cette réponse, elle se permet de l'interroger sur ce problème et de lui demander en particulier : 1° s'il peut donner l'assurance que malgré le blocage des crédits de fonctionnement du service de la formation aéronautique, qui correspond en fait à une large amputation de fait en raison de la hausse continue des prix des produits pétroliers, les centres de formation de Montpellier et de Saint-Yan pourront continuer à fonctionner normalement au-delà du mois de juillet 1981 ; 2° s'il n'estime pas indispensable de faire respecter les dispositions réglementaires confirmées par la jurisprudence qui prévoient que la formation ininterrompue des élèves pilotes de la filière publique comprend la phase dite « d'application en ligne » ; 3° s'il est disposé à faire appliquer l'autre disposition réglementaire selon laquelle les élèves pilotes de ligne sélectionnés avant 1976 sont embauchés, dès la fin de leur formation, par les compagnies dans le cadre des options formulées ; 4° s'il peut lui préciser quelles sont les raisons qui s'opposent à ce que la direction générale de l'aviation civile ou Air France donnent aux élèves pilotes de ligne en chômage la qualification sur un appareil commercial qui leur permettrait de trouver éventuellement un emploi de pilote dans une compagnie régionale ou à l'étranger.

Enseignement privé (enseignement préscolaire et élémentaire).

365. — 13 juillet 1981. — M. Pierre-Charles Krieg demande à M. le ministre de l'éducation nationale de lui faire savoir dans quelles conditions a été agréée une école privée mixte d'une soixantaine d'enfants relevant de l'association internationale pour la conscience de Krsna et quels services cette école peut rendre au ministère de l'éducation nationale.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques : Paris).

366. — 13 juillet 1981. — M. Pierre-Charles Krieg attire l'attention de M. le ministre de la culture sur le mauvais état d'entretien de la cour carrée du palais du Louvre : pavés disjoints ou manquants, flaques d'eau stagnant après les pluies, lampadaires dont les vitres manquent et dont les peintures ne sont plus qu'un souvenir... En résumé, un aspect peu digne du cadre célèbre dans le monde entier qu'est la cour carrée et qui provoque de la part des visiteurs, français ou étrangers, des commentaires peu flatteurs.

Administration (publications).

367. — 13 juillet 1981. — M. Pierre-Charles Krieg appelle l'attention de M. le Premier ministre sur l'énorme quantité de documents émanant des administrations centrales, des organismes semi-publics tels Electricité-Gaz de France, S.N.C.F., etc., sans compter les banques et les compagnies d'assurances nationalisées sous forme d'imprimés luxueux, parfois reliés, devant coûter fort cher et qui ne sont pratiquement jamais lus. Tout cela représente un important gâchis de temps, d'énergie et de papier donc d'argent. Il pense que, dans le cadre d'une politique d'économie bien conduite, il conviendrait d'y mettre fin et lui demande dès lors quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

Impôts et taxes (impôts locaux et impôt sur le revenu).

368. — 13 juillet 1981. — M. Pierre-Charles Krieg appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les problèmes d'ordre fiscal auxquels, parmi les membres des professions libérales, sont confrontés les chirurgiens-dentistes. Les intéressés constatent

que la limite du bénéfice réalisé, prise en compte pour l'ouverture du droit à l'abattement fiscal de 20 p. 100, n'a pas été augmentée depuis 1977. Malgré leur adhésion à des centres de gestion agréés, qui leur ouvrirait l'espoir de les voir considérés, sur le plan de l'impôt, comme des contribuables dignes de foi, ces praticiens sont loin de bénéficier des avantages concédés aux salariés. Enfin, il apparaît que la taxe professionnelle à laquelle ils sont assujettis représente une charge particulièrement lourde, dont les modalités de calcul doivent, en toute équité, être réexaminées rapidement. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il envisage de prendre afin d'apporter rapidement aux problèmes évoqués ci-dessus le début de solution qui s'impose.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

369. — 13 juillet 1981. — M. Pierre-Charles Krieg appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la nouveauté qui consiste à imposer les maîtres ayant accepté de prendre en charge des classes de nature, sur le montant forfaitaire représentant des « avantages en nature » soit en fait leur nourriture. Il est signalé que ces maîtres, pour le bien des enfants, acceptent d'être séparés de leur famille, pendant la durée du séjour et de renoncer à certains avantages matériels non négligeables. On peut prévoir dans ces conditions que nombre de maîtres refuseront ce genre de service. Il lui demande dès lors d'examiner la possibilité de supprimer cette décision.

Politique extérieure (propriété artistique et littéraire).

370. — 13 juillet 1981. — M. Pierre-Charles Krieg rappelle à M. le ministre de la communication que l'avis n° 1977 (tome IV) sur le projet de loi de finances pour 1981 fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales par M. Rodolphe Pesce comporte (p. 111) un certain nombre d'observations de la commission, en particulier celle demandant au « Gouvernement de soumettre au Parlement le plus rapidement possible pour ratification de la convention de Rome la loi sur les artistes-interprètes, les producteurs de phonographes et des organismes de radiodiffusion ». Compte tenu de la situation précaire et des difficultés pour l'avenir qui menacent les professionnels du spectacle et en particulier les artistes-interprètes, il lui demande dès lors à quelle date il envisage de déposer, comme le lui a demandé la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, un projet de ratification de la convention de Rome concernant la loi sur les artistes-interprètes, les producteurs de phonographes et des organismes de radiodiffusion.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques : Paris).

371. — 13 juillet 1981. — M. Pierre-Charles Krieg appelle l'attention de M. le ministre de la culture sur l'état actuel de la colonne de Juillet, place de la Bastille. On peut remarquer, en effet, une fissure profonde à la base de la colonne, ce qui pourrait entraîner un certain danger. Il lui demande, dès lors, de lui faire connaître l'avis des techniciens à ce sujet et, éventuellement, de faire prendre toutes dispositions utiles pour assurer la réparation.

Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité).

372. — 13 juillet 1981. — M. Pierre-Charles Krieg appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur les artisans qui fabriquent des vêtements notamment des kimonos pour les « arts martiaux » et qui, au fil des années, ont vu les tissages fournissant la toile nécessaire à la confection disparaître les uns après les autres. Par ailleurs, cette fabrication est concurrencée par les importations massives de kimonos de toutes origines : Japon, Thaïlande, Taïwan, Hong Kong, Europe de l'Est (Hongrie et Allemagne de l'Est, etc.). Ce marché est submergé par des fabrications à bas prix et les artisans voient avec désespoir arriver le jour où leurs produits, quoique de très bonne qualité, ne pourront plus se vendre en France. Il lui demande ce qu'il envisage de faire pour améliorer le sort et l'avenir de ces artisans et défendre leurs productions nationales. Il n'est pas en effet sans connaître les charges qui les écrasent (sécurité sociale, T.V.A., etc.) en dehors du prix très élevé et en continue hausse des textiles français.

Libertés publiques (atteintes à la vie privée).

373. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Charles Krieg** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur une publicité qui paraît régulièrement dans la presse et que l'on pouvait encore lire dans un journal hebdomadaire paru le 29 mars 1981, publicité ainsi rédigée : « Micro espion — pas plus gros qu'une boîte d'allumettes, il transmet sans fil toutes conversations, bruits en provenance du lieu où il est dissimulé — portée 50 à 100 mètres à travers murs, cloisons... réception sur n'importe quel poste radio comportant la F.M., etc. ». En d'autres termes, espionnez en toute quiétude votre femme, votre mari, votre employeur, votre voisin... Comme il semble bien que de tels procédés constituent une intolérable atteinte à la liberté d'autrui ainsi qu'au secret de sa vie privée, deux questions se posent : tombent-ils sous le coup de la loi. Des poursuites ont-elles été ou seront-elles engagées à l'encontre de ces annonceurs.

Baux (baux d'habitation).

374. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Charles Krieg** appelle l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur les difficultés que peuvent rencontrer les coopérateurs pour éviter d'encourir la déchéance du droit au maintien dans les lieux pour défaut d'occupation de ceux-ci lorsqu'ils sont locataires d'un immeuble ancien entré dans le cadre des dispositions de l'article 10 (§ 2) de la loi du 1^{er} septembre 1948 complété par l'article 8 du décret n° 53-700 du 9 août 1953. Il souligne, en effet, que le nouveau régime des congés tel que défini par le décret n° 78-572 du 25 avril 1978 ne permet pas aux agerats servant en coopération de justifier d'une durée d'occupation des locaux de six mois au moins (durée non continue) pour une période de trois années, puisque les droits à congés sont limités à cinquante jours pour dix mois de présence outre-mer. Les coopérateurs sont dès lors contraints de soumettre aux tribunaux les différends survenus avec leurs propriétaires, ce qui entraîne pour eux des procès longs et coûteux. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour apporter une solution à ces difficultés.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (professions libérales : cotisations).

375. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Charles Krieg** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le fait que le président Poincaré, bâtonnier de l'ordre des avocats de Juin à octobre 1932, avait institué dès 1922 un droit de plaidoirie fixé à 22,50 francs. Une caisse des barreaux français fondée en 1949 fut chargée de recueillir le montant de ces droits et les cotisations des avocats actifs versées depuis 1945 pour constituer des retraites. Le Conseil d'Etat consulté avait préconisé la parité de ces deux éléments. La loi du 30 décembre 1977, après avoir posé le principe de la créance des avocats sur ces droits, leur a imposé d'en faire l'avance et les a chargés des recouvrements, plus ou moins aléatoires. La retraite des avocats, après une majoration de 15,50 p. 100 en janvier 1981, s'élève actuellement à 40 000 francs par an alors que l'allocation vieillesse pour un couple est de 34 000 francs par an. Les anciens retraités sont exclus du régime complémentaire qui leur alloue sans possibilité de rachat l'équivalent de 1 500 points. Les avocats en activité acceptent les majorations de cotisation que la caisse des retraites leur demande, mais la somme des droits de plaidoirie leur reste inférieure parce que leur recouvrement est imparfait en l'absence d'un contrôle sérieux et que leur montant fixé à 30 francs en 1977 n'a pas suivi la hausse des prix. Cette situation en n'assurant pas le parfait recouvrement des droits de plaidoirie enlève aux anciens retraités tout espoir d'une prochaine majoration de retraite. Au moment du vote de la loi du 30 décembre 1977, la chancellerie avait prévenu le président de la commission des lois du Sénat que les greffes apporeraient leur concours en adressant aux barreaux la liste des avocats ayant omis d'apposer le timbre sur la feuille d'audience. Récemment une démarche conjointe du président de la caisse des retraites et du bâtonnier de Paris a été effectuée auprès de la chancellerie afin que des instructions soient adressées aux greffiers en leur rappelant cette tâche particulière. Le président de l'association nationale des avocats honoraires est intervenu de son côté auprès du cabinet de la chancellerie dans le même sens. Enfin, on constate que le prix des pensions des maisons de retraite ne cesse d'augmenter. Il paraît dès lors équitable de faire procéder au réajustement des droits de plaidoirie et de faire assurer le contrôle de leur versement effectif par les greffes en envisageant des mesures à l'encontre des avocats omettant de les payer. Il lui demande quelles sont les décisions qu'il envisage de prendre dans ce but.

Voie (autoroute).

376. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Charles Krieg** signale à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, que le revêtement de l'autoroute A 13 entre les échangeurs de Poissy et de Flins est constitué en de nombreux endroits par du ciment strié. Compte tenu du danger que représente un tel type de revêtement en particulier pour les motocyclistes, mais également par mauvais temps, il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour son remplacement par un revêtement classique.

Logement (aide personnalisée au logement).

377. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** souhaite que **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** lui indique quels sont les résultats de l'année d'expérience dans certains départements pilotes du conventionnement volontaire prévu par la loi n° 77-1 du 3 janvier 1977. Il souhaite, notamment, connaître le nombre et la proportion d'organismes ayant souscrit aux conventions et, d'autre part, les conclusions que tire le ministre de cette expérience, ainsi que les perspectives de généralisation.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (beaux-arts).

378. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des enseignants en musicologie, dans les facultés. Il lui demande quelle est l'évolution du nombre des enseignants dans cette discipline dans les diverses facultés où cet enseignement existe. Il lui demande également si sur ce plan la situation de Lyon II, où 650 étudiants, trois enseignants seulement sont en poste, pourra être prochainement améliorée, et si, d'autre part, les problèmes statutaires relatifs à la situation de ces enseignants pourront être abordés lors de la prochaine rentrée.

Personnes âgées (politique en faveur des personnes âgées).

379. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fonctionnement des universités du troisième âge en France. Il lui demande le nombre de personnes bénéficiant de ce type d'enseignement. Il aimerait savoir très précisément combien il existe d'universités du troisième âge, quelle est leur localisation géographique, et si ces universités sont financées de façon identique dans les grandes villes françaises qui en sont dotées. Il lui demande également de quelles aides de l'Etat elles peuvent bénéficier, s'il existe des conditions à l'octroi de prêts ou de subventions, et quels rapports entretiennent ces universités avec les autres organismes d'enseignement supérieur.

Edition, imprimerie et presse (entreprises : Alsace).

380. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** demande à **M. le ministre de la communication** à quelles conclusions sont parvenus les services juridiques du ministère ou le Conseil d'Etat si ce dernier a été consulté, quant à la validité au regard de la loi du 3 juillet 1972 du projet mis au point par les Dernières Nouvelles d'Alsace. Dans l'hypothèse où le projet de service destiné au grand public par l'intermédiaire de monteurs installés en divers lieux publics ne serait pas juridiquement conforme aux dispositions légales de 1972 ou réglementaires (décret du 20 mars 1978), il lui demande dans quel sens des modifications des textes seraient proposées afin de permettre au secteur de la presse régionale d'information de s'adapter aux nouveaux médias électroniques.

Radiodiffusion et télévision (réseaux communautaires de télévision).

381. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** demande à **M. le ministre de la communication** s'il peut lui fournir des indications sur les conclusions qu'il tire du développement, dans divers pays, de nouveaux services interactifs liés à la télévision par câble comme, par exemple, les expériences au Japon d'Ikoma ou aux Etats-Unis de Colombus.

Politique extérieure (U. N. E. S. C. O.).

382. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** demande à **M. le ministre de la communication** quelles conclusions le Gouvernement français tire-t-il de la résolution sur le « Nouvel ordre mondial de l'information », ratifiée par consensus le 25 octobre 1980 par la conférence générale de l'U. N. E. S. C. O. réunie à Belgrade, et cela notamment en ce qui concerne le principe de la liberté de l'information et le statut de la presse.

Communautés européennes (politique extérieure).

383. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur le nouveau plan triennal d'action 1981-1983 de la Communauté européenne dans le domaine de l'information et de la documentation scientifique et technique. Les informations parues dans la presse à ce sujet précisent que les besoins budgétaires correspondant à ce plan sont estimés à 16,5 millions d'unités de compte européennes. Il est, d'autre part, fait état que la proposition de décision du conseil portant adoption du programme communautaire d'information scientifique et technique 1981-1983, approuvée par la commission européenne, devait être transmise au conseil des ministres avant le 15 octobre 1980. Il lui demande si ce projet du plan d'action dans le domaine de l'information et de la documentation scientifique et technique a déjà été transmis au conseil des ministres et si son examen est à l'ordre du jour. Il lui demande, d'autre part, quelles sont les intentions en ce qui concerne la continuité des projets en cours et la nécessité du fonctionnement du réseau Euronet.

Commerce et artisanat (métiers d'art).

384. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** demande à **M. le ministre de la culture** s'il peut lui faire le bilan des actions régionales entreprises par la société d'encouragement aux métiers d'art et lui fournir des indications sur la part du budget de ces organismes consacrée à l'action dans les différentes régions. Il lui demande par ailleurs s'il peut être précisé le nombre de stagiaires ayant obtenu sur les deux dernières années une bourse pour des stages effectués dans le secteur des métiers d'art.

Communautés européennes (politique industrielle).

385. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** expose à **M. le ministre de l'Industrie** que dans le cadre du développement des activités spatiales, et singulièrement des programmes de satellites des télécommunications, il semble que le Japon a récemment passé des accords avec la Grande-Bretagne. Il lui demande : 1° s'il peut l'informer sur la nature de ces accords et sur le jugement qu'il en tire quant à leur portée au triple point de vue : des conséquences commerciales sur le marché des satellites au niveau européen ; des conséquences directes et indirectes sur le programme à moyen terme de Telspace ; sur la compatibilité d'une telle politique avec la politique commune européenne conduite depuis des années par les partenaires ; 2° quelle position ou remarques le gouvernement français sera amené à prendre ou à formuler au gouvernement britannique dans les prochaines semaines sur ces différents aspects du problème.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

386. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la disparité des régimes d'accès à l'aide ménagère telle qu'elle ressort des règles propres retenues par les différents organismes la finançant. De grandes différences existent, en effet, au plan des prix de facturation de l'heure, entre les barèmes de ressources donnant lieu à prise en charge partielle ou totale par l'organisme, entre les organismes de retraite et les caisses régionales d'assurance maladie. Il lui demande s'il est envisagé d'harmoniser ces différents régimes dans le sens d'une meilleure équité entre des personnes se trouvant dans des situations identiques, mais ne dépendant pas du même régime.

Pain, pâtisserie et confiserie (commerce).

387. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le fait de vendre la baguette de pain à 1 franc ou 80 centimes risque de se traduire pour les boulangers concernés par un phénomène de ventes à perte. En ce sens, il lui demande si une telle pratique ne peut en l'occurrence constituer une infraction à la législation prohibant les ventes à perte. Il souhaite, par ailleurs, savoir si les services du ministère de l'économie ont effectué les contrôles nécessaires afin de déterminer de façon claire si les entreprises commerciales de grande distribution respectent cette loi et, dans ce cas, il aimerait en avoir les résultats.

Matériels électriques et électroniques (emploi et activité).

388. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les accords récents conclus entre un groupe français et une grande société américaine du secteur de la reprographie, relatifs à la distribution de télécopieurs grand public. Il lui demande quelles perspectives à la suite de ce contrat s'offrent pour les capacités françaises de fabrication de télécopieurs grande diffusion et quelle place la France peut être amenée à tenir dans les prochaines années. Il souhaite toutefois connaître l'état d'indépendance de l'industrie française pour la fabrication de ces télécopieurs grande diffusion et la politique que comptent conduire les diverses administrations françaises intéressées en matière de contrat d'étude ou de marché public.

Banques et établissements financiers (comptes bancaires).

389. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la mise en place décidée par arrêté ministériel du 19 mai 1980 d'un fichier national des comptes bancaires automatisé. Il souhaiterait savoir où en sont les discussions entre les pouvoirs publics et les professions bancaires sur les modalités d'application de l'arrêté, principalement au regard des délais de mise en œuvre du système automatisé et, d'autre part, des modalités administratives — communication par les banques des comptes ouverts.

Impôt sur les sociétés (contrôle et contentieux).

390. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir**, rappelant à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, que, dans le cadre d'une société de capitaux imposable à l'impôt sur les sociétés, la prescription fiscale est limitée à quatre années, attire son attention sur le fait que, dans le cadre d'une vérification générale, un inspecteur a contrôlé un exercice prescrit, faisant apparaître un résultat fiscal zéro prétextant l'existence d'amortissements différés. Ce résultat fiscal zéro résulte en fait d'amortissements régulièrement différés en période déficitaire. Il lui demande : 1° si l'administration fiscale peut contrôler, en dehors des délais normaux de prescription, un exercice faisant apparaître un résultat zéro ; 2° si les amortissements régulièrement différés dans le cadre de cet exercice et normalement mentionnés sur les états fiscaux peuvent faire l'objet de reprises fiscales, compte tenu du rejet de certaines charges au cours dudit exercice.

Commerce extérieur (Algérie).

391. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, sur l'information parue, en date du 30 décembre 1980, dans le *Bulletin officiel* d'adjudications du commerce extérieur. Elle concerne deux avis d'appels d'offres d'Algérie n° 76-77 et 76-78 dont les dates de clôture étaient respectivement les 30 et 31 décembre. L'avis invitait à réclamer en Algérie le cahier des charges obligatoire, ce qui explique que, compte tenu du délai imparti d'une journée, il s'avérait totalement inutile. Il lui demande s'il considère comme normal que de telles informations rassemblées au centre français de commerce extérieur soient publiées dans de telles conditions, frisant le ridicule, et quelles mesures il compte prendre afin que de tels faits ne se reproduisent pas.

Communautés européennes (fonds européen de développement régional).

392. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** demande à **M. le ministre des relations extérieures** s'il est vrai que la France s'oppose à la publication du nom des firmes bénéficiant d'un concours du fonds régional européen et, si cela est vrai, sur quel texte est fondé ce refus de publication. Et si tel n'est pas le cas, ce qu'il pense, il lui demande de lui faire connaître le nom des firmes de la région Rhône-Alpes ayant eu recours, durant les trois dernières années, au concours du fonds régional européen.

Domages de guerre (indemnisation).

393. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur le problème de la réévaluation des titres nominatifs de dommages de guerre. Il lui cite le cas d'un ancien combattant qui, titulaire de titres nominatifs

à 4 3 4 p. 100, n'a pas bénéficié de réévaluation depuis le 7 mai 1956, date à laquelle il a acquis la jouissance de ces titres. Il lui demande s'il estime, compte tenu de la hausse régulière des prix, que cette situation est normale et quelles mesures il compte prendre pour assurer une proportionnalité réelle entre ces titres de dommages de guerre et le maintien nécessaire du niveau de vie des bénéficiaires.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

394. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur le problème de l'application aux retraités de la loi du 13 juillet 1978, dite loi Monory, qui permet aux investisseurs en actions de 5 000 francs par an, ou plus s'ils ont des enfants à charge, d'obtenir une détaxe du même montant des sommes imposables. Il lui demande s'il lui paraît conforme au principe d'égalité devant l'impôt d'exclure, par cette mesure discriminatoire, les retraités qui, de ce fait, ne peuvent bénéficier de la détaxation de leurs investissements prévue au bénéfice des seuls actifs.

Corps diplomatique et consulaire (Turquie).

395. — 13 juillet 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre des relations extérieures** sur la manifestation de ressortissants turcs qui s'est tenue à Lyon, le samedi 21 mars 1981, et à la tête de laquelle se trouvait le consul de Turquie en poste à Lyon. D'après le document distribué par le comité d'organisation, cette manifestation visait le terrorisme arménien. Mais il faut remarquer dans ce même document qu'une attaque vigoureuse est portée à l'encontre des hommes politiques français comme l'atteste les paragraphes suivants : « Mais il est inquiétant, pour le peuple turc, de constater que certains politiciens français utilisent cette propagande antiturque à des fins personnelles électorales qui font des déclarations contre l'intégrité territoriale de la Turquie, pays ami de la France. Il est regrettable que certains autres hommes politiques français restent muets et sans réactions, face à un mouvement qui vise, sur son territoire, un allié de la France. La télévision française, pour sa part, a rejoint parfois d'autres moyens d'information qui contribuaient à la publicité et à la propagande des revendications arméniennes. » Il apparaît, à l'évidence, que ce document n'a pu être rédigé qu'avec le concours des autorités turques, et les autorités de la préfecture de police confirment avoir été saisies par le consul général de Turquie pour l'autorisation de cette manifestation sur la voie publique. Le moins scandaleux n'est pas que les manifestants aient distribué ce tract dans le même temps où ils déposaient une gerbe au monument de la Résistance française. Il lui demande, compte tenu de ces éléments, s'il considère normal qu'un diplomate en poste sur le territoire national se livre à de tels agissements et cautionne de telles attaques publiques contre les élus du peuple français. Il lui demande s'il ne considère pas nécessaire de protester auprès des autorités turques contre cette ingérence manifeste et exprime le souhait personnel qu'il soit demandé aux autorités turques le rappel de leur diplomate en poste à Lyon.

Elevage (bovins : Drôme).

396. — 13 juillet 1981. — **M. Régis Perbet** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les modalités d'attribution de l'aide exceptionnelle accordée par le Gouvernement sur les livraisons de jeunes bovins en avril et mai 1980. Cette aide d'un montant de 4 p. 100 sur le chiffre d'affaires a été versée aux éleveurs indépendants mais elle serait refusée aux éleveurs réunis au sein de groupements de producteurs. C'est le cas des éleveurs inscrits dans des groupements reconnus et agréés depuis 1964 adhérents de trois coopératives agricoles de la Drôme en raison, semble-t-il, de la mise en commun — pourtant recommandée par les pouvoirs publics — de l'achat des jeunes animaux et des moyens de production et de vente dans le cadre de leur coopérative agricole. Il s'étonne, en outre, que le bénéfice des mesures annoncées par le Gouvernement le 5 décembre 1980 en vue de maintenir le pouvoir d'achat des agriculteurs puisse être refusé aux 1 500 agriculteurs des coopératives drômoises susvisées. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui faire connaître les motifs qui justifieraient une telle discrimination ainsi que les conditions exigées pour mettre fin à cette situation.

Transports (prime de transport).

397. — 13 juillet 1981. — **M. Régis Perbet** expose à **M. le ministre délégué, chargé du budget** que les indemnités de transport allouées à leur personnel par les entreprises de provinces sont en principe exclues de l'assiette des impôts et des cotisations sociales dans la

mesure où le montant de ces indemnités ne dépasse pas celui de la prime de transport instituée par voie réglementaire au bénéfice des salariés de la région parisienne. Or, ce montant, fixé à 23 francs depuis le 1^{er} janvier 1970, n'a pas été modifié depuis cette date compte tenu de l'institution en région parisienne d'un « versement de transport » qui permet de financer notamment la « carte orange » et dont la charge pour les entreprises concernées correspond peu ou prou à celle qui aurait résulté d'une actualisation de la prime de transport. Ainsi, le principe d'une exonération limitée, admis jusqu'ici, des indemnités individuelles de transport n'est plus que nominale-ment respecté et se trouve en réalité progressivement battu en brèche du fait de l'absence d'actualisation de la prime de transport. Un problème se pose donc aux entreprises de province dont les salariés ne bénéficient pas d'avantages du type « carte orange » et qui ont été amenées de ce fait à consentir à leur personnel, dans un cadre conventionnel, à l'adaptation des primes de transport à l'évolution du coût de la vie.

Enseignement privé (personnel).

398. — 13 juillet 1981. — **M. Roland Vuillaume** rappelle à **Mme le ministre de l'agriculture** qu'en réponse à la question écrite n° 12895 (*Journal officiel* A. N. n° 30 du 28 avril 1979, p. 3293) son prédécesseur disait que la loi du 28 juillet 1978 sur l'enseignement agricole traduisait la volonté et l'intérêt que le Gouvernement portait au développement d'un enseignement agricole privé de qualité. Cette réponse rappelait que la loi précitée ne comportait pas de dispositions relatives à la rémunération des personnels et que les maîtres des établissements d'enseignement agricole privé restaient régis par les contrats de droit privé qui les lient à leurs employeurs. Elle ajoutait toutefois que le coût des personnels corrigé d'un coefficient de qualification serait, comme le prévoit la loi, un élément essentiel du calcul du montant de l'aide financière globale accordée à l'enseignement agricole privé. En fait, rien n'oblige les établissements d'enseignement agricole privé à améliorer les conditions de travail des personnels et à revaloriser, en fonction de l'évolution des subventions, les rémunérations de ceux-ci. La rémunération des maîtres de l'enseignement agricole privé est inférieure, à qualification égale, de 9 à 63 p. 100 à celle de leurs collègues de l'enseignement agricole public. Le décret n° 79-940 du 7 novembre 1979 portant application de la loi du 28 juillet 1978 n'a fait que maintenir la situation existante, les organismes employeurs restant libres de l'affectation des crédits dont il paraît pourtant clairement qu'ils sont essentiellement prévus pour la rémunération des personnels. Les remarques qui précèdent ont d'ailleurs été portées à la connaissance de **M. le ministre de l'agriculture** de l'époque au cours d'une entrevue qui a eu lieu entre lui et des représentants des personnels concernés au mois de septembre dernier. Il lui demande quelles dispositions elle envisage de prendre pour remédier à la situation actuelle, manifestement inéquitable, sur laquelle il vient d'appeler son attention.

Taxe sur la valeur ajoutée (obligations des redevables).

399. — 13 juillet 1981. — **M. Roland Vuillaume** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget** sur la situation d'une société admise au paiement de la T. V. A. par obligations cautionnées. Cette société qui, en 1972-1973, avait la possibilité de recourir à un plafond d'obligations de 350 000 francs alors que son chiffre d'affaires hors taxes était de 18 millions de francs, conserve actuellement ce même plafond alors qu'en 1979-1980 le chiffre d'affaires, toujours hors taxes, a atteint le montant de 38 millions de francs. Pendant ce même laps de temps, les effectifs des salariés de l'entreprise sont passés de 60 à 124. Il peut donc être constaté que cette société, qui vraisemblablement ne peut être considérée comme représentant un cas isolé, non seulement doit supporter une diminution de ses marges en raison d'une concurrence de plus en plus âpre due aux importations, mais ne bénéficie même plus actuellement, en francs constants, des possibilités de crédit qui lui avaient été consenties en 1973. La volonté affichée par le Gouvernement de développer l'esprit d'entreprise en France ne se retrouve pas — et de loin — dans les faits. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas indispensable, pour le maintien de l'activité d'entreprises de cette taille, auquel est lié tout naturellement le problème de l'emploi, d'envisager une augmentation substantielle du plafond des obligations cautionnées pour le paiement de la T. V. A.

Commerce extérieur (Etats-Unis).

400. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Bernard Cousté** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, sur des informations de source américaine indiquant que la Banque américaine export-import aurait décidé de proposer à des sociétés

des crédits à l'exportation de très longue durée pour leur permettre d'obtenir certains contrats importants. Il lui demande : 1° si ces informations sont exactes ; 2° ce qu'il compte faire, dans cette hypothèse, pour que soient respectés les accords signés (arrangement de l'O.C.D.E. sur les crédits à l'exportation).

Charbon (commerce extérieur).

401. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'Industrie** : 1° si la France est importatrice de charbon sud-africain et, si oui, de quelles quantités ; 2° s'il envisage de poursuivre, d'intensifier ou au contraire de limiter ces importations ; 3° s'il peut tracer une comparaison entre les importations françaises au cours des cinq dernières années et celles des autres pays de la C.E.E. ; 4° quelle part de la consommation ces importations représentent en France et dans les autres pays membres pendant la même période.

*Communautés européennes
(législation communautaire et législations nationales).*

402. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de la justice** s'il peut établir une comparaison entre les lois relatives à l'adoption en France et dans les autres pays de la C.E.E. Il lui fait remarquer que ces lois s'appuient, pour la plupart, sur la convention du conseil de l'Europe sur l'adoption, qui date de 1967, qui mériterait d'être revue et qui n'offre aucune garantie dans le cas d'enfants orphelins du fait de séisme ou de petits réfugiés, ou encore d'enfants étrangers. Il souhaiterait savoir : 1° la situation en France dans ces deux derniers cas ; 2° ce qu'il envisage de faire plus particulièrement dans ces deux hypothèses ; 3° s'il conduira une action — et laquelle — pour que soit uniformisée la législation dans les pays de la C.E.E. en matière d'adoption.

Politique extérieure (Afghanistan).

403. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des relations extérieures** s'il est favorable à la proposition faite précédemment par la France de réunir une conférence sur l'Afghanistan, proposition qui a d'ailleurs été approuvée par le Conseil européen. Il souhaiterait savoir s'il compte renouveler personnellement cette proposition et comment il agira pour qu'elle se concrétise.

Communautés européennes (assurances).

404. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé des affaires européennes**, sur la proposition de directive de la commission européenne relative à l'ouverture du marché européen de l'assurance autre que sur la vie. Il souhaiterait savoir : 1° les résultats du conseil économique et financier qui s'est tenu à Luxembourg le 15 juin ; 2° la position de la France dans ce domaine ; 3° l'action qu'il compte entreprendre pour faire aboutir ce dossier.

Élevage (maladies du bétail).

405. — 13 juillet 1981. — **M. Daniel Goulet** expose à **Mme le ministre de l'Agriculture** que les mesures énergiques mises en œuvre pour lutter contre la brucellose ont permis incontestablement d'enrayer un véritable fléau qui décimait le cheptel français. Il est incontestable que les éleveurs concernés ont subi des pertes financières particulièrement importantes qui sont loin d'avoir été compensées par les indemnités qui leur ont été allouées. C'est notamment le cas lorsque le vide sanitaire a été impérativement ordonné. Les éleveurs se trouvant dans une telle situation doivent, indépendamment des pertes en capital qui en résultent, supporter les graves conséquences qui les accompagnent au double point de vue de la disparition de la reproduction du bétail et de la suppression totale des revenus laitiers. Il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable que la grave atteinte portée à ce propos aux ressources des éleveurs intéressés soit reconnue et fasse l'objet d'un dédommagement approprié.

Postes et télécommunications (courrier).

406. — 13 juillet 1981. — **M. Daniel Goulet** expose à **M. le ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation** que le rôle administratif dévolu aux maires va en s'amplifiant, entraînant un accroissement des correspondances adressées par les municipa-

lités aux services et administrations, comme aux particuliers. Ces envois répétés ne sont pas sans occasionner des dépenses qui n'ont pas une incidence négligeable dans les crédits communaux. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de réduire cette charge en accordant la franchise postale pour les envois faits par les municipalités aux administrations et services publics (U.R.S.S.A.F., compagnie de sapeurs-pompiers, etc.).

Impôts locaux (taxe professionnelle).

407. — 13 juillet 1981. — **M. Olivier Gulchard** rappelle à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, que les propriétaires qui louent accidentellement en meublé une partie de leur habitation personnelle sont exonérés du paiement de la taxe professionnelle lorsque cette location ne présente pas de caractère périodique. Il appelle son attention sur la situation de certains loueurs occasionnels à qui ce bénéfice n'est pas consenti et dont la logique commanderait pourtant, compte tenu des conditions dans lesquelles s'opère la location, que l'exonération leur soit également appliquée. Il lui cite à ce propos le cas d'un loueur très occasionnel dont la propriété est mitoyenne d'une usine et qui ne peut louer sa maison que pendant le mois d'août, période de fermeture annuelle de l'usine en cause. L'intéressé est assujéti au paiement de la taxe professionnelle dont le montant absorbe le tiers du revenu que lui procure sa location. Il lui demande si, en raison de sa situation particulière, ce loueur occasionnel ne pourrait être assimilé à un propriétaire procédant à une location accidentelle et bénéficier en conséquence de l'exonération de la taxe professionnelle. A défaut, il apparaîtrait équitable qu'un dégrèvement substantiel puisse lui être accordé.

Circulation routière (réglementation).

408. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Charles Krieg** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre des transports**, qu'à plusieurs reprises au cours de la dernière législature il a saisi son prédécesseur des problèmes posés par l'utilisation des « mini-voitures ». En effet, ces véhicules à moteur, s'ils sont soumis à l'obligation d'assurance, peuvent par contre être utilisés par des conducteurs n'ayant pas leur permis de conduire et donc, a priori, ignorant les règles les plus élémentaires du code de la route. Il existe donc là un risque potentiel. D'autre part, ces mêmes véhicules sont dispensés de l'immatriculation, ce qui rend impossible leur identification, en cas de délit de fuite après un accident matériel ou corporel par eux provoqué. Enfin, il semble qu'ils soient exonérés des règles de stationnement s'imposant à tous les autres véhicules à moteur et que les contraventions ne puissent, de ce fait, être relevées à leur encontre. Il lui demande en conséquence quelles mesures seront prises pour mettre fin à cette situation qu'il juge regrettable.

*Droits d'enregistrement et de timbre
(enregistrement : successions et libéralités).*

409. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Charles Krieg** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur le fait qu'un certain nombre de clients des administrateurs d'immeubles ont, entre le 5 septembre 1979 et le 1^{er} janvier 1980, fait des donations d'immeubles neufs en exonération de droits, comme la loi le permettait. En vertu de l'article 19 de la loi de finances 1980, il a été prévu que la loi serait rétroactive et que les donations, faites à compter du 5 septembre, seraient justifiables des droits moins une exonération de 500 000 francs plus 500 000 francs par enfant. Le texte prévoyait qu'une circulaire ferait connaître les modalités d'application de la loi. La loi de finances de 1981 a prévu que les droits devaient être payés le 1^{er} juillet 1980 au plus tard, après dépôt d'une déclaration. Cette décision paraît grave, car les donateurs qui, pour la plus grosse majorité, n'ont reçu les biens qu'en nue-propriété vont se trouver pratiquement dans l'impossibilité de payer à la date du 1^{er} juillet. Il aurait paru raisonnable que l'administration ait autorisé soit le règlement de ces droits sur un certain nombre d'années, soit l'emploi d'une formule en cas de succession en présence d'un usufruitier qui permette au nu-propriétaire de reporter à la mort de l'usufruitier le paiement des droits en perdant, bien entendu, le bénéfice de la déduction de l'usufruit. Il semble que la liste des dispositions prévues va affecter plusieurs milliers de personnes. Il lui demande dès lors quelles mesures il compte prendre à ce sujet.

Assurance maladie-maternité (caisse : Ile-de-France).

410. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre-Charles Krieg** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le fait que trois attaques à main armée ont été dirigées, au cours de l'année 1980, contre des centres de paiement de la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne, faisant un blessé parmi le personnel de guichet. A la suite de ces attaques et devant l'inquiétude compréhensible du personnel des deux centres de paiement qui avaient été visés, l'assistance d'un vigile armé avait été requise par la caisse primaire, et ce à compter du 1^{er} août 1980. Or, et depuis le 28 février 1981, ce vigile a été retiré, cette mesure provoquant une recrudescence d'inquiétude parmi le personnel. Certains employés ont même refusé de faire, désormais, le service du guichet qu'ils jugent — à juste titre — dangereux. Il semblerait, dans ces conditions, que des mesures à caractère préventif sérieux doivent être prises pour assurer la sécurité du personnel et des usagers des centres de paiement, et ce sans attendre le retour d'incidents graves tels que ceux qui viennent d'être rappelés.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

411. — 13 juillet 1981. — **M. Marc Lauriol** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur le fait que notre pays dispose constamment en stocks de 115 jours au moins de consommation de pétrole. Ces stocks ont donc été achetés à des prix très antérieurs aux augmentations subséquentes décidées par l'O. P. E. P. ou consécutives à la remontée du cours du dollar. En conséquence, il lui demande : 1^o quel est l'ordre de grandeur du profit procuré par la répercussion immédiate, sur les prix de vente intérieurs, appliquée aux quantités actuellement en stock, de l'augmentation du prix d'achat international, lequel ne peut concerner que les stocks futurs, étant entendu que ce profit doit être nettement distingué des taxes perçues par l'Etat, en partie proportionnelles aux prix de vente intérieurs ; 2^o qui est bénéficiaire de ce profit.

Enseignement secondaire (personnel).

412. — 13 juillet 1981. — **M. Marc Lauriol** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation de l'emploi des maîtres auxiliaires au sein de l'éducation nationale. Pour ceux qui, pour quelque cause que ce soit, n'ont pas pu passer le concours de recrutement prévu pour leur titularisation, il existe une procédure d'intégration par le biais d'une titularisation dans le corps des adjoints d'enseignement. Il lui demande : 1^o quelles en sont les conditions ; 2^o si les années passées dans l'enseignement privé sont prises en compte ; 3^o s'il est exact qu'un nouveau contingent de 3 000 maîtres auxiliaires doit prochainement être intégré par transformation de crédits de suppléance.

Mutualité sociale agricole (politique de la mutualité sociale agricole).

413. — 13 juillet 1981. — **M. Pierre Welsenhorn** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur certaines dispositions qu'il lui paraît souhaitable de prendre en matière de sécurité sociale. En ce qui concerne les prestations familiales, il serait souhaitable que les frais d'intervention des travailleuses familiales en cas de maladie ou d'hospitalisation de la mère de famille soient pris en charge au titre des prestations légales dans des conditions particulières à fixer. S'agissant de l'assurance vieillesse, les frais d'intervention des travailleuses familiales à domicile en faveur des personnes âgées devraient également être pris en charge au titre des prestations légales dans des conditions également à définir. De même des mesures devraient intervenir permettant l'attribution de la majoration pour tierce personne, aux titulaires d'avantages de vieillesse non salariés, accordés au titre d'invalidité entre soixante

et soixante-cinq ans, lorsqu'ils remplissent les conditions requises. En matière d'assurance maladie, maternité, invalidité, il est indispensable que les études déjà entreprises pour rechercher de nouveaux critères pour la définition de l'activité professionnelle principale aboutissent rapidement. De même il devrait être procédé à une actualisation ainsi qu'à un relèvement du tarif de responsabilité : des prothèses auditives ; des articles d'optique ; des prothèses et appareillage en général. Les pensions d'invalidité de l'Amexa accordées au titre de l'incapacité totale au travail devraient être sensiblement revalorisées. Le statut du pluriactif agrotouristique de montagne est à établir afin qu'il reste attaché au régime agricole dès lors qu'il exploite au moins la surface minimum d'installation ; que le cadre juridique de son activité compensatoire est familial ; qu'un minimum de l'équivalent d'au moins un U. T. H. est employé à temps complet sur l'exploitation agricole. Il conviendrait en outre que l'activité compensatoire se cumule avec l'activité agricole pour ne dépendre que du régime de protection sociale agricole, les cotisations dues étant assises sur l'ensemble des activités agrotouristiques et fixées dans le cadre des modalités d'application des dispositions du décret n^o 80-927 du 24 novembre 1980. Les femmes de salariés et d'exploitants agricoles, bénéficiant du complément familial ou de la majoration de l'allocation de salaire unique ou de l'allocation de la mère au foyer, devraient être affiliées au régime d'assurance vieillesse des salariés agricoles et non au régime général de la sécurité sociale. Enfin il serait équitable que le financement des examens de médecine préventive des enfants en âge scolaire soit pris en charge par le risque. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des suggestions qu'il vient de lui exposer.

Sécurité sociale (cotisations).

414. — 13 juillet 1981. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que des mesures de relèvement des bas salaires ont été prises par le Gouvernement, mesures auxquelles ont été jointes des dispositions d'allègement sur les charges des salaires ne dépassant pas 120 p. 100 du S. M. I. C. ; c'est ainsi qu'à la date du 1^{er} juin 1981, le S. M. I. C. est augmenté de 15,20 francs à 16,72 francs de l'heure, soit une augmentation de 10 p. 100. En vue d'alléger l'impact de ce relèvement sur les trésoreries des entreprises et pour favoriser l'emploi, le Gouvernement a décidé une réduction de 6,5 p. 100 sur les charges sociales afférentes à cette augmentation. L'application de cette disposition pose quelques problèmes. En effet, au lieu de ne retenir que le montant horaire pour l'ouverture des droits, il semble que soit retenu l'ensemble des rémunérations mensuelles, primes et heures supplémentaires confondues. Il en résulte que la plus grande partie des exploitations seront exclues de cette mesure. En effet, de nombreuses conventions agricoles garantissent un certain nombre d'heures supplémentaires au printemps ou en été ; sans compter les périodes de grands travaux de printemps obligeant à un allongement des journées. De plus, les employeurs d'ouvriers anciens sont pénalisés. Des exemples chiffrés pourraient aisément être donnés. Par exemple, soit un salaire coefficient 110 = 173 heures × 16,72 francs = 2 892,56 francs — 24 heures × 20,00 francs = 501,60 francs + 3 p. 100 d'ancienneté = 101,82 francs, soit un total de 3 495,98 francs. Alors que la rémunération mensuelle maximum ouvrant droit à l'allègement est de 3 480 francs, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que l'esprit des mesures d'allègement soit respecté.

Justice (expertise).

415. — 13 juillet 1981. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** expose à **M. le ministre de la justice** qu'il arrive fréquemment, surtout dans les affaires judiciaires nécessitant des connaissances spécialisées dans les domaines techniques et variant selon les disciplines, que des experts soient nommés par les tribunaux. Il lui demande quels recours existent contre un avis d'expert.

ABONNEMENTS

ÉDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 Paris CEDEX 15 Téléphone } Renseignements : 575-62-31 Administration : 578-61-39 TELEX 201176 F DIRJO - PARIS	
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.		
Assemblée nationale :					
	Débats :				
03	Compte rendu.....	72	300		
33	Questions	72	300		
07	Documents	390	720		
Sénet :					
05	Débats	84	204		
09	Documents	390	696		

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Prix du numéro : **1,50 F.** (Fascicule hebdomadaire comportant un ou plusieurs cahiers.)